

CONSEIL COMMUNAL DU 21 JANVIER 2019
GEMEENTERAAD VAN 21 JANUARI 2019

REGISTRE
REGISTER

Présents	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter</i> ;
Aanwezig	Rik Jellema, Patrick Lenaers, Françoise de Halleux, Frank Van Bockstal, Aziz Es, Karim Sheikh Hassan, Eliane Paulissen, Colette Njomgang, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Bernard de Marcken de Merken, André du Bus, Laurent Vleminckx, Rachid Madrane, Jean Laurent, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia, Marie-Louise Servais, Damien Gérard, Arnaud Van Praet, Virginie Taittinger, Barbara De Campos-Palermo, Florence Pendeville, Anne Vandersande, Olivier Colin, Caroline Joway, Audrey Petit, Zacharia Moktar, Françoise Alix Marie Van Mallegem, Vincent Paul Louis Biauce, Emeline Houyoux, Laure-Mélanie Defèche, Joanna Kaminska, Vanessa Araujo Miño, Lucien Rigaux, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusé	Ethel Savelkoul, <i>Conseiller communal/Gemeenteraadslid</i> .
Verontschuldigd	

Ouverture de la séance à 20:10
Opening van de zitting om 20:10

Monsieur Bernard de Marcken de Merken vote le premier aux appels nominaux par ordre alphabétique.
De heer Bernard de Marcken de Merken wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

L'urgence sur quatre points est adoptée. Ces points sont intégrés à l'ordre du jour au numéro 18, 19, 20 et 21 ; les numéros des points suivants sont adoptés en conséquence.
De dringendheid van vier punten wordt goedgekeurd. Die punten worden toegevoegd aan de agenda onder het nummer 18, 19, 20 en 21; de nummers van de volgende punten worden bijgevolg aangepast.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

21.01.2019/A/0001 **Centre public d'action sociale - Election des membres du Conseil de l'action sociale.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale ;

Attendu que l'article 12 de cette loi dispose que l'élection des membres du Conseil de l'action sociale a lieu un lundi, au plus tôt le 2^{ème} et au plus tard le 7^{ème}, qui suit l'installation du Conseil communal ;

Attendu que, conformément à l'article 6 de la loi du 8 juillet 1976 précitée, le Conseil de l'action sociale de la commune d'Etterbeek est composé de 11 membres ;

Attendu que, conformément à l'article 13 de la loi du 8 juillet 1976, chacun des 35 conseillers communaux dispose de 6 voix ;

Vu les actes de présentation, au nombre de 4, introduits conformément à la loi organique des C.P.A.S. du 8 juillet 1976 et à l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des Centres publics locaux d'action sociale ;

Attendu que, respectivement, ces actes présentent les candidats mentionnés ci-après et sont signés par les conseillers communaux suivants :

Candidats membres effectifs	Candidats membres suppléants
-----------------------------	------------------------------

Acte de présentation n°1, signé par MM. Vincent DE WOLF, Aziz ES et Arnaud VAN PRAET.

Arnaud Marc M. VAN PRAET	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Laurent VLEMINCKX	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Ahmed M'RABET	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Josianne PARDONGE	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Bernard de MARCKEN de MERKEN	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Mourad KOURDOUSSI	Eliane PAULISSEN
	Jean de SPOT
Véronique CANTERS	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID

Acte de présentation n°2, signé par M. Reimer (Rik) Willem JELLEMA et Mme Françoise Alix VAN MALLEGHEM

Gauthier Jacques COCLE	/
François Maxime DENUIT	/
Robert François REYNAERT	/

Acte de présentation n°3, signé par M. André du BUS de WARNAFFE

Louise-Marie BATAILLE	Laurent DE LIEDEKERKE
-----------------------	-----------------------

Acte de présentation n°4, signé par M. Christophe GASIA.

Thierry Marie MOMMER	Louise-Marie BATAILLE
	Laurent DE LIEDEKERKE

Vu la liste des candidats arrêtée par le Bourgmestre, conformément à l'article 7 de l'Arrêté royal prérappelé, sur base desdits actes de présentation et libellée comme suit :

Candidats membres effectifs	Candidats membres suppléants
Louise-Marie BATAILLE	Laurent DE LIEDEKERKE
	/
Véronique CANTERS	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Gauthier Jacques COCLE	/
	/
Bernard de MARCKEN de MERKEN	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
François Maxime DENUIT	/
	/
Mourad KOURDOUSSI	Eliane PAULISSEN
	Jean de SPOT
Thierry Marie MOMMER	Louise-Marie BATAILLE

	Laurent DE LIEDEKERKE
Ahmed M'RABET	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Josianne PARDONGE	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Robert François REYNAERT	/
	/
Arnaud Marc M. VAN PRAET	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Laurent VLEMINCKX	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID

Constate que M. Lucien Rigaux et Mme Emeline Houyoux, les deux plus jeunes conseillers communaux, assistent le Bourgmestre dans les opérations du scrutin et du dépouillement (article 10 de l'Arrêté royal du 22 novembre 1976) ;

Procède en séance publique et au scrutin secret à l'élection des membres effectifs et de leurs suppléants du conseil de l'action sociale.

Il y a 34 votants ayant reçu 6 bulletins.

204 bulletins sont remis au bourgmestre et aux assesseurs.

Le dépouillement de ces bulletins donne le résultat suivant :

- 0 bulletins nuls ;
- 0 bulletins blancs ;
- 204 bulletins valables.

Les suffrages exprimés sur ces 204 bulletins valables sont attribués comme suit :

Nom et prénom des candidats membres effectifs	Nombre de voix obtenues
Louise-Marie BATAILLE	6
Véronique CANTERS	18
Gauthier Jacques COCLE	18
Bernard de MARCKEN de MERKEN	18
François Maxime DENUIT	18
Mourad KOURDOUSSI	18
Thierry Marie MOMMER	18
Ahmed M'RABET	18
Josianne PARDONGE	18
Robert François REYNAERT	18
Arnaud Marc M. VAN PRAET	18
Laurent VLEMINCKX	18
Nombre total des votes	204

Constate que les votes ont été émis en faveur de candidats-membres effectifs régulièrement présentés.

Par conséquent le bourgmestre constate que :

Sont élus membres effectifs du conseil de l'aide sociale :	Les candidats, présentés comme suppléants pour chaque membre effectif élu mentionné en regard, sont de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation les suppléants de ces membres effectifs élus.
---	---

Véronique CANTERS Née le 18.09.1969 Résidence principale : Chée St Pierre, 186 – 1040 Bruxelles Profession : Analyste financière	Jean de SPOT Né le 26.08.1939 Résidence principale : av. de Tervueren, 31 – 1040 Bruxelles Profession : Retraité
	Hicham IDELCAID Né le 02.08.1977 Résidence principale : av. Le Marinel, 137 – 1040 Bruxelles Profession :
Gauthier Jacques COCLE Né le 16.02.1984 Résidence principale : Av. du Onze Novembre, 68/6 – 1040 Bruxelles Profession : Employé	/
Bernard de MARCKEN de MERKEN Né le 01.11.1934 Résidence principale : Avenue des Nerviens, 141 bte 29 – 1040 Bruxelles Profession : Retraité	Jean de SPOT Né le 26.08.1939 Résidence principale : av. de Tervueren, 31 – 1040 Bruxelles Profession : Retraité
	Hicham IDELCAID Né le 02.08.1977 Résidence principale : av. Le Marinel, 137 – 1040 Bruxelles Profession :
François Maxime DENUIT Né le 23.06.1987 Résidence principale : Rue de la Tourelle, 25 – 1040 Bruxelles Profession : Chercheur	/
Mourad KOURDOUSSI Né le 02.10.1966 Résidence principale : Bd. Louis Schmidt, 41 bte 3 – 1040 Bruxelles Profession : Fonctionnaire	Eliane PAULISSEN Née le 02.08.1943 Résidence principale : Place du Roi Vainqueur, 14 bte 4 – 1040 Bruxelles Profession : Retraîtée
	Jean de SPOT Né le 26.08.1939 Résidence principale : av. de Tervueren, 31 – 1040 Bruxelles Profession : Retraité
Thierry Marie MOMMER Né le 11.11.1958 Résidence principale : Rue Pierre Hap Lemaître, 19 – 1040 Bruxelles Profession : Fonctionnaire	Louise-Marie BATAILLE Née le 30.12.1955 Résidence principale : Av. de l'Armée, 138/3 – 1040 Bruxelles Profession Retraîtée
	Laurent DE LIEDEKERKE Né le 09.03.1970 Résidence principale : Rue de Chambéry, 65 – 1040 Bruxelles Profession : Infirmier
Ahmed M'RABET Né le 29.10.1967 Résidence principale : Rue Philippe Baucq, 86 – 1040 Bruxelles Profession : Employé	Jean de SPOT Né le 26.08.1939 Résidence principale : av. de Tervueren, 31 – 1040 Bruxelles Profession : Retraité
	Hicham IDELCAID Né le 02.08.1977 Résidence principale : av. Le Marinel, 137 – 1040 Bruxelles Profession :
Josianne PARDONGE Née le 24.01.1947 Résidence principale : Rue Général Henry, 47 – 1040 Bruxelles Profession : Retraîtée	Jean de SPOT Né le 26.08.1939 Résidence principale : av. de Tervueren, 31 – 1040 Bruxelles Profession : Retraité

	Hicham IDELCAID Né le 02.08.1977 Résidence principale : av. Le Marinel, 137 – 1040 Bruxelles Profession :
Robert François REYNAERT Né le 29.06.1949 Résidence principale : Rue des Cultivateurs, 83 – 1040 Bruxelles Profession : Pensionné	/
Arnaud Marc M. VAN PRAET Né le 13.09.1980 Résidence principale : av. d'Auderghem, 239 – 1040 Bruxelles Profession : Collaborateur parlementaire	Jean de SPOT Né le 26.08.1939 Résidence principale : av. de Tervueren, 31 – 1040 Bruxelles Profession : Retraité
	Hicham IDELCAID Né le 02.08.1977 Résidence principale : av. Le Marinel, 137 – 1040 Bruxelles Profession :
Laurent VLEMINCKX Né le 15.09.1964 Résidence principale : av. Camille Joset, 4 – 1040 Bruxelles Profession : Instituteur	Jean de SPOT Né le 26.08.1939 Résidence principale : av. de Tervueren, 31 – 1040 Bruxelles Profession : Retraité
	Hicham IDELCAID Né le 02.08.1977 Résidence principale : av. Le Marinel, 137 – 1040 Bruxelles Profession :

Observe que les conditions d'éligibilité sont réunies par :

- les 11 candidats-membres effectifs élus.
- les 5 candidats suppléants de plein droit de ces 11 candidats-membres effectifs élus.

Observe qu'à sa connaissance, aucun membre effectif ne se trouve dans un des cas d'incompatibilité prévus par la loi du 8 juillet 1976 ;

Joint au dossier de l'élection, conformément à l'article 18 ter de la loi du 8 juillet 1976, les nom et prénoms du premier candidat conseiller communal non élu de chacun des deux groupes linguistiques :

- pour le groupe linguistique francophone : M. Thierry MOMMER
- pour le groupe linguistique néerlandophone : Mme Myriam MARTINS GISTELINCK.

Observe qu'en vertu de l'art. 6§4 de la loi du 08.07.1976 organique des CPAS, si toutes ces constatations sont exactes, Mme Myriam MARTINS GISTELINCK est membre de plein droit du Conseil de l'Action sociale.

La présente délibération sera adressée dans les plus brefs délais aux autorités de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn - Verkiezing van de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn.

De gemeenteraad,

gelet op de organieke wet van 8 juli 1976, betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

overwegende dat artikel 12 van deze wet bepaalt dat de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn plaatsvindt op een maandag, ten vroegste de tweede en uiterlijk de zevende volgend op de installatie van de gemeenteraad;

overwegende dat de raad voor maatschappelijk welzijn van de gemeente Etterbeek overeenkomstig

artikel 6 van de wet van 8 juli 1976 samengesteld is uit elf leden;

overwegende dat elk van de 35 gemeenteraadsleden overeenkomstig artikel 13 van de wet van 8 juli 1976 over zes stemmen beschikt;

gelet op de vier voordrachten ingediend overeenkomstig de organieke wet van 8 juli 1976 en het koninklijkbesluit van 22 november 1976 betreffende de verkiezingen van de leden van de raden der plaatselijke openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

overwegende dat, respectievelijk, deze akte de hierna vermelde kandidaten voordragen en ondertekend zijn door de volgende gemeenteraadsleden;

Kandidaat-vaste leden	Kandidaat-opvolgers
-----------------------	---------------------

Voordrachtsakte nr. 1, ondertekend door Dhren Vincent DE WOLF, Aziz ES en Arnaud VAN PRAET.

Arnaud Marc M. VAN PRAET	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Laurent VLEMINCKX	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Ahmed M'RABET	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Josianne PARDONGE	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Bernard de MARCKEN de MERKEN	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Mourad KOURDOUSSI	Eliane PAULISSEN
	Jean de SPOT
Véronique CANTERS	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID

Voordrachtsakte nr. 2, ondertekend door dhr. Reimer (Rik) Willem JELLEMA en Mw. Françoise Alix VAN MALLEGHEM

Gauthier Jacques COCLE	/
François Maxime DENUIT	/
Robert François REYNAERT	/

Voordrachtsakte nr. 3, ondertekend door dhr. André du BUS de WARNAFFE

Louise-Marie BATAILLE	Laurent DE LIEDEKERKE
-----------------------	-----------------------

Voordrachtsakte nr. 4, ondertekend door dhr. M. Christophe GASIA.

Thierry Marie MOMMER	Louise-Marie BATAILLE
	Laurent DE LIEDEKERKE

gelet op de kandidatenlijst door de burgemeester opgemaakt, overeenkomstig artikel 7 van het voornoemd koninklijk besluit, op grond van gezegde voordrachten en luidend als volgt:

Kandidaat-vaste leden	Kandidaat-opvolgers
Louise-Marie BATAILLE	Laurent DE LIEDEKERKE
	/
Véronique CANTERS	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Gauthier Jacques COCLE	/
	/
Bernard de MARCKEN de MERKEN	Jean de SPOT

	Hicham IDELCAID
François Maxime DENUIT	/
	/
Mourad KOURDOUSSI	Eliane PAULISSEN
	Jean de SPOT
Thierry Marie MOMMER	Louise-Marie BATAILLE
	Laurent DE LIEDEKERKE
Ahmed M'RABET	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Josianne PARDONGE	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Robert François REYNAERT	/
	/
Arnaud Marc M. VAN PRAET	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID
Laurent VLEMINCKX	Jean de SPOT
	Hicham IDELCAID

stelt vast dat Dhr. Lucien Rigaux en Mw. Emeline Houyoux, de twee jongste gemeenteraadsleden, de burgemeester bijstaan bij de verrichtingen van de stemming en van de stemopneming (artikel 10 van het koninklijkbesluit van 22 november 1976);

gaat in openbare vergadering en bij geheime stemming over tot de verkiezing van de werkende leden en hun opvolgers van de raad voor maatschappelijk welzijn.

34 raadsleden nemen deel aan de stemming en ontvangen ieder zes stembiljetten.
204 stembiljetten worden overhandigd aan de burgemeester en zijn bijzitters.

De stemopneming van deze biljetten geeft volgend resultaat:

- 0 nietige stembiljetten;
- 0 blanco stembiljetten;
- 204 geldige stembiljetten.

De op deze 204 geldige stembiljetten uitgebrachte stemmen werden toegekend als volgt:

Naam en voornaam van de kandidaten-vaste leden	Aantal bekomen stemmen
Louise-Marie BATAILLE	6
Véronique CANTERS	18
Gauthier Jacques COCLE	18
Bernard de MARCKEN de MERKEN	18
François Maxime DENUIT	18
Mourad KOURDOUSSI	18
Thierry Marie MOMMER	18
Ahmed M'RABET	18
Josianne PARDONGE	18
Robert François REYNAERT	18
Arnaud Marc M. VAN PRAET	18
Laurent VLEMINCKX	18
Totaal aantal stemmen :	204

stelt vast dat de stemmen werden uitgebracht op naam van regelmatig voorgedragen kandidaten-vaste leden.

bijgevolg stelt de burgemeester vast dat:

Verkozen zijn tot effectief lid van de raad voor maatschappelijk welzijn :	de kandidaten, die als opvolgers van elk hiernaast vermeld verkozen effectief werden voorgedragen, van rechtswege en in de volgorde van de voordrachtakte de opvolgerszijn van deze verkozen effectieve leden.
Véronique CANTERS Geboren op 18.09.1969 Hoofdverblijfplaats : Sint Pieterssteenweg, 186 – 1040 Brussel Beroep Financieel analyste	Jean de SPOT Geboren op 26.08.1939 Hoofdverblijfplaats : Tervurenlaan, 31 – 1040 Brussel Beroep : Gepensioneerde
	Hicham IDELCAID Geboren op 02.08.1977 Hoofdverblijfplaats : Le Marinellaan, 137 – 1040 Brussel Beroep :
Gauthier Jacques COCLE Geboren op 16.02.1984 Hoofdverblijfplaats : Elf Novemberlaan, 68/6 – 1040 Brussel Beroep : Bediende	/
Bernard de MARCKEN de MERKEN Geboren op 01.11.1934 Hoofdverblijfplaats : Nerviërslaan, 141 bus 29 – 1040 Brussel Beroep : Gepensioneerde	Jean de SPOT Geboren op 26.08.1939 Hoofdverblijfplaats : Tervurenlaan, 31 – 1040 Brussel Beroep : Gepensioneerde
	Hicham IDELCAID Geboren op 02.08.1977 Hoofdverblijfplaats : Le Marinellaan, 137 – 1040 Brussel Beroep :
François Maxime DENUIT Geboren op 23.06.1987 Hoofdverblijfplaats : Torekenstraat, 25 – 1040 Brussel Beroep : Onderzoeker	/
Mourad KOURDOUSSI Geboren op 02.10.1966 Hoofdverblijfplaats : Louis Schmidlaan, 41 bus 3 – 1040 Brussel Beroep : Fonctionnaire	Eliane PAULISSEN Geboren op 02.08.1943 Hoofdverblijfplaats : Koning Overwinnaarplein, 14 bus 4 – 1040 Brussel Beroep : Gepensioneerde
	Jean de SPOT Geboren op 26.08.1939 Hoofdverblijfplaats : Tervurenlaan, 31 – 1040 Brussel Beroep : Gepensioneerde

Thierry Marie MOMMER Geboren op 11.11.1958 Hoofdverblijfplaats : Pierre Hap Lemaîtrestraat, 19 – 1040 Brussel Beroep : Ambtenaar	Louise-Marie BATAILLE Geboren op 30.12.1955 Hoofdverblijfplaats : Legerlaan, 138/3 – 1040 Brussel Beroep Gepensioneerde
	Laurent DE LIEDEKERKE Geboren op 09.03.1970 Hoofdverblijfplaats : Chamberystraat, 65 – 1040 Brussel Beroep : Verpleger
Ahmed M'RABET Geboren op 29.10.1967 Hoofdverblijfplaats : Philippe Baucqstraat, 86 – 1040 Brussel Beroep : Bediende	Jean de SPOT Geboren op 26.08.1939 Hoofdverblijfplaats : Tervurenlaan, 31 – 1040 Brussel Beroep : Gepensioneerde
	Hicham IDELCAID Geboren op 02.08.1977 Hoofdverblijfplaats : Le Marinellaan, 137 – 1040 Brussel Beroep :
Josianne PARDONGE Geboren op 24.01.1947 Hoofdverblijfplaats : Général Henrystraat, 47 – 1040 Brussel Beroep : Gepensioneerde	Jean de SPOT Geboren op 26.08.1939 Hoofdverblijfplaats : Tervurenlaan, 31 – 1040 Brussel Beroep : Gepensioneerde
	Hicham IDELCAID Geboren op 02.08.1977 Hoofdverblijfplaats : Le Marinellaan, 137 – 1040 Brussel Beroep :
Robert François REYNAERT Geboren op 29.06.1949 Hoofdverblijfplaats : Landbouwersstraat, 83 – 1040 Brussel Beroep : Gepensioneerde	/
Arnaud Marc M. VAN PRAET Geboren op 13.09.1980 Hoofdverblijfplaats : Oudergemlaan, 239 – 1040 Brussel Beroep : Parlementair medewerker	Jean de SPOT Geboren op 26.08.1939 Hoofdverblijfplaats : Tervurenlaan, 31 – 1040 Brussel Beroep : Gepensioneerde
	Hicham IDELCAID Geboren op 02.08.1977 Hoofdverblijfplaats : Le Marinellaan, 137 – 1040 Brussel Beroep :
Laurent VLEMINCKX Geboren op 15.09.1964 Hoofdverblijfplaats : Camille Josetlaan, 4 – 1040 Brussel Beroep : Leraar	Jean de SPOT Geboren op 26.08.1939 Hoofdverblijfplaats : Tervurenlaan, 31 – 1040 Brussel Beroep : Gepensioneerde

	Hicham IDELCAID Geboren op 02.08.1977 Hoofdverblijfplaats : Le Marinellaan, 137 – 1040 Brussel Beroep :
--	---

stelt vast dat de verkiesbaarheidsvoorwaarden vervuld zijn door:

- de 11 verkozen kandidaat-vaste leden;
- de 5 kandidaten, van rechtswege de opvolgers van deze 11 kandidaat-vaste leden.

Stelt vast dat bij zijn weten geen enkel vast lid zich in één van de gevallen van onverenigbaarheid bepaald door de wet van 7 juli 1976 bevindt;

voegt aan het verkiezingsdossier, overeenkomstig artikel 18 ter van de wet van 8 juli 1976, de naam, de voornamen van het eerste niet-verkozen kandidaat-gemeenteraadslid van de beide taalgroepen:

- voor de Franse taalgroep: dhr. Thierry MOMMER,
- voor de Nederlandse taalgroep: mevr. Myriam MARTINS GISTELINCK.

Stelt vast dat, krachtens art. 6§4 van de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, indien al deze bevindingen correct zijn, maakt Mw. Myriam MARTINS GISTELINCK van rechtswege deel uit van de raad voor maatschappelijk welzijn.

Deze beraadslaging zal zo vlug mogelijk bezorgd worden aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Rachid Madrane quitte la séance / verlaat de zitting.

21.01.2019/A/0002 **Centre public d'action sociale - Proclamation des résultats de l'élection des membres effectifs et suppléants du Conseil de l'action sociale**

Le Conseil communal,

Vu le procès-verbal établi en cette même séance actant les résultats de l'élection des membres effectifs et suppléants du Conseil de l'action sociale ;

Vu l'article 11 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale et l'article 14 de l'Arrêté royal du 22 novembre 1976 pris en exécution de ladite loi ;

Vu l'article 89 de la nouvelle loi communale ;

PREND ACTE

que Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre-Président, proclame en séance publique les résultats de l'élection des membres effectifs et suppléants du Conseil de l'action sociale tels qu'ils ont été actés au procès-verbal établi en cette même séance.

La délibération fait partie intégrante du dossier relatif à l'élection des membres effectifs et suppléants du Conseil de l'action sociale.

Le Conseil prend acte.

33 votants : 33 votes positifs.

Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn - Proclamatie van de resultaten van de verkiezing

van de vaste leden en de opvolgers van de raad voor maatschappelijk welzijn.

De gemeenteraad,

gelet op het proces-verbaal dat opgesteld werd in dezelfde zitting, en waarin akte genomen wordt van de resultaten van de verkiezing van de vaste leden en de opvolgers van de raad voor maatschappelijk welzijn;

gelet op artikel 11 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare Centra voor maatschappelijk welzijn en artikel 14 van het koninklijk besluit van 22 november 1976 tot uitvoering van voormelde wet;

gelet op artikel 89 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT ER AKTE VAN

dat de heer Vincent DE WOLF, burgemeester-voorzitter, in openbare zitting, de resultaten van de verkiezing van de werkende leden en de opvolgers van de raad voor maatschappelijk welzijn proclameert zoals ze geacteerd werden in het proces-verbaal opgesteld in dezelfde zitting.

Deze beraadslaging maakt integraal deel uit van het dossier betreffende de verkiezing van de vaste leden en de opvolgers van de raad voor maatschappelijk welzijn.

De raad neemt akte.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

21.01.2019/A/0003 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 17.12.2018 - Approbation.

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 17.12.2018 - Goedkeuring.

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Affaires générales - Algemene Zaken

21.01.2019/A/0004 Appel à projets : obtention d'une subvention de 25.000€ pour le projet « homemade@libellule ».

Le Conseil communal,

Considérant qu'en mars dernier, Bruxelles-Environnement a lancé un appel à projets pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables ;

Considérant que des dossiers de candidatures pouvaient être remis dans différentes thématiques, à savoir :

- La stratégie Good Food- Vers un système alimentaire plus durable en Région de Bruxelles-Capitale, adoptée par le Gouvernement bruxellois en date du 19 décembre 2015 ;
- La gestion des ressources, la gestion des déchets
- La préservation de la nature en ville, la gestion écologique des espaces publics, intégrant la suppression de l'usage des pesticides.
- La lutte contre les nuisances sonores dues à la circulation dans les quartiers, en particulier les mesures de gestion du trafic visant à réduire l'intensité ou les vitesses des véhicules, l'utilisation de matériaux et de revêtements générant moins de bruit, la mise en œuvre de dispositifs intégrés minimisant la propagation du bruit.
- La gestion de l'eau et la lutte contre les inondations

Considérant qu'en date du 17 mai dernier le Collège a marqué un accord de principe pour la remise de dossiers de candidature ;

Considérant que la commune d'Etterbeek a remis un dossier de candidature, en collaboration avec le CPAS, dans la thématique « Good Food », à savoir, La mise en place d'ateliers culinaires hebdomadaires au CPAS d'Etterbeek et la création d'un livret de recettes 100% imaginées.

Considérant que ce projet a été retenu par le jury et qu'une subvention de 25.000€ sera allouée à la commune ;

Considérant que le projet devra être financé par la commune à hauteur de 10% du subside régional octroyé (hors frais de personnel en place) ;

Considérant qu'une première tranche de 20% sera versée à la signature de la convention qui doit être renvoyée à Bruxelles-Environnement pour février 2019 au plus tard.

DECIDE :

d'approuver la convention, ci-après

Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2018/Etterbeek/GoodFood/Homemade@Libellule

Entre, d'une part :

Bruxelles Environnement

dont le siège est situé avenue du Port 86c / 3000, 1000 Bruxelles.

représenté par Frédéric FONTAINE, Directeur général et Barbara DEWULF, Directrice Générale adjointe

Et, d'autre part :

la Commune d'Etterbeek

Dont le siège est situé Avenue d'Auderghem 113-117, 1040 Bruxelles.

Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Christian DEBATY, Secrétaire communal ci-après dénommé «la commune»

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à la commune en vertu de l' Arrêté

portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'arrêté ».

Article 2 – Personnes de contact

Pour l'exécution de la présente convention, les personnes de contact à Bruxelles Environnement sont
Pascale Alaïme :
palaïme@environnement.brussels
et Joëlle Van Bambeke :
jvanbambeke@environnement.brussels

La personne qui sera en charge de l'exécution de la mission auprès du bénéficiaire est
Maïté VAN VAECK,
Tel : 02/627 27 97
Email : mvanvaeck@etterbeek.irisnet.be

Bruxelles Environnement doit être préalablement informé de tout remplacement du personnel repris ci-dessus.

Article 3 - Durée de la mission

La mission prend cours le 01/01/2019 et se termine le 31/12/2019

Article 4 - Description de la mission

Article 4.1 - Finalité générale

La subvention est destinée à permettre à la commune de mettre en œuvre les projets retenus suite à l'appel à projets 2018 à l'intention des communes et CPAS bruxellois pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables, selon les modalités de la présente convention :

Le projet devra être financé par la commune à hauteur de 10% du subside régional qui sera octroyé (hors frais de personnel en place).

Article 4.2 - Objectifs, indicateurs de performances et ressources

100% Homemade@libellule

L'Espace Libellule est un espace solidaire au sein du CPAS d'Etterbeek, qui rassemble une épicerie sociale, un vestiaire social, un atelier de restauration de meubles et le relais Culture.

Il est ouvert à l'ensemble des usagers du CPAS ainsi qu'aux personnes à bas revenus du Service Contact Plus (personnes âgées bénéficiant d'une petite pension, etc.).

Le Service Développement durable de la Commune s'est associé à l'Espace Libellule pour proposer, au sein même de l'épicerie sociale, des ateliers cuisine aux usagers, pour leur faire découvrir les fruits et légumes de saison provenant des Jardins Participatifs et d'apprendre à les cuisiner. Une 1^e saison a été proposée sur fonds propres, le subside permettra de reconduire l'expérience durant un an.

Chaque semaine, le coach en nutrition propose de nouvelles recettes, selon les produits disponibles dans l'épicerie sociale.

En complément aux ateliers, le projet inclut la conception et la publication d'un livre de recettes essentiellement imagé, avec le moins de texte possible, de façon à être accessible à l'ensemble des publics de l'épicerie, qui maîtrisent parfois mal la lecture en français ou en néerlandais.

Le choix des recettes se fera en concertation avec les usagers et les coaches en nutrition. Pour garantir la bonne compréhension de ces recettes imagées, elles seront testées avant l'impression finale du recueil.

Programme de travail :

- Novembre 2018-juin 2019 :

Elaboration du calendrier des ateliers avec les coaches en nutrition

Organisation des ateliers cuisine hebdomadaires au CPAS et en collaboration avec un membre du service Développement durable

- Juin-octobre 2019 :

Création du livret de recettes 100% imagées

Recherches et inventaire de projets similaires

Appel à un graphiste extérieur

Sélection des recettes avec les usagers et les coaches

Organisation d'ateliers pour tester la compréhension des recettes 100% imagées

Modification éventuelle de certaines recettes et finalisation du livret

- Novembre 2019 :

Impression du recueil

Diffusion du recueil auprès des usagers et des citoyens etterbeekois

- Novembre-décembre 2019 :

Organisation d'un évènement de clôture avec la préparation des recettes 100% imagées par les participants des ateliers

Évaluation avec les coaches et participants aux ateliers

Diffusion du recueil lors de nos nombreux stands de sensibilisation (Ducasse, Etterbeek Village, fête des jardins participatifs, ...)

Ce projet sera mené conjointement par la Commune et le CPAS d'Etterbeek.

Rapport et indicateurs :

Le soutien aux projets Good Food s'intègre dans la mise en œuvre de la stratégie Good Food et doit permettre de contribuer aux objectifs globaux de la stratégie. A cette fin, une évaluation poussée des projets soutenus sera attendue.

Les outils d'évaluation seront mis en place dès la conception du projet afin de pouvoir identifier des évolutions avant/après projet, notamment en matière de changement de comportement.

Le rapport d'activités sera rédigé et présenté selon le Template de reporting fourni par Bruxelles Environnement.

Les indicateurs de résultats chiffrés spécifiques au projet seront définis lors du comité d'accompagnement de démarrage du projet.

Valorisation du projet :

La commune s'engage à

proposer une activité qui valorise le projet et/ou lui donne de la visibilité lors du week-end Good Food 2019.

valoriser le projet sur le portail Good Food : après validation du rapport final, une fiche de présentation résumée sera remise, en vue de publication sur le portail Internet Goodfood.brussels d'une fiche "retour d'expérience", ou de la diffusion d'outils développés dans le cadre du projet.

L'ensemble des documents produits dans le cadre du projet devront porter le logo de Bruxelles Environnement et le logo Good Food, dans le respect de la charte graphique fournie par Bruxelles Environnement.

Article 5 - Comité d'accompagnement

Pour veiller à la bonne exécution des missions, il sera institué un Comité d'Accompagnement ci-après dénommé le « CA » composé de la manière suivante :

un représentant du bénéficiaire

un représentant de Bruxelles Environnement

un représentant de la Ministre de l'Environnement

Le CA peut inviter toute autre personne dont il estime la présence utile

Les décisions sont prises de préférence par consensus. En cas de désaccord, elles sont prises à la majorité des membres, la voix du représentant du Ministre étant prépondérante. En cas d'absence du représentant du Ministre, la voix de Bruxelles Environnement est alors prépondérante.

Le CA se réunira autant de fois que l'exige la bonne exécution de la présente convention.

Le CA est habilité à préciser ou à redéfinir la mission ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de celle-ci (durée, ...). Toute modification sera actée dans un PV approuvé par toutes les parties. Ce PV sera joint aux documents justificatifs nécessaires à la liquidation.

Le bénéficiaire doit se conformer aux instructions qui lui sont données par le CA dans le cadre de l'exécution de la présente convention. Le non-respect de ces instructions est considéré comme une infraction aux stipulations de la convention. Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle de Bruxelles Environnement. Ce contrôle peut consister en une visite sur place ou en une demande d'informations complémentaires.

Préalablement à chacune des réunions du CA, le bénéficiaire fournira au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion, par courriel à la personne de contact de Bruxelles Environnement, un rapport d'état d'avancement des travaux. Ceux-ci seront rédigés (et illustrés) dans l'optique de préparer directement les

chapitres du rapport final. Ils serviront donc de base de discussion.

Les porteurs du projet participeront également aux réunions d'échange d'expériences organisées deux fois par an, au printemps et à l'automne, au cours desquelles ils présenteront à leurs pairs l'avancement de leur projet.

Avant la clôture définitive des travaux de rédaction du rapport final, les projets de documents finaux devront être approuvés par le Comité d'accompagnement.

Article 6 - Montant

La subvention porte sur un montant total maximum fixé dans l'arrêté.

Ce montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de subvention transmise par le bénéficiaire.

Au cas où les factures laissent apparaître que le projet a été modifié, le subside sera recalculé. Il ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

Article 7 – Dépenses éligibles

Les catégories de dépenses prises en charge par la subvention sont les suivantes :

les frais de personnel : frais liés au personnel qui possède un contrat de travail avec le bénéficiaire ;

Toute dépense imputée sur une catégorie de dépenses non autorisée ci-dessus se verra refusée.

Article 8 - Modalités de liquidations

La première tranche est liquidée à la notification de la subvention, suite à la signature de la présente convention.

L'introduction d'une déclaration de créance n'est pas requise pour cette tranche.

La deuxième tranche sera liquidée sur base d'un rapport intermédiaire introduit au plus tard pour fin juin 2019. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 »

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 » sera introduite par voie postale dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement :

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

La troisième tranche sera liquidée sur base d'un rapport final introduit au plus tard pour fin janvier 2020. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 » .

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 » sera introduite par voie postale dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement :

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Le solde sera liquidé sur base d'un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subside accompagné, pour chacune d'elles, des pièces justificatives et de leur preuve de paiement. Les dépenses reprises à l'IGD seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard pour fin juin 2020 de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »

à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie

au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite par voie postale dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement :

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Les déclarations de créance doivent être envoyées par voie postale au département comptabilité de Bruxelles Environnement :

Bruxelles Environnement

Article 9 - Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'aux dispositions reprises à l'article 17 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2018, ce qui implique que :

Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles Environnement le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;

qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;

qui met obstacle au contrôle indiqué ci-dessus ;

qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention

Article 10 - Entrée en vigueur

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une subvention facultative. La signature de la présente convention par les parties ne les engage qu'après notification au bénéficiaire de l'engagement comptable, qui se matérialise par la notification de l'arrêté de subvention

Toute prestation effectuée avant cette notification, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Article 11 - Responsabilité civile

La Région de Bruxelles-Capitale n'est en aucun cas responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation de la présente.

Le bénéficiaire ne peut rendre responsable la Région de Bruxelles-Capitale d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente.

Article 12 - Règlement des litiges

En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.

A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord. Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles Environnement peut convenir de commun accord avec la commune, de recourir à un arbitre.

Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Bruxelles, le 21/01/2019

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

**Projectoproep: verkrijgen van een subsidie van 25.000 euro voor het project
"homemade@libellule"**

De gemeenteraad,

overwegende dat Brussel Leefmilieu in maart jongstleden een projectoproep heeft gelanceerd voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten;

overwegende dat er kandidatuurdoossiers ingediend konden worden met betrekking tot verschillende thema's, met name:

- de Good Food-strategie – Naar een duurzamer voedingssysteem in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goedgekeurd door de Brusselse regering op 19 december 2015;
- het beheer van grondstoffen, afvalbeheer;
- natuurbehoud in de stad, ecologisch beheer van de openbare ruimten, inclusief het stoppen met het gebruik van pesticiden;
- strijd tegen geluidsoverlast veroorzaakt door het verkeer in de wijken, in het bijzonder de maatregelen voor verkeersgeleiding die tot doel hebben de intensiteit of de snelheid van de voertuigen te verminderen, het gebruik van minder geluidsproducerende materialen en wegbedekking, de plaatsing van geïntegreerde voorzieningen die de verspreiding van geluid minimaliseren;
- waterbeheer en de strijd tegen overstromingen;

overwegende dat het college op 17 mei jongstleden een principeakkoord heeft gegeven voor de indiening van kandidatuurdoossiers;

overwegende dat de gemeente Etterbeek een kandidatuurdoossier heeft ingediend in samenwerking met het OCMW met betrekking tot het thema "Good Food", met name de organisatie van wekelijkse kookworkshops in het OCMW van Etterbeek en het maken van een receptenboek dat voor 100% uit beelden bestaat;

overwegende dat het project gekozen werd door de jury en dat er een subsidie van 25.000 euro toegekend zal worden aan de gemeente;

overwegende dat de gemeente het project zal moeten financieren ter waarde van 10% van de toegekende gewestelijke subsidie (behalve kosten voor het reeds aanwezige personeel);

overwegende dat een eerste schijf van 20% gestort zal worden bij de ondertekening van de overeenkomst die uiterlijk in februari 2019 teruggestuurd moet worden naar Brussel Leefmilieu;

BESLIST

om de onderstaande overeenkomst goed te keuren

Overeenkomst betreffende de toelage met referentie SUB/2018/Etterbeek/GoodFood/Homemade@Libellule

Tussen enerzijds :

Leefmilieu Brussel

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel.

vertegenwoordigd door Frédéric FONTAINE, Directeur-generaal en Barbara DEWULF, Adjunct-Directrice-generaal

en anderzijds:

de Gemeente van Etterbeek

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Oudergemlaan 113-117, 1040 Brussel.

Vertegenwoordigd door Vincent DE WOLF, Burgemeester en Christian DEBATY, Gemeentesecretaris
Hierna "de gemeente" genoemd.

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1 – Voorwerp van de conventie

Deze conventie strekt ertoe de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de toelage die aan de gemeente werd toegekend krachtens het besluit van met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna « het besluit » genoemd.

Artikel 2 - Contactpersonen

Voor de uitvoering van deze overeenkomst zijn de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel

Pascale Alaime :

palaime@environnement.brussels

en Joëlle Van Bambeke :

jvanbambeke@environnement.brussels

De persoon die zal worden belast met de uitvoering van de opdracht bij de begunstigde is

Maïté VAN VAECK

Tel : 02/627 27 97

Email : mvanvaeck@etterbeek.irisnet.be

Leefmilieu Brussel moet vooraf op de hoogte worden gebracht van de vervanging van bovenstaande personeelsleden.

Artikel 3 - Duur van de opdracht

De opdracht loopt van 01/01/2019 tot en met 31/12/2019

Artikel 4 - Beschrijving van de opdracht

Artikel 4.1 – Algemene doel

De subsidie moet de gemeente in staat stellen om de projecten die ze selecteerde in navolging van de projectoproep 2018 voor Brusselse gemeenten OCMW's voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten, volgens de modaliteiten in de bijgevoegde overeenkomst :

Het project zal door de gemeente moeten worden gefinancierd tot een bedrag van 10% van de gewestelijke subsidie die zal worden toegekend (buiten de kosten van het personeel ter plaatse).

Artikel 4.2 — Doelstellingen, indicatoren en middelen

100% Homemade@libellule

De Espace Libellule is een solidaire ruimte in het OCMW van Etterbeek met een sociale kruidenier, een sociale kledingwinkel, een atelier voor de restauratie van meubels en een cultuurpunt.

Ze staat open voor alle gebruikers van het OCMW en voor de personen met een laag inkomen van de dienst Contact Plus (bejaarden met een klein pensioen enz.).

De dienst Duurzame Ontwikkeling van de gemeente werkt samen met Espace Libellule om in de lokalen van de sociale kruidenier kookworkshops te organiseren voor de gebruikers, om hen het fruit en de groenten van het seizoen uit de Participatieve Tuinen te laten ontdekken en hen te leren hoe zij ze kunnen bereiden. Een 1ste seizoen wordt met eigen middelen voorgesteld, de subsidie zal het mogelijk maken het experiment met een jaar te verlengen.

Elke week presenteert de voedingscoach nieuwe recepten met de bij de sociale kruidenier beschikbare producten.

Aansluitend op de workshops omvat het project de samenstelling en de publicatie van een kookboek met voornamelijk afbeeldingen en zo weinig mogelijk tekst, zodat het toegankelijk is voor alle gebruikers van de kruidenier, die soms moeite hebben met het lezen van het Frans of het Nederlands.

De recepten zullen worden gekozen in overleg met de gebruikers en de voedingscoaches. Om het goede begrip van deze geïllustreerde recepten te verzekeren, zullen ze worden getest voor het boek in druk gaat.

Werkprogramma:

- November 2018 – juni 2019:

Opstellen van de kalender van de workshops met de voedingscoaches

Organisatie van wekelijkse workshops bij het OCMW in samenwerking met een lid van de dienst Duurzame Ontwikkeling

- Juni-oktober 2019:

Samenstelling van het 100% geïllustreerde kookboek

Onderzoek naar en inventaris van soortgelijke projecten

Beroep op een externe graficus

Selectie van de recepten in overleg met de gebruikers en de voedingscoaches

Organisatie van workshops om het begrip van de 100% geïllustreerde recepten te testen

Eventuele aanpassing van bepaalde recepten en voltooiing van het kookboek

- November 2019:

Druk van het kookboek

Verspreiding van het kookboek bij de gebruikers en de burgers van Etterbeek

- November-december 2019:

Organisatie van een slotevenement met de bereiding van 100% geïllustreerde recepten door de deelnemers aan de workshops

Evaluatie met de coaches en de deelnemers aan de workshops

Verspreiding van het kookboek op een groot aantal sensibiliseringsstands (Ducasse, Etterbeek Village, feest van de participatieve tuinen...)

De gemeente en het OCMW van Etterbeek zullen dit project samen leiden.

Rapport en indicatoren:

De steun aan de projecten van Good Food past in de uitvoering van de Good Food-strategie en moet bijdragen aan de globale doelstellingen van de strategie. Met dit doel zal een doorgedreven evaluatie van de gesteunde projecten worden verwacht.

De evaluatietools zullen al in het eerste ontwerp van het project worden geïntroduceerd, zodat men de evolutie voor/na het project kan identificeren, meer bepaald in termen van de gedragsverandering.

Het activiteitenrapport zal worden opgesteld en gepresenteerd volgens het door Leefmilieu Brussel geleverde rapportagemodel.

De projectspecifieke becijferde resultaatindicatoren zullen bij de start van het project door het begeleidingscomité worden bepaald.

Valorisatie van het project:

De gemeente verbindt zich tot

het voorstellen van een activiteit die het project valoriseert en/of zichtbaarheid geeft tijdens het Good Food-weekend 2019.

de valorisatie van het project op het Good Food-portaal: na de validatie van het eindrapport zal een samenvattende presentatiefiche worden bezorgd, met oog op de publicatie van een "feedbackfiche" op het internetportaal Goodfood.brussels of de verspreiding van de in het kader van het project ontwikkelde tools.

Alle documenten die worden geproduceerd in het kader van het project moeten het logo van Leefmilieu Brussel en het Good Food-logo bevatten ter naleving van het grafisch charter dat door Leefmilieu Brussel wordt bezorgd.

Artikel 5 - Begeleidingscomité

Om toe te zien op de goede uitvoering van de opdrachten, zal een Begeleidingscomité (hierna BC genoemd) worden aangesteld dat als volgt is samengesteld:

een vertegenwoordiger van de begunstigde

een vertegenwoordiger van het Leefmilieu Brussel

een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu

Het BC mag andere personen wiens aanwezigheid nuttig is uitnodigen.

De beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. In geval van een meningsverschil worden ze genomen bij meerderheid van de stemmen, de stem van de vertegenwoordiger van de minister is daarbij doorslaggevend. In geval van afwezigheid van de vertegenwoordiger van de minister is de stem van Leefmilieu Brussel doorslaggevend.

Het BC komt zo vaak samen als de goede uitvoering van deze overeenkomst vereist.

Het BC is bevoegd de opdracht te preciseren of te herdefiniëren en alle nodige maatregelen te treffen voor de goede uitvoering van de opdracht (duur, ...). Er zal akte worden genomen van elke wijziging in de notulen die door alle partijen worden goedgekeurd. Deze notulen zullen bij de bewijsstukken worden gevoegd die nodig zijn voor de vereffening.

De begunstigde moet zich houden aan de richtlijnen die hij ontvangt van het BC in het kader van de uitvoering van deze overeenkomst. Niet-naleving van deze richtlijnen wordt beschouwd als een inbreuk op de bepalingen van de overeenkomst. De begunstigde verbindt zich ertoe zich te onderwerpen aan de controle van Leefmilieu Brussel. Deze controle kan bestaan uit een bezoek ter plaatse of een vraag om aanvullende informatie.

Voorafgaand aan elk van de vergaderingen van het BC moet de begunstigde, uiterlijk 5 werkdagen vóór de datum van de vergadering, een verslag van vorderingsstaat van de werken kunnen voorleggen. Deze worden opgesteld (en geïllustreerd) als een rechtstreekse voorbereiding op de hoofdstukken van het eindrapport. Ze dienen dus als basis voor de besprekingen.

De projectdragers zullen eveneens over hun ervaringen komen vertellen op vergaderingen die twee keer per jaar, in de lente en in de herfst, zullen plaatsvinden. Ze zullen er aan hun collega's de voortgang van hun project komen voorstellen.

Voor de opstelling van het eindrapport definitief wordt beëindigd, moeten de ontwerpen van definitieve documenten worden goedgekeurd door het Begeleidingscomité.

Artikel 6 – Bedrag

De subsidie heeft betrekking op een totaal maximumbedrag bepaald in het besluit.

Dit bedrag werd berekend op basis van de begrotingsraming, zoals opgenomen in de aanvraag van de begunstigde.

Indien uit de facturen blijkt dat het project werd gewijzigd, dient de subsidie te worden herberekend, zonder dat het aanvankelijke bedrag mag worden overschreden.

Artikel 7 – Uitgaven die in aanmerking komen

De categorieën van uitgaven die gedekt kunnen worden door de toelage zijn:

de personeelskosten : kosten van de personeelsleden die over een arbeidsovereenkomst met de begunstigde beschikken ;

Alle uitgaven ten laste van een categorie niet hierboven vermeld zullen worden geweigerd.

Artikel 8 - Vereffeningsmodaliteiten

De eerste schijf zal na de kennisgeving van het toelagebesluit uitbetaald worden, na de ondertekening van de overeenkomst.

De invoering van een schuldvordering is niet vereist voor deze schijf.

De tweede schijf zal worden vereffend op basis van een tussentijds verslag dat uiterlijk voor eind juni 2019. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /S2 ».

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal binnen de 2 maanden een schuldvordering per post aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 ».

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

De derde schijf zal worden vereffend op basis van een eindverslag dat uiterlijk voor eind januari 2020. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T3 ».

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal binnen de 2 maanden een schuldvordering per post aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T3 ».

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Het saldo zal worden vereffend op basis van een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde kosten in het kader van de subsidie, telkens vergezeld van de bewijsstukken en hun betalingsbewijs. De uitgaven in de AUI zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk voor eind juni 2020 worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo

».

aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@environnement.brussels).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal binnen de 2 maanden een schuldvordering per post aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo ».

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

De schuldvorderingen moeten per post aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt :

Brussel Leefmilieu – BIM
Dienst Boekhouding
Thurn & Taxis-site
Havenlaan 86C/3000,
1000 Brussel

Artikel 9 - Controle van de toekenning en het gebruik van de toelagen

De verenigingen zijn onderworpen aan de verplichtingen bepaald in artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle en de bepalingen die opgenomen zijn in artikel 17 van de ordonnantie die de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2018 bevat, wat impliceert dat :

Elke toelage moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor we bestemd is.

Elke begunstigde van een toelage moet het gebruik van de ontvangen sommen rechtvaardigen, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.

Door de aanvaarding van de toelage erkent de begunstigde dat Leefmilieu Brussel het recht heeft ter plaatse het gebruik van de toegekende fondsen te controleren.

Is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage de begunstigde:

die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de toelage werd verleend;

die de toelage niet aanwendt voor de doeleinde, waarvoor zij werd verleend;

die de hierboven controle verhindert;

die voor hetzelfde doel al een toelage ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Als de begunstigde het gebruik van de ontvangen toelage niet kan rechtvaardigen, moet hij het niet-gerechtigde deel van het bedrag terugbetalen.

De betaling van de toelage kan worden uitgesteld zolang de begunstigde, voor vergelijkbare voorheen ontvangen toelagen, de verantwoordingsstukken omtrent het gebruik van de ontvangen sommen niet kan voorleggen of zich niet heeft onderworpen aan de controle op het gebruik van de toegekende bedragen.

De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich op gelijk welke manier zou verrijken terwijl hij het project tot een goed eind brengt, voorziet de wet een terugbetaling van een deel van de subsidie.

Artikel 10 - In werking trekking

Deze overeenkomst past in het kader van een facultatieve subsidie. De ondertekening van deze overeenkomst door de partijen verbindt hen slechts na de betekening aan de begunstigde van de boekhoudkundige vastlegging, die gematerialiseerd wordt door de betekening van het subsidiebesluit.

Elke prestatie uitgevoerd vóór deze kennisgeving, op initiatief of niet-conforme aanwijzing, komt voor rekening en risico van de begunstigde.

Artikel 11 - Burgerlijke aansprakelijkheid

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is in geen geval aansprakelijk voor de schade toegebracht aan personen of goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die verband

houden met de uitvoering van deze overeenkomst.

De begunstigde kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet aansprakelijk stellen voor schade ten aanzien van derden uit hoofde van de uitvoering van dit contract.

Artikel 12 - Regeling van geschillen

In het geval van moeilijkheden op het vlak van de interpretatie of de uitvoering van dit contract, in het geval van leemten erin en, meer in het algemeen, in het geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw een oplossing te zoeken.

Indien de partijen niet tot een akkoord in der minne komen, kunnen zij overeenkomen om een beroep te doen op één of meerdere experts die in onderling akkoord aangewezen worden. Conform artikel 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek en met het oog op het oplossen van alle meningsverschillen die reeds zijn ontstaan of die zouden kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst, kan Leefmilieu Brussel in gemeen overleg met de gemeente overeenkomen gebruik te maken van een scheidsrechter.

Indien de partijen beslissen geen gebruik te maken van een scheidsrechter of als een van de partijen er niet akkoord mee gaat een beroep te doen op een scheidsrechter, zijn enkel de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt in Brussel, op 21/01/2019

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

21.01.2019/A/0005 **Appel à projets : obtention d'une subvention de 25.000€ pour le projet "crèche au naturel"**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en mars dernier, Bruxelles-Environnement a lancé un appel à projets pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables ;

Considérant que des dossiers de candidatures pouvaient être remis dans différentes thématiques, à savoir :

- La stratégie Good Food- Vers un système alimentaire plus durable en Région de Bruxelles-Capitale, adoptée par le Gouvernement bruxellois en date du 19 décembre 2015 ;
- La gestion des ressources, la gestion des déchets
- La préservation de la nature en ville, la gestion écologique des espaces publics, intégrant la suppression de l'usage des pesticides.
- La lutte contre les nuisances sonores dues à la circulation dans les quartiers, en particulier les mesures de gestion du trafic visant à réduire l'intensité ou les vitesses des véhicules, l'utilisation de matériaux et de revêtements générant moins de bruit, la mise en œuvre de dispositifs intégrés minimisant la propagation du bruit.
- La gestion de l'eau et la lutte contre les inondations

Considérant qu'en date du 17 mai dernier le Collège a marqué un accord de principe pour la remise de dossiers de candidature ;

Considérant que la commune d'Etterbeek a remis un dossier de candidature dans la thématique gestion des ressources et déchets, à savoir, de proposer un accompagnement aux crèches etterbeekoises, dans l'objectif de tendre vers un maximum de durabilité en terme d'alimentation durable et de zéro déchet au sein de leur structure.

Considérant que ce projet a été retenu par le jury et qu'une subvention de 25.000€ sera allouée à la

commune ;

Considérant que le projet devra être financé par la commune à hauteur de 10% du subside régional octroyé (hors frais de personnel en place) ;

Considérant qu'une première tranche de 20% sera versée à la signature de la convention qui doit être renvoyée à Bruxelles-Environnement pour février 2019 au plus tard.

DECIDE :

d'approuver la convention, ci-après

Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2018/Etterbeek/RD/CrecheZD

Entre, d'une part :

Bruxelles Environnement

dont le siège est situé avenue du Port 86c / 3000, 1000 Bruxelles.

représenté par Frédéric FONTAINE, Directeur général et Barbara DEWULF, Directrice Générale adjointe

Et, d'autre part :

la Commune d'Etterbeek

Dont le siège est situé Avenue d'Auderghem 113-115, 1040 Bruxelles.

Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Christian DEBATY, Secrétaire communal

ci-après dénommé «la commune / le CPAS»

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à la commune en vertu de l' Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'arrêté ».

Article 2 – Personnes de contact

Pour l'exécution de la présente convention, les personnes de contact à Bruxelles Environnement sont

Pascale Alaïme :

palaïme@environnement.brussels

et Cécile Riffont :

criffont@environnement.brussels

La personne qui sera en charge de l'exécution de la mission auprès du bénéficiaire est

Marie FELLER,

Tel : 02/627 27 87

Email : etterbeek.durable@etterbeek.be

Bruxelles Environnement doit être préalablement informé de tout remplacement du personnel repris ci-dessus.

Article 3 - Durée de la mission

La mission prend cours le 01/01/2019 et se termine le 30/09/2020.

Article 4 - Description de la mission

Article 4.1 - Finalité générale

La subvention est destinée à permettre à la commune de mettre en œuvre les projets retenus suite à l'appel à projets 2018 à l'intention des communes et CPAS bruxellois pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables, selon les modalités de la présente convention :

Le projet devra être financé par la commune à hauteur de 10% du subside régional qui sera octroyé (hors frais de personnel en place).

Article 4.2 - Objectifs, indicateurs de performances et ressources

Ma crèche au naturel

Le projet vise à sensibiliser les lieux d'accueils de la petite enfance aux pratiques Zéro Déchet et durables.

Un appel à participation sera lancé vers l'ensemble des crèches du territoire d'Etterbeek, en leur proposant un accompagnement personnalisé pour tendre vers plus de durabilité et vers le zéro déchet. 2 ou 3 crèches aux caractéristiques différentes seront sélectionnées pour la phase pilote.

Chaque structure pourra mettre en place des actions spécifiques et adaptées à sa réalité, qui pourront par la suite servir d'exemples pour d'autres institutions.

Programme de travail :

- Janvier à Mars 2019 :

Benchmarking de projets zéro déchet appliqués à la petite enfance.

Prise de contact avec le réseau de la petite enfance à Etterbeek (service Enseignement, maison des enfants,...) et à Bruxelles (crèches exemplaires,...).

Information par rapport aux normes (Afsca, ONE, etc.).

Recherche d'un prestataire pour effectuer le bilan et établir le plan d'actions.

- Avril-Juin 2019 :

Appel à candidature auprès des crèches situées à Etterbeek et inventaire des pratiques zéro déchet/durables dans les différentes crèches d'Etterbeek.

Rencontre avec les membres du personnel des potentielles crèches partenaires.

Sélection des crèches partenaires, en fonction des candidatures reçues

- Juillet à septembre 2019 :

Réalisation du bilan (analyse du fonctionnement propre à chaque crèche, évaluation de la production de déchets, etc.) et du plan d'actions par le prestataire extérieur et en concertation avec l'équipe de chaque crèche participante.

Information des parents sur le projet en cours

- Octobre 2019 à mars 2020 (environ 6 mois) :

Mise en œuvre des premières actions identifiées et organisation d'ateliers pour les membres de la crèche.

Information et sensibilisation des parents et organisation d'ateliers pour encourager l'adoption de ces nouvelles pratiques à la maison.

Janvier : évaluation à mi-parcours

- Mai-août 2020 :

Évaluation des actions menées au sein de chaque crèche

Évaluation de l'implication des parents

Suivi éventuel par le Service Développement durable de nouvelles actions à réaliser et/ou mise en place d'une collaboration pérenne entre la crèche et le Service (exemple : organisation chaque année d'une (ou plusieurs) action(s) thématique(s), installation d'une Give-Box, etc.)

- Septembre 2020 :

Promotion des actions phares auprès d'autres crèches etterbeekoises ;

Promotion des bonnes pratiques et comportements via la création d'infos-fiches et la réédition du livret bébé sur l'alimentation durable ;

Diffusion de ces outils de communication lors de nos stands de sensibilisation (Ducasse, fête des bébés, Etterbeek Village, festival de l'environnement, fête des jardins participatifs, ...).

Rapportage et indicateurs :

Le soutien aux projets Ressources-Déchets s'intégreront dans la mise en œuvre de la thématique Zéro Déchet. A cette fin, une évaluation poussée des projets soutenus sera attendue.

Les outils d'évaluation seront mis en place dès la conception du projet afin de pouvoir identifier des évolutions avant/après projet, notamment en matière de changement de comportement.

Concrètement, le projet doit être évalué au minimum sur les points suivants :

indicateurs de moyens pour la mise en œuvre des projets

d'indicateurs de résultats d'impact environnemental des projets (ex : kg de déchets évités, nombre de participants à un projet "Zéro Déchet", nombre de partenaires impliqués dans un projet, ...)

Le rapport d'activités sera rédigé et présenté selon le Template de reporting fourni par Bruxelles Environnement.

Les indicateurs de résultats chiffrés spécifiques au projet seront définis lors du comité d'accompagnement de démarrage du projet.

Valorisation du projet :

La Commune s'engage à

- proposer une activité qui valorise le projet et/ou lui donne de la visibilité au niveau régional (SERD).
- transmettre, après validation du rapport final, une fiche de présentation résumée, en vue de la publication d'une fiche "retour d'expérience", ou de la diffusion d'outils développés dans le cadre du projet.

L'ensemble des documents produits dans le cadre du projet devront porter le logo de Bruxelles Environnement et le logo Zéro Déchet, dans le respect de la charte graphique fournie par Bruxelles Environnement.

Article 5 - Comité d'accompagnement

Pour veiller à la bonne exécution des missions, il sera institué un Comité d'Accompagnement ci-après dénommé le « CA » composé de la manière suivante :

- un représentant du bénéficiaire
- un représentant de Bruxelles Environnement
- un représentant de la Ministre de l'Environnement

Le CA peut inviter toute autre personne dont il estime la présence utile

Les décisions sont prises de préférence par consensus. En cas de désaccord, elles sont prises à la majorité des membres, la voix du représentant du Ministre étant prépondérante. En cas d'absence du représentant du Ministre, la voix de Bruxelles Environnement est alors prépondérante.

Le CA se réunira autant de fois que l'exige la bonne exécution de la présente convention.

Le CA est habilité à préciser ou à redéfinir la mission ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de celle-ci (durée, ...). Toute modification sera actée dans un PV approuvé par toutes les parties. Ce PV sera joint aux documents justificatifs nécessaires à la liquidation.

Le bénéficiaire doit se conformer aux instructions qui lui sont données par le CA dans le cadre de l'exécution de la présente convention. Le non-respect de ces instructions est considéré comme une infraction aux stipulations de la convention. Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle de Bruxelles Environnement. Ce contrôle peut consister en une visite sur place ou en une demande d'informations complémentaires.

Préalablement à chacune des réunions du CA, le bénéficiaire fournira au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion, par courriel à la personne de contact de Bruxelles Environnement, un rapport d'état d'avancement des travaux. Ceux-ci seront rédigés (et illustrés) dans l'optique de préparer directement les chapitres du rapport final. Ils serviront donc de base de discussion.

Les porteurs du projet participeront également aux réunions d'échange d'expériences organisées deux fois par an, au printemps et à l'automne, au cours desquelles ils présenteront à leurs pairs l'avancement de leur projet.

Avant la clôture définitive des travaux de rédaction du rapport final, les projets de documents finaux devront être approuvés par le Comité d'accompagnement.

Article 6 - Montant

La subvention porte sur un montant total maximum fixé dans l'arrêté.

Ce montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de subvention transmise par le bénéficiaire.

Au cas où les factures laissent apparaître que le projet a été modifié, le subside sera recalculé. Il ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

Article 7 – Dépenses éligibles

Les catégories de dépenses prises en charge par la subvention sont les suivantes :

les frais de personnel : frais liés au personnel qui possède un contrat de travail avec le bénéficiaire ;

Toute dépense imputée sur une catégorie de dépenses non autorisée ci-dessus se verra refusée.

Article 8 - Modalités de liquidations

La première tranche est liquidée à la notification de la subvention, suite à la signature de la présente convention.

L'introduction d'une déclaration de créance n'est pas requise pour cette tranche.

La deuxième tranche sera liquidée sur base d'un rapport intermédiaire introduit au plus tard pour fin novembre 2019. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 »

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 » sera introduite par voie postale dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement :

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi. La troisième tranche sera liquidée sur base d'un rapport final introduit au plus tard pour fin octobre 2020. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 » .

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 » sera introduite par voie postale dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement :

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi. Le solde sera liquidé sur base d'un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subside accompagné, pour chacune d'elles, des pièces justificatives et de leur preuve de paiement. Les dépenses reprises à l'IGD seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard pour fin mars 2021 de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite par voie postale dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi. Les déclarations de créance doivent être envoyées par voie postale au département comptabilité de Bruxelles Environnement :

Bruxelles Environnement
Département Comptabilité
Site de Tour & Taxis
Avenue du Port 86C/3000
1000 Bruxelles

Article 9 - Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'aux dispositions reprises à l'article 17 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2018, ce qui implique que :

Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles Environnement le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- qui met obstacle au contrôle indiqué ci-dessus ;
- qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention

Article 10 - Entrée en vigueur

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une subvention facultative. La signature de la présente convention par les parties ne les engage qu'après notification au bénéficiaire de l'engagement comptable, qui se matérialise par la notification de l'arrêté de subvention

Toute prestation effectuée avant cette notification, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Article 11 - Responsabilité civile

La Région de Bruxelles-Capitale n'est en aucun cas responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation de la présente.

Le bénéficiaire ne peut rendre responsable la Région de Bruxelles-Capitale d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente.

Article 12 - Règlement des litiges

En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.

A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord. Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles Environnement peut convenir de commun accord avec la commune, de recourir à un arbitre.

Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Projectoproep: verkrijgen van een subsidie van 25.000 euro voor het project “natuur voor mijn crèche”

De gemeenteraad,

overwegende dat Brussel Leefmilieu in maart jongstleden een projectoproep heeft gelanceerd voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten;

overwegende dat er kandidatuur dossiers ingediend konden worden met betrekking tot verschillende thema's, met name:

- de Good Food-strategie – Naar een duurzamer voedingssysteem in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goedgekeurd door de Brusselse regering op 19 december 2015;
- het beheer van grondstoffen, afvalbeheer;
- natuurbehoud in de stad, ecologisch beheer van de openbare ruimten, inclusief het stoppen met het gebruik van pesticiden;

- strijd tegen geluidsoverlast veroorzaakt door het verkeer in de wijken, in het bijzonder de maatregelen voor verkeersgeleiding die tot doel hebben de intensiteit of de snelheid van de voertuigen te verminderen, het gebruik van minder geluidsproducerende materialen en wegbedekking, de plaatsing van geïntegreerde voorzieningen die de verspreiding van geluid minimaliseren;
- waterbeheer en de strijd tegen overstromingen;

overwegende dat het college op 17 mei jongstleden een principeakkoord heeft gegeven voor de indiening van kandidatuur dossiers;

overwegende dat de gemeente Etterbeek een kandidatuur dossier heeft ingediend met betrekking tot het thema “beheer van grondstoffen en afvalbeheer”, met name begeleiding aanbieden aan de Etterbeekse crèches met als doel om zoveel mogelijk te streven naar duurzaamheid in termen van duurzame voeding en zero afval binnen hun structuur;

overwegende dat het project gekozen werd door de jury en dat er een subsidie van 25.000 euro toegekend zal worden aan de gemeente;

overwegende dat de gemeente het project zal moeten financieren ter waarde van 10% van de toegekende gewestelijke subsidie (behalve kosten voor het reeds aanwezige personeel);

overwegende dat een eerste schijf van 20% gestort zal worden bij de ondertekening van de overeenkomst die uiterlijk in februari 2019 teruggestuurd moet worden naar Brussel Leefmilieu;

BESLIST

om de onderstaande overeenkomst goed te keuren

Overeenkomst betreffende de toelage met referentie SUB/2018/Etterbeek/RD/CrecheZD

Tussen enerzijds :

Leefmilieu Brussel

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel.

vertegenwoordigd door Frédéric FONTAINE, Directeur-generaal en Barbara DEWULF, Adjunct-Directrice-generaal

en anderzijds:

de Gemeente van Etterbeek

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Oudergemlaan 113-115, 1040 Brussel.

Vertegenwoordigd door Vincent DE WOLF, Burgemeester en Christian DEBATY, Gemeentesecretaris Hierna " de gemeente / het OCMW " genoemd.

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1 – Voorwerp van de conventie

Deze conventie strekt ertoe de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de toelage die aan de gemeente werd toegekend krachtens het besluit van met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna « het besluit » genoemd.

Artikel 2 - Contactpersonen

Voor de uitvoering van deze overeenkomst zijn de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel

Pascale Alaïme :

palaime@environnement.brussels

en Cécile Riffont :

criffont@environnement.brussels

De persoon die zal worden belast met de uitvoering van de opdracht bij de begunstigde is

Marie FELLER
Tel : 02/627 27 87
Email : etterbeek.durable@etterbeek.be

Leefmilieu Brussel moet vooraf op de hoogte worden gebracht van de vervanging van bovenstaande personeelsleden.

Artikel 3 - Duur van de opdracht

De opdracht loopt van 01/01/2019 tot en met 30/09.2020.

Artikel 4 - Beschrijving van de opdracht

Artikel 4.1 – Algemene doel

De subsidie moet de gemeente in staat stellen om de projecten die ze selecteerde in navolging van de projectoproep 2018 voor Brusselse gemeenten OCMW's voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten, volgens de modaliteiten in de bijgevoegde overeenkomst :

Het project zal door de gemeente moeten worden gefinancierd tot een bedrag van 10% van de gewestelijke subsidie die zal worden toegekend (buiten de kosten van het personeel ter plaatse).

Artikel 4.2 – Doelstellingen, indicatoren en middelen

Mijn crèche puur natuur

Dit project wil onthaalruimten voor de allerkleinsten sensibiliseren voor Zero Afval en duurzame praktijken.

Er zal een oproep tot deelname gelanceerd worden naar alle crèches op het grondgebied Etterbeek om hen een begeleiding op maat te bieden naar meer duurzaamheid en zero afval. 2 of 3 crèches van uiteenlopende aard zullen gekozen worden voor de proefperiode.

Elke structuur kan specifieke acties implementeren die aangepast zijn aan de eigen realiteit en nadien als voorbeeld kunnen dienen voor andere instellingen.

Werkprogramma:

- Januari tot maart 2019:

Benchmarking van Zero Afval-projecten toegepast op jonge kinderen.

Contact opnemen met het onthaalnetwerk voor jonge kinderen in Etterbeek (dienst Onderwijs, kinderopvang...) en in Brussel (voorbeeldcrèches...).

Informatie inwinnen over normen (FAVV, ONE, enz.).

Zoeken naar een dienstverlener om de balans op te maken en een actieplan op te stellen.

- April-juni 2019:

Oproep tot kandidaatstelling bij de crèches in Etterbeek en inventaris van de Zero afval/duurzame praktijken in de verschillende crèches van Etterbeek.

Ontmoeting met de personeelsleden van de mogelijke partnercrèches.

Selectie van partnercrèches, in functie van de ontvangen kandidaturen

- Juli tot september 2019:

Opmaken van een balans (analyse van de werking specifiek voor elke crèche, evaluatie van de afvalproductie, enz.) en een actieplan door de externe dienstverlener en in overleg met het team van elke deelnemende crèche.

De ouders op de hoogte brengen van het lopende project

- Oktober 2019 tot maart 2020 (ongeveer 6 maanden):

Implementeren van de eerste geïdentificeerde acties en organisatie van workshops voor het crèche personeel.

Informeren en sensibiliseren van de ouders en organisatie van workshops om het toepassen van die nieuwe praktijken thuis te stimuleren.

Januari: evaluatie halfweg

- Mei-augustus 2020:

Evaluatie van de acties gevoerd binnen elke crèche

Evaluatie van de betrokkenheid van de ouders

Eventuele follow-up door de Dienst Duurzame Ontwikkeling van nieuwe uit te voeren acties en/of implementatie van een langdurige samenwerking tussen de crèche en de Dienst (bv. elk jaar een (of

meerdere) acties rond een thema organiseren, een Give-Box installeren, enz.)

- September 2020:

Promotie van visibele acties bij andere crèches in Etterbeek;

Promotie van goede praktijken en reflexen door infofiches op te maken en het babyboekje rond duurzame voeding opnieuw uit te geven;

Verspreiding van die communicatietools in onze sensibilisatiestands (Ducasse, babyfeest, Etterbeek Dorp, milieufestival, feest van de participatieve tuinen...).

Rapportering et indicatoren:

De ondersteuning voor de projecten Hulpbronnen/Afvalstoffen zal deel uitmaken van de concretisering van het thema Zero Afval. Daartoe zal een doorgedreven evaluatie van de gesteunde projecten verwacht worden.

De evaluatietools zullen al in het eerste ontwerp van het project worden geïntroduceerd, zodat men de evolutie voor/na het project kan identificeren, meer bepaald in termen van de gedragsverandering.

Concreet moet het project minimaal beoordeeld worden op volgende punten:

Indicatoren van de middelen om de projecten te implementeren

Resultaatindicatoren met de milieu-impact van de projecten (bv.: kg vermeden afval, aantal deelnemers aan een project "Zero Afval", aantal partners betrokken bij een project...)

Het activiteitenrapport zal worden opgesteld en gepresenteerd volgens het door Leefmilieu Brussel geleverde rapporteringsmodel.

De projectspecifieke becijferde resultaatindicatoren zullen bij de start van het project door het begeleidingscomité worden bepaald.

Valorisatie van het project:

De Gemeente verbindt zich tot

Het voorstellen van een activiteit die het project valoriseert en/of zichtbaarheid geeft op regionaal vlak (EWAV).

Het bezorgen, na validering van het eindrapport, van een samenvattende presentatiefiche met het oog op de publicatie van een "feedbackfiche" of de verspreiding van de in het kader van het project ontwikkelde tools.

Alle documenten die worden geproduceerd in het kader van het project moeten het logo van Leefmilieu Brussel en het Zero Afval-logo bevatten ter naleving van het grafisch charter dat door Leefmilieu Brussel wordt bezorgd.

Artikel 5 - Begeleidingscomité

Om toe te zien op de goede uitvoering van de opdrachten, zal een Begeleidingscomité (hierna BC genoemd) worden aangesteld dat als volgt is samengesteld:

een vertegenwoordiger van de begunstigde

een vertegenwoordiger van het Leefmilieu Brussel

een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu

Het BC mag andere personen wiens aanwezigheid nuttig is uitnodigen.

De beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. In geval van een meningsverschil worden ze genomen bij meerderheid van de stemmen, de stem van de vertegenwoordiger van de minister is daarbij doorslaggevend. In geval van afwezigheid van de vertegenwoordiger van de minister is de stem van Leefmilieu Brussel doorslaggevend.

Het BC komt zo vaak samen als de goede uitvoering van deze overeenkomst vereist.

Het BC is bevoegd de opdracht te preciseren of te herdefiniëren en alle nodige maatregelen te treffen voor de goede uitvoering van de opdracht (duur, ...). Er zal akte worden genomen van elke wijziging in de notulen die door alle partijen worden goedgekeurd. Deze notulen zullen bij de bewijsstukken worden gevoegd die nodig zijn voor de vereffening.

De begunstigde moet zich houden aan de richtlijnen die hij ontvangt van het BC in het kader van de uitvoering van deze overeenkomst. Niet-naleving van deze richtlijnen wordt beschouwd als een inbreuk op de bepalingen van de overeenkomst. De begunstigde verbindt zich ertoe zich te onderwerpen aan de controle van Leefmilieu Brussel. Deze controle kan bestaan uit een bezoek ter plaatse of een vraag om aanvullende informatie.

Voorafgaand aan elk van de vergaderingen van het BC moet de begunstigde, uiterlijk 5 werkdagen vóór de datum van de vergadering, een verslag van vorderingsstaat van de werken kunnen voorleggen. Deze

worden opgesteld (en geïllustreerd) als een rechtstreekse voorbereiding op de hoofdstukken van het eindrapport. Ze dienen dus als basis voor de besprekingen.

De projectdragers zullen eveneens over hun ervaringen komen vertellen op vergaderingen die twee keer per jaar, in de lente en in de herfst, zullen plaatsvinden. Ze zullen er aan hun collega's de voortgang van hun project komen voorstellen.

Voor de opstelling van het eindrapport definitief wordt beëindigd, moeten de ontwerpen van definitieve documenten worden goedgekeurd door het Begeleidingscomité.

Artikel 6 – Bedrag

De subsidie heeft betrekking op een totaal maximumbedrag bepaald in het besluit.

Dit bedrag werd berekend op basis van de begrotingsraming, zoals opgenomen in de aanvraag van de begunstigde.

Indien uit de facturen blijkt dat het project werd gewijzigd, dient de subsidie te worden herberekend, zonder dat het aanvankelijke bedrag mag worden overschreden.

Artikel 7 – Uitgaven die in aanmerking komen

De categorieën van uitgaven die gedekt kunnen worden door de toelage zijn:

de personeelskosten : kosten van de personeelsleden die over een arbeidsovereenkomst met de begunstigde beschikken ;

Alle uitgaven ten laste van een categorie niet hierboven vermeld zullen worden geweigerd.

Artikel 8 - Vereffeningsmodaliteiten

De eerste schijf zal na de kennisgeving van het toelagebesluit uitbetaald worden, na de ondertekening van de overeenkomst.

De invoering van een schuldvordering is niet vereist voor deze schijf.

De tweede schijf zal worden vereffend op basis van een tussentijds verslag dat uiterlijk voor eind november 2019. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /S2 ».

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal binnen de 2 maanden een schuldvordering per post aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 ».

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

De derde schijf zal worden vereffend op basis van een eindverslag dat uiterlijk voor eind oktober 2020. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T3 ».

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal binnen de 2 maanden een schuldvordering per post aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T3 ».

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Het saldo zal worden vereffend op basis van een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde kosten in het kader van de subsidie, telkens vergezeld van de bewijsstukken en hun betalingsbewijs. De uitgaven in de AUI zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk voor eind maart 2021 worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo ».

aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie

aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@environnement.brussels).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal binnen de 2 maanden een schuldvordering per post aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt, met

als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo ».

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

De schuldvorderingen moeten per post aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt :

Brussel Leefmilieu – BIM
Dienst Boekhouding
Thurn & Taxis-site
Havenlaan 86C/3000,
1000 Brussel

Artikel 9 - Controle van de toekenning en het gebruik van de toelagen

De verenigingen zijn onderworpen aan de verplichtingen bepaald in artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle en de bepalingen die opgenomen zijn in artikel 17 van de ordonnantie die de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2018 bevat, wat impliceert dat :

Elke toelage moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor we bestemd is.

Elke begunstigde van een toelage moet het gebruik van de ontvangen sommen rechtvaardigen, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.

Door de aanvaarding van de toelage erkent de begunstigde dat Leefmilieu Brussel het recht heeft ter plaatse het gebruik van de toegekende fondsen te controleren.

Is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage de begunstigde:

die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de toelage werd verleend;

die de toelage niet aanwendt voor de doeleinde, waarvoor zij werd verleend;

die de hierboven controle verhindert;

die voor hetzelfde doel al een toelage ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Als de begunstigde het gebruik van de ontvangen toelage niet kan rechtvaardigen, moet hij het niet-gerechtigde deel van het bedrag terugbetalen.

De betaling van de toelage kan worden uitgesteld zolang de begunstigde, voor vergelijkbare voorheen ontvangen toelagen, de verantwoordingsstukken omtrent het gebruik van de ontvangen sommen niet kan voorleggen of zich niet heeft onderworpen aan de controle op het gebruik van de toegekende bedragen.

De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich op gelijk welke manier zou verrijken terwijl hij het project tot een goed eind brengt, voorziet de wet een terugbetaling van een deel van de subsidie.

Artikel 10 - In werking trekking

Deze overeenkomst past in het kader van een facultatieve subsidie. De ondertekening van deze overeenkomst door de partijen verbindt hen slechts na de betekening aan de begunstigde van de boekhoudkundige vastlegging, die gematerialiseerd wordt door de betekening van het subsidiebesluit.

Elke prestatie uitgevoerd vóór deze kennisgeving, op initiatief of niet-conforme aanwijzing, komt voor rekening en risico van de begunstigde.

Artikel 11 - Burgerlijke aansprakelijkheid

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is in geen geval aansprakelijk voor de schade toegebracht aan personen of goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die verband houden met de uitvoering van deze overeenkomst.

De begunstigde kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet aansprakelijk stellen voor schade ten aanzien van derden uit hoofde van de uitvoering van dit contract.

Artikel 12 - Regeling van geschillen

In het geval van moeilijkheden op het vlak van de interpretatie of de uitvoering van dit contract, in het geval van leemten erin en, meer in het algemeen, in het geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw een oplossing te zoeken.

Indien de partijen niet tot een akkoord in der minne komen, kunnen zij overeenkomen om een beroep te

doen op één of meerdere experts die in onderling akkoord aangewezen worden. Conform artikel 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek en met het oog op het oplossen van alle meningsverschillen die reeds zijn ontstaan of die zouden kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst, kan Leefmilieu Brussel in gemeen overleg met de gemeente overeenkomen gebruik te maken van een scheidsrechter.

Indien de partijen beslissen geen gebruik te maken van een scheidsrechter of als een van de partijen er niet akkoord mee gaat een beroep te doen op een scheidsrechter, zijn enkel de rechtbanken van Brussel bevoegd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

21.01.2019/A/0006 **Appel à projets : obtention d'une subvention de 25.000€ pour le projet « de la fourche à la fourchette »**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en mars dernier, Bruxelles-Environnement a lancé un appel à projets pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables ;

Considérant que des dossiers de candidatures pouvaient être remis dans différentes thématiques, à savoir :

- La stratégie Good Food - Vers un système alimentaire plus durable en Région de Bruxelles-Capitale, adoptée par le Gouvernement bruxellois en date du 19 décembre 2015 ;
- La gestion des ressources, la gestion des déchets
- La préservation de la nature en ville, la gestion écologique des espaces publics, intégrant la suppression de l'usage des pesticides.
- La lutte contre les nuisances sonores dues à la circulation dans les quartiers, en particulier les mesures de gestion du trafic visant à réduire l'intensité ou les vitesses des véhicules, l'utilisation de matériaux et de revêtements générant moins de bruit, la mise en œuvre de dispositifs intégrés minimisant la propagation du bruit.
- La gestion de l'eau et la lutte contre les inondations

Considérant qu'en date du 17 mai dernier le Collège a marqué un accord de principe pour la remise de dossiers de candidature ;

Considérant que la commune d'Etterbeek a remis un dossier de candidature dans la thématique « Good Food » à savoir, la production et la récolte par un.e maraîcher.e extérieur, sur la zone de maraîchage écologique des jardins participatifs, de fruits et légumes en vue d'approvisionner l'épicerie sociale du CPAS.

Considérant que ce projet a été retenu par le jury et qu'une subvention de 25.000€ sera allouée à la commune ;

Considérant que le projet devra être financé par la commune à hauteur de 10% du subside régional octroyé (hors frais de personnel en place) ;

Considérant qu'une première tranche de 20% sera versée à la signature de la convention qui doit être renvoyée à Bruxelles-Environnement pour février 2019 au plus tard.

DECIDE :

d'approuver la convention, ci-après

portant la référence **SUB/2018/Etterbeek/GoodFood/FourcheFourchette**

Entre, d'une part :

Bruxelles Environnement

dont le siège est situé avenue du Port 86c / 3000, 1000 Bruxelles.

représenté par Frédéric FONTAINE, Directeur général et Barbara DEWULF, Directrice Générale adjointe

Et, d'autre part :

la Commune d'Etterbeek

Dont le siège est situé Avenue d'Auderghem 113-117, 1040 Bruxelles.

Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Christian DEBATY, Secrétaire communal
ci-après dénommé «la commune»

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à la commune en vertu de l' Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'arrêté ».

Article 2 – Personnes de contact

Pour l'exécution de la présente convention, les personnes de contact à Bruxelles Environnement sont
Pascale Alaïme :

palaime@environnement.brussels

et Lison Hellebaut :

lhellebaut@environnement.brussels

La personne qui sera en charge de l'exécution de la mission auprès du bénéficiaire est

Marie FELLER,

Tel : 02/627 27 87

Email : mfeller@etterbeek.irisnet.be

Bruxelles Environnement doit être préalablement informé de tout remplacement du personnel repris ci-dessus.

Article 3 - Durée de la mission

La mission prend cours le 01/01/2019 et se termine le 31/12/2019

Article 4 - Description de la mission

Article 4.1 - Finalité générale

La subvention est destinée à permettre à la commune de mettre en œuvre les projets retenus suite à l'appel à projets 2018 à l'intention des communes et CPAS bruxellois pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables, selon les modalités de la présente convention :

Le projet devra être financé par la commune à hauteur de 10% du subside régional qui sera octroyé (hors frais de personnel en place).

Article 4.2 - Objectifs, indicateurs de performances et ressources

De la fourche à la fourchette

La Commune d'Etterbeek a développé un projet de maraîchage urbain sur le site des Jardins Participatifs, qui a permis d'alimenter en légumes frais et de saison l'épicerie sociale de l'Espace Libellule du CPAS d'Etterbeek.

En 2018, le partenariat avec l'asbl "Jeunes Schaerbeekois au Travail", qui assurait la formation au maraîchage biologique prend néanmoins fin pour diverses raisons techniques et pratiques.

Au vu des multiples intérêts et collaborations développés via ce projet, le projet vise à maintenir un potager écologique et productif à petite échelle, outil d'insertion et de production pour l'épicerie sociale. Pour encadrer la gestion de ce potager, la commune souhaite faire appel à un prestataire extérieur

maraîcher - formateur, pour assurer :

La production et la récolte de fruits et légumes dans le respect des principes d'une agriculture biologique et écologique ;

L'encadrement d'allocataires du CPAS en projet de réinsertion, notamment une personne en contrat Art. 60 (ou ALE) ;

L'encadrement de bénévoles de l'Espace Libellule intéressés de s'investir dans la phase de production des denrées qu'ils vendent ensuite à l'épicerie sociale (récolte, entretien du terrain, ...) ;

L'encadrement de citoyens intéressés de découvrir la culture maraîchère professionnelle/ productive (élaboration d'un plan de culture, culture sous tunnels, cultures associées, semis, amendement, etc.) ;

L'organisation de chantiers participatifs thématiques liés à la saison maraîchère ;

L'animation d'activités (ateliers, visites, etc.) de sensibilisation liées à la culture potagère ou à la nature en ville – demandes régulières reçues par le Service Environnement ;

Le partage et l'échange de savoirs et savoir-faire avec les jardiniers de la première partie des Jardins Participatifs.

La commune pour sa part assurera :

L'ensemble des démarches administratives (assurance, charte de participation, etc.) ;

Le maintien et le renouvellement (au besoin) des installations sur le terrain (outillage, accès à un local à outils sous convention avec la VUB voisine, etc.) ;

La communication autour du projet (pour les activités de sensibilisation, le recrutement de bénévoles, etc.), via, notamment, l'organisation des portes ouvertes des Jardins, occasion annuelle de découvrir l'ensemble du projet ;

L'accueil des personnes (habitants, associations, écoles, etc.) désireuses de découvrir le projet.

Ce projet est porté en collaboration avec le CPAS d'Etterbeek, qui assurera :

L'acheminement des fruits et légumes récoltés vers l'épicerie sociale ;

Le recrutement d'allocataires en projet de réinsertion (contrat Article 60) et des bénévoles de l'épicerie sociale désireux de s'investir sur le terrain.

Une collaboration avec l'ASBL Ixelloise « Refresh » est actuellement envisagée pour :

l'organisation d'ateliers de transformation des fruits, légumes, fleurs et plantes aromatiques produits sur le terrain, au sein de la cuisine de Refresh ;

la transformation de certaines productions ou des surplus du potager afin de les valoriser (confitures, déshydratation, lactofermentation, ...).

Rapport et indicateurs :

Le soutien aux projets Good Food s'intègre dans la mise en œuvre de la stratégie Good Food et doit permettre de contribuer aux objectifs globaux de la stratégie. A cette fin, une évaluation poussée des projets soutenus sera attendue.

Les outils d'évaluation seront mis en place dès la conception du projet afin de pouvoir identifier des évolutions avant/après projet, notamment en matière de changement de comportement.

Le rapport d'activités sera rédigé et présenté selon le Template de reporting fourni par Bruxelles Environnement.

Les indicateurs de résultats chiffrés spécifiques au projet seront définis lors du comité d'accompagnement de démarrage du projet.

Valorisation du projet :

La commune s'engage à

proposer une activité qui valorise le projet et/ou lui donne de la visibilité lors du week-end Good Food 2019.

valoriser le projet sur le portail Good Food : après validation du rapport final, une fiche de présentation résumée sera remise, en vue de publication sur le portail Internet Goodfood.brussels d'une fiche "retour d'expérience", ou de la diffusion d'outils développés dans le cadre du projet.

L'ensemble des documents produits dans le cadre du projet devront porter le logo de Bruxelles Environnement et le logo Good Food, dans le respect de la charte graphique fournie par Bruxelles Environnement.

Article 5 - Comité d'accompagnement

Pour veiller à la bonne exécution des missions, il sera institué un Comité d'Accompagnement ci-après dénommé le « CA » composé de la manière suivante :

- un représentant du bénéficiaire
- un représentant de Bruxelles Environnement
- un représentant de la Ministre de l'Environnement

Le CA peut inviter toute autre personne dont il estime la présence utile

Les décisions sont prises de préférence par consensus. En cas de désaccord, elles sont prises à la majorité des membres, la voix du représentant du Ministre étant prépondérante. En cas d'absence du représentant du Ministre, la voix de Bruxelles Environnement est alors prépondérante.

Le CA se réunira autant de fois que l'exige la bonne exécution de la présente convention.

Le CA est habilité à préciser ou à redéfinir la mission ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de celle-ci (durée, ...). Toute modification sera actée dans un PV approuvé par toutes les parties. Ce PV sera joint aux documents justificatifs nécessaires à la liquidation.

Le bénéficiaire doit se conformer aux instructions qui lui sont données par le CA dans le cadre de l'exécution de la présente convention. Le non-respect de ces instructions est considéré comme une infraction aux stipulations de la convention. Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle de Bruxelles Environnement. Ce contrôle peut consister en une visite sur place ou en une demande d'informations complémentaires.

Préalablement à chacune des réunions du CA, le bénéficiaire fournira au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion, par courriel à la personne de contact de Bruxelles Environnement, un rapport d'état d'avancement des travaux. Ceux-ci seront rédigés (et illustrés) dans l'optique de préparer directement les chapitres du rapport final. Ils serviront donc de base de discussion.

Les porteurs du projet participeront également aux réunions d'échange d'expériences organisées deux fois par an, au printemps et à l'automne, au cours desquelles ils présenteront à leurs pairs l'avancement de leur projet.

Avant la clôture définitive des travaux de rédaction du rapport final, les projets de documents finaux devront être approuvés par le Comité d'accompagnement.

Article 6 - Montant

La subvention porte sur un montant total maximum fixé dans l'arrêté.

Ce montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de subventionnement transmise par le bénéficiaire.

Au cas où les factures laissent apparaître que le projet a été modifié, le subside sera recalculé. Il ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

Article 7 – Dépenses éligibles

Les catégories de dépenses prises en charge par la subvention sont les suivantes :

la rétribution de tiers et de sous-traitants, les honoraires, les vacataires : dépenses liées à la sous-traitance de tiers pour des activités ayant lieu dans le cadre du projet (personne n'ayant pas de contrat avec l'Association) ;

Toute dépense imputée sur une catégorie de dépenses non autorisée ci-dessus se verra refusée.

Article 8 - Modalités de liquidations

La première tranche est liquidée à la notification de la subvention, suite à la signature de la présente convention.

L'introduction d'une déclaration de créance n'est pas requise pour cette tranche.

La deuxième tranche sera liquidée sur base d'un rapport intermédiaire introduit au plus tard pour fin juin 2019. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 »

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 » sera introduite par voie postale dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement :

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi. La troisième tranche sera liquidée sur base d'un rapport final introduit au plus tard pour fin janvier 2020. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 » .

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 » sera introduite par voie postale dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement :

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi. Le solde sera liquidé sur base d'un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subside accompagné, pour chacune d'elles, des pièces justificatives et de leur preuve de paiement. Les dépenses reprises à l'IGD seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard pour fin juin 2020 de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »

à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie

au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite par voie postale dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Les déclarations de créance doivent être envoyées par voie postale au département comptabilité de Bruxelles Environnement :

Bruxelles Environnement

Département Comptabilité

Site de Tour & Taxis

Avenue du Port 86C/3000

1000 Bruxelles

Article 9 - Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'aux dispositions reprises à l'article 17 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2018, ce qui implique que :

Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles Environnement le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;

qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;

qui met obstacle au contrôle indiqué ci-dessus ;

qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention

Article 10 - Entrée en vigueur

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une subvention facultative. La signature de la présente convention par les parties ne les engage qu'après notification au bénéficiaire de l'engagement comptable, qui se matérialise par la notification de l'arrêté de subvention

Toute prestation effectuée avant cette notification, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Article 11 - Responsabilité civile

La Région de Bruxelles-Capitale n'est en aucun cas responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation de la présente.

Le bénéficiaire ne peut rendre responsable la Région de Bruxelles-Capitale d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente.

Article 12 - Règlement des litiges

En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.

A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord. Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles Environnement peut convenir de commun accord avec la commune, de recourir à un arbitre.

Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Bruxelles, le 21/01/2019.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Projectoproep: verkrijgen van een subsidie van 25.000 euro voor het project “van boer tot bord”

De gemeenteraad,

overwegende dat Brussel Leefmilieu in maart jongstleden een projectoproep heeft gelanceerd voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten;

overwegende dat er kandidatuurdoossiers ingediend konden worden met betrekking tot verschillende thema's, met name:

- de Good Food-strategie – Naar een duurzamer voedingssysteem in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goedgekeurd door de Brusselse regering op 19 december 2015;
- het beheer van grondstoffen, afvalbeheer;
- natuurbehoud in de stad, ecologisch beheer van de openbare ruimten, inclusief het stoppen met het gebruik van pesticiden;
- strijd tegen geluidsoverlast veroorzaakt door het verkeer in de wijken, in het bijzonder de maatregelen voor verkeersgeleiding die tot doel hebben de intensiteit of de snelheid van de voertuigen te verminderen, het gebruik van minder geluidsproducerende materialen en wegbedekking, de plaatsing van geïntegreerde voorzieningen die de verspreiding van geluid minimaliseren;
- waterbeheer en de strijd tegen overstromingen;

overwegende dat het college op 17 mei jongstleden een principeakkoord heeft gegeven voor de indiening van kandidatuurdoossiers;

overwegende dat de gemeente Etterbeek een kandidatuurdoossier heeft ingediend met betrekking tot het thema “Good Food”, met name de productie en de oogst van groenten en fruit door een externe tuinbouwer in de ecologische teeltzone van de Participatieve Tuinen om de sociale kruidenierszaak van het OCMW te bevoorraden;

overwegende dat het project gekozen werd door de jury en dat er een subsidie van 25.000 euro toegekend zal worden aan de gemeente;

overwegende dat de gemeente het project zal moeten financieren ter waarde van 10% van de toegekende gewestelijke subsidie (behalve kosten voor het reeds aanwezige personeel);

overwegende dat een eerste schijf van 20% gestort zal worden bij de ondertekening van de overeenkomst die uiterlijk in februari 2019 teruggestuurd moet worden naar Brussel Leefmilieu;

BESLIST

om de onderstaande overeenkomst goed te keuren

**Overeenkomst betreffende de toelage met referentie
SUB/2018/Etterbeek/GoodFood/FourcheFourchette**

Tussen enerzijds :

Leefmilieu Brussel

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel.

vertegenwoordigd door Frédéric FONTAINE, Directeur-generaal en Barbara DEWULF, Adjunct-Directrice-generaal

en anderzijds:

de Gemeente van Etterbeek

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Oudergemlaan 113-117, 1040 Brussel.

Vertegenwoordigd door Vincent DE WOLF, Burgemeester en Christian DEBATY, Gemeentesecretaris
Hierna " de gemeente " genoemd.

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1 – Voorwerp van de conventie

Deze conventie strekt ertoe de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de toelage die aan de gemeente werd toegekend krachtens het besluit van met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna « het besluit » genoemd.

Artikel 2 - Contactpersonen

Voor de uitvoering van deze overeenkomst zijn de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel

Pascale Alaime :

palaime@environnement.brussels

en Lison Hellebaut :

lhellebaut@environnement.brussels

De persoon die zal worden belast met de uitvoering van de opdracht bij de begunstigde is

Marie FELLER

Tel : 02/627 27 87

Email : mfeller@etterbeek.irisnet.be

Leefmilieu Brussel moet vooraf op de hoogte worden gebracht van de vervanging van bovenstaande personeelsleden.

Artikel 3 - Duur van de opdracht

De opdracht loopt van 01/01/2019 tot en met 31/12/2019

Artikel 4 - Beschrijving van de opdracht

Artikel 4.1 – Algemene doel

De subsidie moet de gemeente in staat stellen om de projecten die ze selecteerde in navolging van de projectoproep 2018 voor Brusselse gemeenten OCMW's voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten, volgens de modaliteiten in de bijgevoegde overeenkomst :

Het project zal door de gemeente moeten worden gefinancierd tot een bedrag van 10% van de gewestelijke subsidie die zal worden toegekend (buiten de kosten van het personeel ter plaatse).

Artikel 4.2 — Doelstellingen, indicatoren en middelen

Van de boer naar het bord

De gemeente Etterbeek heeft een project voor stadslandbouw ontwikkeld op de site van de Participatieve Tuinen, dat de sociale kruidenier van de Espace Libellule van het OCMW van Etterbeek met verse seizoengroenten bevoorraadt.

In 2018 wordt echter om diverse technische en praktische redenen een punt gezet achter de samenwerking met de vzw "Jeunes Schaerbeekois au Travail", die de opleiding in de biologische groententeelt verzorgde.

Gelet op de grote belangstelling en de vele samenwerkingen die het project heeft ontwikkeld, wil het project een kleinschalige ecologische en productieve moestuin in stand houden als hulpmiddel voor de integratie en als leverancier voor de sociale kruidenier.

Om het beheer van de moestuin te begeleiden, wil de gemeente een beroep doen op een externe dienstverlener, een groenteteler/opleider, met de volgende taken:

- De productie en oogst van fruit en groenten volgens de principes van de biologische en ecologische landbouw;

- De begeleiding van uitkeringsgerechtigden van het OCMW in integratieprojecten, meer bepaald een persoon met een Art. 60-overeenkomst (of PWA);

- De begeleiding van vrijwilligers van de Espace Libellule die willen meewerken aan de productie van het voedsel dat ze aan de sociale kruidenierszaak zullen verkopen (oogst, onderhoud van het terrein...);

- De begeleiding van burgers die de professionele/productieve groententeelt willen ontdekken (opstellen van een teeltplan, teelt in tunnels, aanverwante teelten, zaaigoed, bodemzorg enz.);

- De organisatie van participatieve thematische workshops in samenhang met het groenteseizoen;

- De animatie van bewustmakingsactiviteiten (workshops, bezoeken enz.) in verband met de groententeelt of de natuur in de stad – de dienst Leefmilieu ontvangt regelmatig aanvragen;

- Het delen en de uitwisseling van kennis en knowhow met de tuiniers van het eerste deel van de Participatieve Tuinen.

De gemeente zal instaan voor:

- Alle administratieve stappen (verzekering, participatiecharter enz.);

- Het onderhoud en (indien nodig) de vernieuwing van de installaties op het terrein (uitrusting, de toegang tot een gereedschapslokaal in afspraak met de naburige VUB, enz.);

- De communicatie over het project (voor de bewustmakingsactiviteiten, de werving van vrijwilligers enz.) via onder meer de organisatie van open dagen in de Tuinen, een jaarlijkse gelegenheid om het project in zijn geheel te ontdekken;

- Het onthaal van mensen (inwoners, verenigingen, scholen enz.) die het project willen ontdekken.

Dit project verloopt in samenwerking met het OCMW van Etterbeek, dat instaat voor:

- Het vervoer van de oogst van fruit en groenten naar de sociale kruidenier;

- De werving van uitkeringsgerechtigden met een integratieproject (Art. 60-overeenkomst) en vrijwilligers van de sociale kruidenier die zich op het terrein willen inzetten.

Men plant een samenwerking met de vzw 'Refresh' in Elsene voor:

- de organisatie van workshops over de verwerking van fruit, groenten, bloemen en kruiden die op het terrein worden verbouwd, in de keuken van Refresh;

- de verwerking van bepaalde producten of overschotten uit de moestuin om ze te valoriseren (jam, drogen, lactofermentatie...).

Rapport en indicatoren:

De steun aan de projecten van Good Food past in de uitvoering van de Good Food-strategie en moet bijdragen aan de globale doelstellingen van de strategie. Met dit doel zal een doorgedreven evaluatie van de gesteunde projecten worden verwacht.

De evaluatietools zullen al in het eerste ontwerp van het project worden geïntroduceerd, zodat men de evolutie voor/na het project kan identificeren, meer bepaald in termen van de gedragsverandering.

Het activiteitenrapport zal worden opgesteld en gepresenteerd volgens het door Leefmilieu Brussel geleverde rapportagemodel.

De projectspecifieke becijferde resultaatindicatoren zullen bij de start van het project door het begeleidingscomité worden bepaald.

Valorisatie van het project:

De gemeente verbindt zich tot

- het voorstellen van een activiteit die het project valoriseert en/of zichtbaarheid geeft tijdens het Good Food-weekend 2019.

de valorisatie van het project op het Good Food-portaal: na de validatie van het eindrapport zal een samenvattende presentatiefiche worden bezorgd, met oog op de publicatie van een "feedbackfiche" op het internetportaal Goodfood.brussels of de verspreiding van de in het kader van het project ontwikkelde tools.

Alle documenten die worden geproduceerd in het kader van het project moeten het logo van Leefmilieu Brussel en het Good Food-logo bevatten ter naleving van het grafisch charter dat door Leefmilieu Brussel wordt bezorgd.

Artikel 5 - Begeleidingscomité

Om toe te zien op de goede uitvoering van de opdrachten, zal een Begeleidingscomité (hierna BC genoemd) worden aangesteld dat als volgt is samengesteld:

- een vertegenwoordiger van de begunstigde
- een vertegenwoordiger van het Leefmilieu Brussel
- een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu

Het BC mag andere personen wiens aanwezigheid nuttig is uitnodigen.

De beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. In geval van een meningsverschil worden ze genomen bij meerderheid van de stemmen, de stem van de vertegenwoordiger van de minister is daarbij doorslaggevend. In geval van afwezigheid van de vertegenwoordiger van de minister is de stem van Leefmilieu Brussel doorslaggevend.

Het BC komt zo vaak samen als de goede uitvoering van deze overeenkomst vereist.

Het BC is bevoegd de opdracht te preciseren of te herdefiniëren en alle nodige maatregelen te treffen voor de goede uitvoering van de opdracht (duur, ...). Er zal akte worden genomen van elke wijziging in de notulen die door alle partijen worden goedgekeurd. Deze notulen zullen bij de bewijsstukken worden gevoegd die nodig zijn voor de vereffening.

De begunstigde moet zich houden aan de richtlijnen die hij ontvangt van het BC in het kader van de uitvoering van deze overeenkomst. Niet-naleving van deze richtlijnen wordt beschouwd als een inbreuk op de bepalingen van de overeenkomst. De begunstigde verbindt zich ertoe zich te onderwerpen aan de controle van Leefmilieu Brussel. Deze controle kan bestaan uit een bezoek ter plaatse of een vraag om aanvullende informatie.

Voorafgaand aan elk van de vergaderingen van het BC moet de begunstigde, uiterlijk 5 werkdagen vóór de datum van de vergadering, een verslag van vorderingsstaat van de werken kunnen voorleggen. Deze worden opgesteld (en geïllustreerd) als een rechtstreekse voorbereiding op de hoofdstukken van het eindrapport. Ze dienen dus als basis voor de besprekingen.

De projectdragers zullen eveneens over hun ervaringen komen vertellen op vergaderingen die twee keer per jaar, in de lente en in de herfst, zullen plaatsvinden. Ze zullen er aan hun collega's de voortgang van hun project komen voorstellen.

Voor de opstelling van het eindrapport definitief wordt beëindigd, moeten de ontwerpen van definitieve documenten worden goedgekeurd door het Begeleidingscomité.

Artikel 6 – Bedrag

De subsidie heeft betrekking op een totaal maximumbedrag bepaald in het besluit.

Dit bedrag werd berekend op basis van de begrotingsraming, zoals opgenomen in de aanvraag van de begunstigde.

Indien uit de facturen blijkt dat het project werd gewijzigd, dient de subsidie te worden herberekend, zonder dat het aanvankelijke bedrag mag worden overschreden.

Artikel 7 – Uitgaven die in aanmerking komen

De categorieën van uitgaven die gedekt kunnen worden door de toelage zijn:

- de vergoeding van derden en onderaannemers, erelonen, hulppersoneel : uitgaven i.v.m. de uitbesteding aan derden voor activiteiten in het kader van het project (niemand heeft geen contract met de Vereniging) ;

Alle uitgaven ten laste van een categorie niet hierboven vermeld zullen worden geweigerd.

Artikel 8 - Vereffeningmodaliteiten

De eerste schijf zal na de kennisgeving van het toelagebesluit uitbetaald worden, na de ondertekening van de overeenkomst.

De invoering van een schuldvordering is niet vereist voor deze schijf.

De tweede schijf zal worden vereffend op basis van een tussentijds verslag dat uiterlijk voor eind juni 2019. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /S2 ».

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal binnen de 2 maanden een schuldvordering per post aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 ».

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

De derde schijf zal worden vereffend op basis van een eindverslag dat uiterlijk voor eind januari 2020. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T3 ».

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal binnen de 2 maanden een schuldvordering per post aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T3 ».

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Het saldo zal worden vereffend op basis van een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde kosten in het kader van de subsidie, telkens vergezeld van de bewijsstukken en hun betalingsbewijs. De uitgaven in de AUI zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk voor eind juni 2020 worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo ».

aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie

aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@environnement.brussels).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal binnen de 2 maanden een schuldvordering per post aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo ».

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

De schuldvorderingen moeten per post aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt :

Brussel Leefmilieu – BIM

Dienst Boekhouding

Thurn & Taxis-site

Havenlaan 86C/3000,

1000 Brussel

Artikel 9 - Controle van de toekenning en het gebruik van de toelagen

De verenigingen zijn onderworpen aan de verplichtingen bepaald in artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle en de bepalingen die opgenomen zijn in artikel 17 van de ordonnantie die de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2018 bevat, wat impliceert dat :

Elke toelage moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor we bestemd is.

Elke begunstigde van een toelage moet het gebruik van de ontvangen sommen rechtvaardigen, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.

Door de aanvaarding van de toelage erkent de begunstigde dat Leefmilieu Brussel het recht heeft ter plaatse het gebruik van de toegekende fondsen te controleren.

Is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage de begunstigde:

die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de toelage werd verleend;
die de toelage niet aanwendt voor de doeleinde, waarvoor zij werd verleend;
die de hierboven controle verhindert;

die voor hetzelfde doel al een toelage ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Als de begunstigde het gebruik van de ontvangen toelage niet kan rechtvaardigen, moet hij het niet-gerechtigde deel van het bedrag terugbetalen.

De betaling van de toelage kan worden uitgesteld zolang de begunstigde, voor vergelijkbare voorheen ontvangen toelagen, de verantwoordingsstukken omtrent het gebruik van de ontvangen sommen niet kan voorleggen of zich niet heeft onderworpen aan de controle op het gebruik van de toegekende bedragen.

De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich op gelijk welke manier zou verrijken terwijl hij het project tot een goed eind brengt, voorziet de wet een terugbetaling van een deel van de subsidie.

Artikel 10 - In werking trekking

Deze overeenkomst past in het kader van een facultatieve subsidie. De ondertekening van deze overeenkomst door de partijen verbindt hen slechts na de betekening aan de begunstigde van de boekhoudkundige vastlegging, die gematerialiseerd wordt door de betekening van het subsidiebesluit. Elke prestatie uitgevoerd vóór deze kennisgeving, op initiatief of niet-conforme aanwijzing, komt voor rekening en risico van de begunstigde.

Artikel 11 - Burgerlijke aansprakelijkheid

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is in geen geval aansprakelijk voor de schade toegebracht aan personen of goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die verband houden met de uitvoering van deze overeenkomst.

De begunstigde kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet aansprakelijk stellen voor schade ten aanzien van derden uit hoofde van de uitvoering van dit contract.

Artikel 12 - Regeling van geschillen

In het geval van moeilijkheden op het vlak van de interpretatie of de uitvoering van dit contract, in het geval van leemten erin en, meer in het algemeen, in het geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw een oplossing te zoeken.

Indien de partijen niet tot een akkoord in der minne komen, kunnen zij overeenkomen om een beroep te doen op één of meerdere experts die in onderling akkoord aangewezen worden. Conform artikel 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek en met het oog op het oplossen van alle meningsverschillen die reeds zijn ontstaan of die zouden kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst, kan Leefmilieu Brussel in gemeen overleg met de gemeente overeenkomen gebruik te maken van een scheidsrechter.

Indien de partijen beslissen geen gebruik te maken van een scheidsrechter of als een van de partijen er niet akkoord mee gaat een beroep te doen op een scheidsrechter, zijn enkel de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt in Brussel, op 21/01/2019

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Politique sportive - Sportbeleid

21.01.2019/A/0007 **ASBL « Etterbeek Sport » – Comptes 2017 – Budget 2018 – Approbation**

Le conseil communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi des subsides adopté par le conseil communal en date du 15

octobre 2007 ;

Considérant qu'un subside en faveur de l'ASBL « Etterbeek Sport » a été inscrit à l'article budgétaire 764/332-02 de 2018 ;

Considérant que l'ASBL « Etterbeek Sport » a introduit ses comptes 2017 et son budget 2018 en bonne et due forme ;

Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE

d'adopter les comptes 2017 et le budget 2018 de l'ASBL « Etterbeek Sport », arrêtés au 31 décembre 2017, tels qu'ils sont repris en annexe ;

Et de liquider le subside communal 2018 alloué à cette ASBL.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Vzw "Etterbeek Sport" – Rekeningen 2017 – Begroting 2018 – Goedkeuring

De gemeenteraad,

gezien het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de gemeenteraad op 15 oktober 2007;

overwegende dat een subsidie ten behoeve van de vzw “Etterbeek Sport” ingeschreven werd onder begrotingsartikel 764/332-02 van 2018;

overwegende dat de V.Z.W. “Etterbeek Sport” zijn rekeningen 2017 en zijn begroting 2018 heeft ingediend;

gezien de artikels 93 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

de rekeningen 2017 en de begroting 2018 van de vzw “Etterbeek Sport”, afgesloten op 31 december 2017, zoals die in bijlage opgenomen zijn goed te keuren

en om de betaling van de gemeentelijke subsidie 2018 aan deze V.Z.W. toe te laten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

etterbeek sport - bilan.pdf, etterbeek sport - budget.pdf, Rapport de gestion.pdf

Eliane Paulissen quitte la séance / verlaat de zitting.

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

21.01.2019/A/0008 **Personnel communal – Chapitre II – Des Cadres de l'arrêté organique pour le personnel administratif – Annexe I : Les cadres du personnel et Annexe III : tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades – Création d'un emploi supplémentaire de secrétaire d'administration – DPO – Modifications.**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) et plus particulièrement le Chapitre II – Des Cadres de l'arrêté organique pour le personnel – Annexe I : Les cadres du personnel et Annexe III : tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades ;

Vu en particulier le cadre du personnel administratif ;

Vu la mise en vigueur, à partir du 25 mai 2018, du règlement européen sur la protection des données ;

Considération que notre administration a une obligation légale de conserver certains documents et dossiers pendant plusieurs années ;

Considérant que notre administration traite chaque jour de nombreuses données personnelles, nous avons l'obligation d'être en conformité avec le RGPD ;

Considérant que cette mise en conformité nécessite la désignation d'un délégué à la protection des données qui sera chargé de la mise en place d'une sécurisation optimale des données à caractère personnel ;

Vu les tâches confiées au délégué à la protection des données (établir un registre des activités de traitement, instaurer la mise en place et le suivi d'une politique de protection des données, la rédaction des procédures, la sensibilisation et la formation du personnel, ...) il s'avère nécessaire de créer un poste supplémentaire de niveau A – Délégué à la protection des données ;

Considérant qu'il est également nécessaire de fixer les règles particulières en ce qui concerne l'évolution de carrière ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives dont protocole ci-annexé ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- De créer un emploi de secrétaire d'administration - DPO – niveau A, au Chapitre II – Des Cadres – I – Personnel administratif de l'arrêté organique pour le personnel administratif et technique ;
- D'inclure l'emploi de secrétaire d'administration – DPO à l'annexe III tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades
- De faire bénéficier le secrétaire d'administration DPO statutaire de la carrière plane* décrite ci-dessous :

Après 9 ans d'ancienneté de grade dans le niveau A : A4*

Après 15 ans d'ancienneté de grade dans le niveau A : A5*

La période de stage étant incluse dans l'ancienneté de niveau.

*à chaque fois sous réserve d'évaluations positives

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal et au service « Gestion des Ressources Humaines ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Gemeentepersoneel – Hoofdstuk II – De kaders van het organiek besluit voor het administratief personeel – Bijlage I : De kaders van het personeel en Bijlage III : tabellen van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en tot de graden – Schepping van een aanvullende betrekking van bestuurssecretaris – DPO – Wijzigingen.

De Gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, het personeel van het Grondbeleid, het verzorgings-, bijstands- en buitenschoolspersoneel – niet gesubsidieerd onderwijzend personeel met het oog op de toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) en meer specifiek zijn Hoofdstuk II – De kaders van het organiek besluit van het personeel – Bijlage I : De kaders van het personeel en Bijlage III : tabellen van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en graden ;

gezien in het bijzonder het kader van het administratief personeel ;

gelet op de inwerkingtreding, vanaf 25 mei 2018, van de Europese reglementering betreffende de gegevensbescherming ;

overwegende dat onze administratie wettelijk verplicht is om bepaalde documenten en dossiers gedurende meerdere jaren te bewaren ;

gezien dat onze administratie dagelijks tal van persoonlijke gegevens verwerkt, hebben we de verplichting om de wetgeving op de AVG na te komen ;

overwegende dat deze naleving, de aanstelling vereist van een afgevaardigde voor gegevensbescherming, die belast zal zijn met het opzetten van een optimale beveiliging van persoonsgegevens ;

gezien de taken die zijn toegewezen aan de afgevaardigde voor gegevensbescherming (het opstellen van een register van verwerkingsactiviteiten, het opstellen en monitoren van een gegevensbeschermingsbeleid, het opmaken van de procedures, de bewustmaking en het opleiden van het personeel, ...) het dus noodzakelijk is om een aanvullende betrekking van niveau A, afgevaardigde gegevensbescherming, te scheppen ;

overwegende dat het ook noodzakelijk is specifieke regels vast te stellen met betrekking tot de loopbaanontwikkeling ;

overwegende dat het ontwerp van deze beraadslaging onderworpen werd aan de onderhandeling met de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties waarvan protocol in bijlage ;

gezien zijn artikels 100, 117en 145 van de Nieuwe gemeentewet ;

BESLIST :

- om een betrekking van bestuurssecretaris – DPO – niveau A, te scheppen, bij het Hoofdstuk II – De kaders – I – Administratief personeel van het organiek besluit voor het administratief en technisch personeel ;
- om de betrekking van bestuurssecretaris – DPO – toe te voegen aan de bijlage III tabel van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en graden ;
- om de statutaire bestuurssecretaris – DPO te laten genieten van een vlakke loopbaan* zoals hierna beschreven :

na 9 jaar graadanciënniteit in niveau A : A4*

na 15 jaar graadanciënniteit in niveau A : A5*

De stageperiode wordt in de niveauanciënniteit ingesloten.

*telkens onder voorbehoud van positieve evaluaties
afschrift van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de H. Minister-Voorzitter van het Gouvernement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de H. Gemeenteontvanger en aan de Dienst « Personeelsbeleid ».

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

A supplémentaire - DPO - FR - annexe I.docx, A supplémentaire - DPO - NL- bijlage III.docx, A supplémentaire - DPO - NL- bijlage I.docx, protocol DPO.pdf, A supplémentaire - DPO - FR annexe III.docx

21.01.2019/A/0009 **Personnel communal – Chapitre II – Des Cadres de l’arrêté organique pour le personnel administratif – Annexe I : Les cadres du personnel et Annexe III : tableau des conditions d’accès aux niveaux et aux grades – Création d’un emploi supplémentaire de secrétaire d’administration – Archiviste – Modifications.**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, de soins, d’assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l’application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) et plus particulièrement le Chapitre II – Des Cadres de l’arrêté organique pour le personnel – Annexe I : Les cadres du personnel et Annexe III : tableau des conditions d’accès aux niveaux et aux grades ;

Considérant qu’actuellement le poste d’archiviste n’est pas prévu au cadre du personnel administratif ;

Considérant que notre administration a une obligation légale de conserver certains documents et dossiers pendant plusieurs années ;

Considérant que notre administration archive également toutes les pièces qui constituent la mémoire de notre institution (décisions collège et conseil) ;

Considérant que l’archivage de tous ces documents est basé sur certaines règles fondamentales (types de documents à conserver, méthodes et durées de conservation, conditions de destruction, modalités d’accès, ...) ;

Considérant qu’afin d’optimiser au maximum l’utilisation des ressources espaces de notre « Nouveau Centre Administratif », notre administration souhaite mettre en place une nouvelle politique d’archivage ;

Considérant que, vu l’importance et le travail fastidieux de cette mission, il s’avère nécessaire de créer un poste supplémentaire de secrétaire d’administration – archiviste au cadre du personnel administratif ;

Considérant qu’il est également nécessaire de fixer les règles particulières en ce qui concerne l’évolution de carrière ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives dont protocole ci-annexé ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- De créer un emploi de secrétaire d'administration - Archiviste – niveau A, au Chapitre II – Des Cadres – I – Personnel administratif de l'arrêté organique pour le personnel administratif et technique ;
- D'inclure l'emploi de secrétaire d'administration – Archiviste à l'annexe III tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades
- De faire bénéficier l'archiviste statutaire de la carrière plane* décrite ci-dessous :

Après 9 ans d'ancienneté de grade dans le niveau A : A4*

Après 15 ans d'ancienneté de grade dans le niveau A : A5*

La période de stage étant incluse dans l'ancienneté de niveau.

*à chaque fois sous réserve d'évaluations positives

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal et au service « Gestion des Ressources Humaines ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Gemeentepersoneel – Hoofdstuk II – De kaders van het organiek besluit voor het administratief personeel – Bijlage I : De kaders van het personeel en Bijlage III : tabellen van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en tot de graden – Schepping van een aanvullende betrekking van bestuurssecretaris – Archivaris – Wijzigingen.

De Gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, het personeel van het Grondbeleid, het verzorgings-, bijstands- en buitenschoolspersoneel – niet gesubsidieerd onderwijzend personeel met het oog op de toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) en meer specifiek zijn Hoofdstuk II – De kaders van het organiek besluit van het personeel – Bijlage I : De kaders van het personeel en Bijlage III : tabellen van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en graden ;

gezien in het bijzonder het kader van het administratief personeel ;

gelet op de inwerkingtreding, vanaf 25 mei 2018, van de Europese reglementering betreffende de gegevensbescherming ;

overwegende dat onze administratie wettelijk verplicht is om bepaalde documenten en dossiers gedurende meerdere jaren te bewaren ;

gezien dat onze administratie dagelijks tal van persoonlijke gegevens verwerkt, hebben we de verplichting om de wetgeving op de AVG na te komen ;

overwegende dat deze naleving, de aanstelling vereist van een afgevaardigde voor gegevensbescherming, die belast zal zijn met het opzetten van een optimale beveiliging van persoonsgegevens ;

gezien de taken die zijn toegewezen aan de afgevaardigde voor gegevensbescherming (het opstellen van een register van verwerkingsactiviteiten, het opstellen en monitoren van een gegevensbeschermingsbeleid, het opmaken van de procedures, de bewustmaking en het opleiden van het personeel, ...) het dus noodzakelijk is om een aanvullende betrekking van niveau A, afgevaardigde gegevensbescherming, te scheppen ;

overwegende dat het ook noodzakelijk is specifieke regels vast te stellen met betrekking tot de loopbaanontwikkeling ;

overwegende dat het ontwerp van deze beraadslaging onderworpen werd aan de onderhandeling met de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties waarvan protocol in bijlage ;

gezien zijn artikels 100, 117en 145 van de Nieuwe gemeentewet ;

BESLIST :

- om een betrekking van bestuurssecretaris – DPO – niveau A, te scheppen, bij het Hoofdstuk II – De kaders – I – Administratief personeel van het organiek besluit voor het administratief en technisch personeel ;
- om de betrekking van bestuurssecretaris – DPO – toe te voegen aan de bijlage III tabel van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en graden ;
- om de statutaire bestuurssecretaris – DPO te laten genieten van een vlakke loopbaan* zoals hierna beschreven :

na 9 jaar graadanciënniteit in niveau A : A4*

na 15 jaar graadanciënniteit in niveau A : A5*

De stageperiode wordt in de niveauanciënniteit ingesloten.

*telkens onder voorbehoud van positieve evaluaties

afschrift van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de H. Minister-Voorzitter van het Gouvernement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de H. Gemeenteontvanger en aan de Dienst « Personeelsbeleid ».

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

protocol archiviste.pdf, A supplémentaire - archiviste - NL- bijlage III.docx, A supplémentaire - archiviste - FR annexe III.docx, A supplémentaire - Archiviste - FR - annexe I.docx, A supplémentaire - archiviste - NL- bijlage I.docx

21.01.2019/A/0010 **Personnel enseignant non subventionné par la Communauté française (instituteurs) : modification du règlement adopté le 19 septembre 2016**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 19 septembre 2016 adoptant un règlement à annexer au Statut pécuniaire et modifiant l'article 1^{er} du règlement relatif aux chèques-repas électroniques ;

Considérant que le service de l'enseignement est amené à recruter des instituteurs qui ne sont pas pourvus des titres requis, mais qu'il est autorisé à engager, cette profession faisant partie des métiers en pénurie ;

Considérant que les instituteurs engagés dans ce cadre bénéficient, à la Communauté française d'un barème spécifique ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives, dont protocole en annexe ;

Vu l'article 145 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

Article 1^{er}

Le tableau de l'article 5 de l'annexe au Statut pécuniaire intitulée « Personnel enseignant (instituteurs) non subventionné par la Communauté française », est modifié comme suit :

Grade	Barème
Instituteur – titre de pénurie – Puériculteur	301-1a- 1b
Instituteur porteur d'un diplôme de baccalauréat d'instituteur primaire et/ou maternel	301
Instituteur porteur d'un diplôme de master en science de l'éducation	501

Article 2

L'article 11 de la même annexe est modifié comme suit :

Le barème 301-1a-1b est ajouté aux barèmes d'application à la commune d'Etterbeek et se développe comme suit :

Minimum : 15.620,90 €
Maximum : 28.210,34 €
1 annale de 546,49 €
1 triennale de 1.092,98 €
1 annale de 896,33 €
1 biennale de 913,04 €
10 biennales de 914,06 €

Le barème 301 est ajouté aux barèmes d'application à la commune d'Etterbeek et se développe comme suit :

Minimum : 17.081,45 €
Maximum : 29.670,89 €
1 annale de 546,49 €
1 annale de 1.092,98 €
1 triennale de 896,33 €
1 biennale de 913,04 €
10 biennales de 914,06 €

Le barème 501 est ajouté aux barèmes d'application à la commune d'Etterbeek et se développe comme suit :

Minimum : 21.333,02 €
Maximum : 37.680,18 €
1 annale de 691,13 €
1 annale de 1.382,26 €
1 triennale de 1.293,07 €
10 biennales de 1.293,07 €.

Article 3

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal, aux services des Finances et du Personnel.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Niet door de Franse gemeenschap gesubsidieerd leerkracht personeel (onderwijzers) : wijziging van het reglement aangepast op 19 september 2016

De Gemeenteraad,

Herzien haar beraadslaging van 19 september 2016 houdende goedkeuring van een reglement aan het Geldelijk statuut bij te voegen en tot wijziging van het artikel 1 van het reglement betreffende de elektronische maaltijdcheques;

Overwegende dat de dienst onderwijs wellicht moet onderwijzers aanwerven die niet voorzien worden van de vereiste diploma's, maar die ze mag in dienst nemen want dit beroep deel maakt van de knelpuntberoepen;

Overwegende dat de in deze kader aangeworven onderwijzers genieten, bij de Franse gemeenschap, van een specifiek barema;

Overwegende dat het ontwerp van deze beraadslaging ter onderhandeling voorgelegd werd aan de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties, waarvan protocol in bijlage;

Gelet op artikel 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

Artikel 1

De tabel van het artikel 5 van de bijlage aan het Geldelijk statuut benoemd "Niet gesubsidieerde leerkracht personeel (onderwijzers)" wordt als volgt gewijzigd :

Graad	Barema
Onderwijzer - knelpuntberoep - kinderverzorger	301-1a- 1b
Onderwijzer met een bachelordiploma leerkracht lager en/of kleuteronderwijs	301
Onderwijzer met een masterdiploma in opvoedingswetenschappen	501

Artikel 2

Het artikel 11 van dezelfde bijlage wordt als volgt gewijzigd :

Barema 301-1a-1b wordt toegevoegd aan de barema's die van toepassing zijn op de gemeente Etterbeek en ontwikkelt zich als volgt :

Minimum : € 15.620,90
Maximum : € 28.210,34
1 eenjarige van € 546,49
1 driejarige van € 1.092,98
1 eenjarige van € 896,33
1 tweejarige van € 913,04
10 tweejarigen van € 914,06.

Barema 301 wordt toegevoegd aan de barema's die van toepassing zijn op de gemeente Etterbeek en ontwikkelt zich als volgt :

Minimum : € 17.081,45
Maximum : € 29.670,89
1 eenjarige van € 546,49
1 eenjarige van € 1.092,98
1 driejarige van € 896,33
1 tweejarige van € 913,04
10 tweejarigen van € 914,06.

Barema 501 wordt toegevoegd aan de barema's die van toepassing zijn op de gemeente Etterbeek en ontwikkelt zich als volgt :

Minimum : € 21.333,02

Maximum : € 37.680,18
1 eenjarige van € 691,13
1 eenjarige van € 1.382,26
1 driejarige van € 1.293,07
10 tweejarigen van € 1.293,07.

Artikel 3

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal verstuurd worden naar de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de gemeenteontvanger en aan de diensten Financiën en Human Resources.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen
délibéré19092016.pdf, protocol enseignement.pdf, beraad19092016.pdf*

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

21.01.2019/A/0011 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Date : 20 décembre 2018.

Objet : Immeuble sis 2 avenue du Maelbeek – Mise en conformité de l'ascenseur - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 28.000,00 € (hors T.V.A.) - 33.880,00 € T.V.A. 21 % comprise.

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire 2019 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 décembre 2018 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 135.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden –

Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 135.000,00 € ;

Aangezien de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werd genomen :

Datum : 20 december 2018.

Onderwerp: Gebouw gelegen 2 Maalbeeklaan – In overeenstemming met de verplichte normen van de lift - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave :28.000,00 € (zonder B.T.W.) - 33.880,00 € B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel: 243.01 van de gewone begroting 2019 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2018 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 135.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

21.01.2019/A/0012 Régie Foncière – Marché par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 13 décembre 2018.

Objet : Fourniture de quincaillerie – D'outillage – De matériel de construction – De carrelage – De plaques de plâtre et de matériaux et d'accessoires appropriés - Exercice 2019 - Approbation des

conditions et du type de procédure - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.
Estimation de la dépense : 30.000,00 € (hors T.V.A.) – 36.300,00 € T.V.A. 21 % comprise.
Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2019 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 13 décembre 2018 relative à un marché par procédure négociée sans publicité préalable.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 135.000,00 € ;

Aangezien de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werd genomen.

Datum : 13 december 2018.

Onderwerp: Levering van ijzerwaren – gereedschappen – bouwmaterialen – tegelbekleding – gipsplaten en van bouwstoffen en aangepaste benodigdheden – Dienstjaar 2019 - Goedkeuring van de voorwaarden en de gunningswijze - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.
Raming van de uitgave : 30.000,00 € zonder B.T.W. – 36.300,00 € B.T.W. 21 % inbegrepen.
Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2019 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 december 2018 betreffende de overheidsopdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

21.01.2019/A/0013 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la

procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Date : 13 décembre 2018.

Objet : Immeuble sis 6 rue de l'Etang – Remplacement de douze portiers vidéos - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 7.000,00 € (T.V.A. 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2019 de la Régie Foncière.

Date : 20 décembre 2018.

Objet : Elaboration des certificats PEB pour les logements communaux gérés par le service de la Régie Foncière – Exercice 2019 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 7.000,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire 2019 de la Régie Foncière.

Date : 20 décembre 2018.

Objet : Elaboration des états des lieux d'entrée et de sortie du patrimoine géré par le service de la Régie Foncière – Exercice 2019 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 8.000,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire 2019 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 13 et 20 décembre 2018 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 135.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 135.000,00 € ;

Aangezien de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden ;

Aangezien de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen :

:

Datum : 13 december 2018.

Onderwerp: Gebouw gelegen 6 Vijverstraat – Vervanging van twaalf video-deuropeners - Goedkeuring van en de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 7.000,00 € (B.T.W. 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2019 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 20 december 2018.

Onderwerp: Certificaten EPB van de gemeentelijke woningen beheerd door de dienst van de Regie van Grondbeleid - Goedkeuring van en de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 7.000,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel : 612.01 van de gewone begroting 2019 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 20 december 2018.

Onderwerp: Beschrijvingen van de in- en uitredende toestand van de woningen beheerd door de dienst van de Regie van Grondbeleid – Dienstjaar 2019 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 8.000,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel : 612.01 van de gewone begroting 2019 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 en 20 december 2018 betreffende de overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 135.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Eliane Paulissen entre en séance / treedt in zitting.

Contrats de quartiers durables - Duurzaamewijkcontracten

21.01.2019/A/0014 **Subside de Bruxelles Environnement (« Good Food ») : signature d'une convention avec la Région bruxelloise pour un projet concernant le lancement du futur petit Horeca dans l'Orangerie Hap.**

Le Conseil communal,

Considérant l'appel à projets 2018 de Bruxelles Environnement (« Good Food »), à l'intention des communes et CPAS bruxellois, pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables ;

Considérant que le petit Horeca prévu dans l'Orangerie Hap (dans le cadre du CQD Chasse-Gray) serait mis en exploitation en début 2021 ;

Considérant qu'il est important de préparer en amont la gestion des futures infrastructures du CQD Chasse-Gray ;

Considérant que, conformément au Programme du CQD Chasse-Gray, le futur petit Horeca serait a priori mis en concession, avec cahier des charges portant principalement sur :

- Orientation durable : label Good Food (ambition : 3 toques), autoproduction partielle, alimentation durable, circuits courts, agriculture urbaine, produits locaux de saison, etc. (en lien notamment avec le futur potager urbain adjacent à l'Orangerie),

- Orientation sociale : tarification différenciée selon des modalités à définir,
- Economie sociale / ISP : collaboration avec CPAS / MLE / école hôtelière... A définir
- Sensibilisation et éducation au « mieux manger » (ateliers, etc.) ;

Vu la décision du Collège du 31/05/18 d'autoriser la remise d'une candidature par Etterbeek concernant le lancement du futur petit Horeca dans l'Orangerie Hap (dans le cadre de l'appel à projets 2018 de Bruxelles Environnement) ;

Considérant que la candidature en question a été retenue par la Région bruxelloise pour l'octroi du subsidie ;

Considérant dès lors que la Région invite la commune d'Etterbeek à signer une convention qui cadre cette collaboration (voir ci-joint) ;

Considérant que le subsidie régional aura les principales caractéristiques suivantes :

- Recruter un prestataire externe spécialisé et compétent qui réalisera une recherche-action qui nous permettra de lancer l'Horeca dans les meilleures conditions (étude de faisabilité économique et technique, liaison avec le futur potager urbain attenant, initiation de partenariats, cahier des charges...),
- Installer une Cellule de Pilotage pour le suivi,
- Année concernée par la recherche-action et le subsidie : 2019,
- Montant du subsidie obtenu : 25.000 € (+ 10% de cofinancement obligatoire via Etterbeek – le projet européen CRISCO, dont les objectifs sont similaires, pourrait assurer cette participation financière) ;

DECIDE

d'autoriser la signature d'une convention avec la Région bruxelloise dans le cadre d'un subsidie de Bruxelles Environnement (« Good Food »), pour un projet concernant le lancement du futur petit Horeca dans l'Orangerie Hap.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Subsidie van Brussel Leefmilieu (“Good Food”): ondertekening van een overeenkomst met het Brusselse Gewest voor een project met betrekking tot de opening van de toekomstige kleine horecazaak in de Oranjerie van het Happark.

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep 2018 van Brussel Leefmilieu (“Good Food”) voor de Brusselse gemeenten en OCMW's voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten;

overwegende dat de kleine horecazaak die voorzien is in de Oranjerie van het Happark (in het kader van het DWC Jacht-Gray) uitgebaat zou worden vanaf begin 2021;

overwegende dat het belangrijk is om het beheer van de toekomstige infrastructuur van het DWC Jacht-Gray vooraf voor te bereiden;

overwegende dat de toekomstige kleine horecazaak, in overeenstemming met het programma van het DWC Jacht-Gray, in concessie zou worden gegeven met een bestek dat hoofdzakelijk steunt op:

- Duurzame oriëntering: “Good Food”-label (ambitie: 3 mutsen), gedeeltelijk eigen productie, duurzame voeding, korte ketens, stadslandbouw, lokale en seizoensgebonden producten, enz.

(verband met de toekomstige stadsmoestuin die naast de Oranjerie ligt);

- Sociale oriëntering: gedifferentieerde tariefbepaling volgens regels die nog bepaald moeten worden;
- Sociale economie/SPI: samenwerking met OCMW / MLE / hotelschool... Te bepalen
- Bewustmaking en vorming over “beter eten” (workshops, enz.);

gelet op de beslissing van het college van 31/05/18 om toestemming te geven voor het indienen van een kandidatuur door Etterbeek met betrekking tot de opening van de toekomstige kleine horecazaak in de Oranjerie van het Happark (in het kader van de projectoproep 2018 van Brussel Leefmilieu);

overwegende dat de kandidatuur in kwestie gekozen werd door het Brussels Gewest voor de toekenning van de subsidie;

overwegende dat het Gewest de gemeente Etterbeek daarom uitnodigt om een overeenkomst te ondertekenen die deze samenwerking regelt (zie bijlage);

overwegende dat de gewestelijke subsidie hoofdzakelijk gebruikt zal worden om:

- Een gespecialiseerde en competente externe dienstverlener aan te werven die een actie-onderzoek uitvoert zodat we de horecazaak in de beste omstandigheden kunnen openen (onderzoek naar de economische en technische haalbaarheid, verband met de toekomstige stadstuin naast de Oranjerie, initiatief voor partnerschappen, bestekken...);
- Een stuurgroep op te richten voor de opvolging;
- Jaar waarop het actie-onderzoek en de subsidie betrekking hebben: 2019
- Bedrag van de verkregen subsidie: € 25.000 (+ 10% verplichte medefinanciering via Etterbeek – het Europese project CRISCO, waarvan de doelstellingen verwant zijn, zou die financiële bijdrage kunnen verzekeren);

BESLIST

toestemming te geven voor de ondertekening van een overeenkomst met het Brussels Gewest in het kader van een subsidie van Brussel Leefmilieu (“Good Food”) voor een project met betrekking tot de opening van de toekomstige kleine horecazaak in de Oranjerie van het Happark.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

CONT_2018_Etterbeek_GoodFood_HorecaHap.pdf

Maison des Enfants - Maison des Enfants

21.01.2019/A/0015 **Mise en exploitation de l'immeuble situé avenue du Préau n°24, réhabilité dans le cadre du Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray**

Le Conseil communal,

Vu l'approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du Programme du Contrat de Quartier Durable (CQD) Chasse-Gray en date du 18/12/2014 ;

Considérant que le Pôle 3 « Intergénération » fait partie du CQD Chasse-Gray et concerne l'îlot formé

par la chaussée de Wavre, l'avenue d'Auderghem et les rues Fétis et Sneessens ;

Vu l'adoption par le Conseil Communal du 04/05/2015 du Programme « Intergénérations » dans le cadre du CQD ;

Considérant que le pôle « Intergénérations » comporte notamment l'aménagement d'une ludothèque et d'une mezzanine polyvalente dans l'ancien club de pétanque (bâtiment Préau 24) ;

Vu la « note d'orientation indicative sur les plans de gestion des futures infrastructures du CQD Chasse-Gray », adoptée par le Collège du 24/05/18 et présentée à la Commission de Quartier (CoQ) du 27/06/18 ;

Considérant que les travaux du pôle « Intergénérations » ont commencé et que :

- Le bâtiment Préau 24 sera bientôt prêt,
- Le bâtiment 233 Auderghem doit être vidé pour que les travaux puissent y débiter (fin des travaux prévue le 31/12/19),
- Dès lors, le déménagement depuis le 233 Auderghem vers le 24 Préau est prévu le 04/02/19 ;

Considérant qu'il convient de cadrer cette nouvelle occupation du bâtiment Préau 24 ;

Considérant les travaux préparatoires et les consultations ayant eu lieu sur le sujet, qui se sont soldées principalement par :

- une note explicative sur le sujet (voir ci-joint),
- un projet d'occupation précaire concernant la ludothèque (voir ci-joint),
- un projet de ROI concernant l'espace « mezzanine » (voir ci-joint) ;

DECIDE

D'autoriser la mise en exploitation de l'immeuble situé avenue du Préau n°24, et plus précisément d'adopter (1) une note explicative sur le sujet, (2) un projet d'occupation précaire concernant la ludothèque et (3) un projet de ROI concernant l'espace « mezzanine ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Ingebruikname van het gebouw gelegen Pandhoflaan 24, dat gerenoveerd werd in het kader van het Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray

De gemeenteraad,

gelet op de goedkeuring van het programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) Jacht-Gray door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 18/12/2014;

overwegende dat pool 3 "Intergeneraties" deel uitmaakt van het DWC Jacht-Gray betrekking heeft op het huizenblok dat gevormd wordt door de Waverssesteenweg, de Oudergemlaan, de Fétisstraat en de Sneessensstraat;

gelet op de goedkeuring van het programma "Intergeneraties" door de gemeenteraad van 04/05/2015 in het kader van het DWC;

overwegende dat de inrichting van een spelothek en een polyvalente mezzanine in de voormalige petanqueclub (gebouw Pandhoflaan 24) deel uitmaakt van de pool "Intergeneraties";

gelet op de "indicatieve oriëntatienota voor de beheerplannen van de toekomstige infrastructuur van het DWC Jacht-Gray", die goedgekeurd werd door het college van 24/05/18 en voorgesteld werd aan de wijkcommissie van 27/06/18;

overwegende dat de werkzaamheden van de pool “Intergeneraties” begonnen zijn en dat:

- het gebouw gelegen Pandhoflaan 24 binnenkort klaar zal zijn;
- het gebouw gelegen Oudergemlaan 233 leeggemaakt moet worden zodat de werkzaamheden daar van start kunnen gaan (einde van de werkzaamheden gepland op 31/12/19);
- de verhuizing van de Oudergemlaan 233 naar de Pandhoflaan 24 gepland is op 04/02/19;

overwegende dat het aangewezen is om die nieuwe bezetting van het gebouw gelegen Pandhoflaan 24 te regelen;

gelet op de voorbereidende werkzaamheden en de raadplegingen die hierover hebben plaatsgevonden, die in het bijzonder geleid hebben tot:

- een toelichtende nota (zie bijlage);
- een ontwerp voor de preciaire bezetting van de spelothek (zie bijlage);
- een ontwerp voor het huishoudelijk reglement voor de ruimte “mezzanine” (zie bijlage);

BESLIST

om toestemming te geven voor de ingebruikname van het gebouw gelegen Pandhoflaan 24 en meer bepaald om (1) een toelichtende nota, (2) een ontwerp voor de preciaire bezetting van de spelothek en (3) een ontwerp van een huishoudelijk reglement voor de ruimte “mezzanine” goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

20190114_Preau+24+ROI+canevas+%2800000003%29.pdf,

Note+demarrage+ludotheque+CQD+fev2019.pdf,

20190114_Convention+occupation+precaire+ludotheque+24+Preau+V111218+%2800000003%29.pdf

Enseignement (sauf promotion sociale) - Onderwijs (behalve sociale promotie)

21.01.2019/A/0016 **Enseignement - Convention entre la commune d'Etterbeek et la Région de Bruxelles-Capitale - Projet de lutte contre l'absentéisme scolaire "Dispositif Accrochage Scolaire".**

Le Conseil communal,

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22/11/2018 accordant une subvention de 5.852.609,-€ pour les années scolaires 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021 aux communes bruxelloises à titre de soutien aux projets du Dispositif d'Accrochage Scolaire de la Région de Bruxelles-Capitale ; que la subvention accordée à Etterbeek est de 411.080,-€ ;

Vue les articles 117 et 149 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

D'autoriser la passation d'une convention de mise à disposition équivalente à 411.080,-€ destinée à couvrir les projets dans le cadre du Dispositif d'Accrochage Scolaire pour la période du 01/09/2018 au 30/06/2021 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek.

La présente délibération sera transmise à la Région de Bruxelles-Capitale, et à la coordinatrice du

Dispositif Accrochage Scolaire.

CONVENTION ENTRE

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par Rudi Vervoort, Ministre-Président, dénommé ci-après "La Région de Bruxelles-Capitale"

ET

LA COMMUNE d'Etterbeek représentée par
(nom +fonction)
dénommé(e) ci-après "le bénéficiaire"

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

ARTICLE 1 ER : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant de 411.080 EUR conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

ARTICLE 2: OBJET DE LA SUBVENTION

La subvention de 411.080 EUR est allouée au bénéficiaire pour couvrir les frais liés au DAS 2018-2021.
Visa n° : 1804110045

A verser sur le compte n°

Les dépenses qui pourront être prises en charge par la subvention sont :

- Les frais de vacations
- Les frais de fonctionnement

ARTICLE 3: DUREE

La convention porte sur la période suivante: 01/09/2018 au 30/06/2021.

ARTICLE 4: MODALITES DE LIQUIDATION

La subvention de 411.080 EUR sera liquidée en quatre tranches :

- une première tranche de 40% du montant de la subvention sur la base d'une déclaration de créance.
- une deuxième tranche de 30% du montant de la subvention après réception et analyse du rapport d'évaluation intermédiaire des activités menées au cours du premier semestre 2019 et des pièces justificatives y relatives, sur la base d'une déclaration de créance.
- une troisième tranche de 20% du montant de la subvention après réception et analyse du rapport d'évaluation intermédiaire des activités menées au cours du deuxième semestre de l'année 2019 et du premier semestre de l'année 2020 et des pièces justificatives y relatives, sur base d'une déclaration de créance.
- le solde de 10% du montant de la subvention sera liquidé après réception et analyse du rapport d'évaluation final des activités menées au cours de deuxième semestre 2021 et des pièces justificatives y relatives sur base d'une déclaration de créance.

Les déclarations de créance doivent, conformément à l'article 5 de cette convention, être envoyées à la Comptabilité de perspective.brussels, Rue de Namur 59, à 1000 Bruxelles ou par e-mail : inv.bf@perspective.brussels.

Les justificatifs et rapports d'évaluation doivent par contre être adressés au Service Ecole de perspective.brussels, à l'attention de Madame Julie Lumen, Rue de Namur, 59, à 1000 Bruxelles.

Après examen du dossier de décompte final par l'administration, celle-ci prendra contact avec la Commune afin d'introduire une déclaration de créance pour le montant accepté. Celle-ci devra être adressée à la Comptabilité de perspective.brussels.

ARTICLE 5: PIECES A FOURNIR LORS DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

La demande de paiement se fait sous la forme d'une "déclaration de créance" adressée à la Comptabilité de perspective.brussels; Rue de Namur 59, 1000 Bruxelles ou par e-mail: inv.bf@perspective.brussels. Cette déclaration de créance doit mentionner impérativement les éléments suivants:

- la référence ;
- le motif du paiement,
- le montant demandé en paiement,
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

En outre, cette déclaration de créance doit être rédigée sur papier à en-tête, datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

ARTICLE 6: PRESENTATION DES PIECES JUSTIFICATIVES

Les pièces justificatives à fournir concernent les frais de vacations et de fonctionnement exposés par année scolaire, qui seront consignés dans les tableaux récapitulatifs transmis par perspective.brussels lors de la notification du présent arrêté.

Ces documents mentionneront pour chaque commune, la dénomination de l'école, le numéro et le titre du projet et le montant du subside octroyé au projet.

Seront ainsi communiqués par année scolaire du triennal (2018-2019; 2019-2020; 2020-2021):

Pour les prestations fournies par des vacataires individuels:

Le tableau récapitulatif (un par projet) mentionnant de façon chronologique les différentes dépenses qui ont eu lieu durant la période allant du 1er septembre au 30 juin de l'année scolaire visée, certifié sincère, signé et daté par la direction de l'établissement scolaire qui sera clairement identifiée.

Ce tableau reprendra

- le nombre des vacataires concernés ;
- par qualification (étudiant, professeur, expert) ;
- le nombre d'heures prestées ;
- le barème (forfait) horaire;

- le montant payé ;
- le total des montants dus.

Pour les prestations fournies par les associations :

Le tableau récapitulatif (un par projet) des prestations qui ont été fournies, mentionnant de façon chronologique les différentes dépenses qui ont eu lieu durant la période allant du 1er septembre au 30 juin de l'année scolaire visée.

Ce tableau sera certifié sincère, signé et daté par la direction de l'association et contresigné par la direction d'école et reprendra:

- le nombre des vacataires concernés ;
- par qualification (étudiant, professeur, expert);
- le nombre d'heures prestées ;
- le barème (forfait) horaire ;
- le montant payé ;
- le total des montants dus.

Les vacations prises en considération concernent uniquement les périodes de cours (heures), à l'exclusion de tout autre frais.

Les tableaux récapitulatifs se termineront par un total.

Tant la direction de l'établissement scolaire que celle de l'association seront clairement identifiées.

Le Service Ecole de perspective.brussels fera parvenir aux coordinateurs communaux, chacun pour ce qui le concerne, une liste des barèmes annuels accordés aux prestataires, tels qu'arrêtés au plus tard le 30 juin de chaque année scolaire visée, compte tenu d'éventuelles modifications intervenues en cours de projet.

Passé ce délai aucun nouveau tarif ne sera pris en compte par le service Ecole gestionnaire de la subvention.

Pour les frais d'action, par projet:

Les frais afférant aux moyens d'action (maximum 4 % du montant du subside) doivent être repris dans un tableau récapitulatif énumérant de façon chronologique et numérotée, les différentes dépenses nécessaires à la réalisation des projets entre le 1er septembre et le 30 juin de l'année scolaire visée.

Ce tableau se terminera par un total et sera assorti des factures et ou tickets de caisse probants,

permettant de démontrer la pertinence des dépenses par rapport à l'objectif poursuivi.

Ne seront pris en compte en tant que frais d'action que

- les frais d'achats de petit matériel et d'équipements (pas de matériel informatique) ;
- les frais de déplacements en rapport avec les activités proposées (voire de téléphone pour certains projets portant sur la médiation) et droits d'entrée.

Pour chaque dépense en frais d'action, une preuve de paiement qui doit correspondre à la période allant du 1er septembre au 30 juin de l'année scolaire visée sera fournie.

Chacun des tableaux ci-dessus sera contresigné par le (la) coordinateur(trice) communal(e).

ARTICLE 7: PAIEMENT

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.

Les paiements seront exécutés dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

ARTICLE 8: MARCHES PUBLICS

Lorsque le bénéficiaire de la subvention est une personne morale qui, à la date de la décision de lancer un marché, a été créée pour satisfaire spécifiquement aux besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial et dont:

- soit l'activité est financée à plus de cinquante pour cent par les services du Gouvernement ou un organisme administratif autonome,
- soit la gestion est soumise à un contrôle <lesdits services ou organismes,
- soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par lesdits services et organismes,

celle-ci est soumise aux dispositions de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, conformément aux articles 2, 1^o, d) et 12 de ladite loi.

ARTICLE 9: IMPUTATION BUDGETAIRE

Le montant de la subvention est imputable sur l'article budgétaire 02 004 27 01 43 21 du budget 2018 de perspective.brussels.

ARTICLE 10: CONTROLE DES SUBVENTIONS

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu' il est question d' une subvention.

Ces articles sont reproduits in extenso ci-dessous:

Art 92: Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93: Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués .

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94: Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire:

1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention,

2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée, 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93,

4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95: Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

ARTICLE 11: LITIGES

Tout litige ou contestation relatif à la présente convention sera soumis aux Tribunaux de Bruxelles, seuls compétents.

ARTICLE 12: TRANSMISSION DES DOCUMENTS

Toutes les notifications ou communications, en vertu de la présente convention, à l'exception de(s) déclaration(s) de créance à rédiger par le bénéficiaire, seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes.

1. Pour la Région

Perspective. brussels Service Ecole Madame Julie lumen Rue de Namur 59 1000 Brnxelles

2. Pour le bénéficiaire

La Commune d'Etterbeek Avenue d' Auderghem, 113 -115

1040 Bruxelles

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Onderwijs - Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Project tegen schoolverzuim - "Programma preventie schoolverzuim".

De gemeenteraad,

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22/11/2018, dewelke een subsidie van 5.852.609,-€ toekent voor de schooljaren 2018/2019, 2019/2020 en 2020/2021 om de projecten van het Programma Preventie Schoolverzuim te ondersteunen ; dat de toegekende subsidie aan Etterbeek 411.080,-€ bedraagt ;

Gezien de artikels 117 et 149 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

Een overeenkomst goed te keuren tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Etterbeek betreffende de terbeschikingsstelling van een subsidie ter waarde van 411.080,-€ om de projecten in het kader van het Programma Preventie Schoolverzuim voor de schooljaren 2018/2019, 2019/2020 en 2020/2021 te dekken.

Deze beraadslaging zal worden gestuurd naar de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, en naar de coördinatrice van het Programma Preventie Schoolverzuim.

OVEREENKOMST TUSSEN

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door Rudi Vervoort, Minister President, hierna "het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" genoemd

EN

De Gemeente Etterbeek vertegenwoordigd door:

(naam + functie)

hierna "de begunstigde" genoemd

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1 : DOEL VAN DE OVEREENKOMST

Onderhavige overeenkomst regelt de modaliteiten van de toekenning van een subsidie aan de begunstigde door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten bedrage van 411.080 EUR conform het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22/11/2018.

Het toepassingsgebied van voornoemd besluit mag in geen geval gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden krachtens onderhavige overeenkomst.

ARTIKEL 2: DOEL VAN DE SUBSIDIE

De subsidie van 411.080 EUR wordt aan de begunstigde toegekend om de kosten betreffende het PPS voor de periode 2019-2021 te dekken.

Visa nr : 1804110045

Te storten op het nummer:

De volgende uitgaven kunnen door de subsidie ten laste worden genomen:

- De kosten voor de prestaties van hulppersoneel De werkingskosten

ARTIKEL 3: DUUR

De overeenkomst handelt over de volgende periode: 01/09/2018 tot 30/06/2021.

ARTIKEL 4: BETALINGSMODALITEITEN

De subsidie van 411.080 euro wordt in 4 schijven uitbetaald :

- een eerste schijf van 40% van het subsidiebedrag op basis van een schuldvordering.
- een tweede schijf van 30% van het subsidiebedrag na ontvangst en analyse van het tussentijds evaluatierapport van de activiteiten die plaatsvonden in het eerste semester van 2019 en de bijhorende verantwoordingsstukken, op basis van een schuldvordering.
- een derde schijf van 20% van het subsidiebedrag na ontvangst en analyse van het tussentijds evaluatierapport van de activiteiten die plaatsvonden in het tweede semester van 2019 en het eerste semester van 2020 en de bijhorende verantwoordingsstukken, op basis van een schuldvordering.
- een vierde schijf van 10% van het subsidiebedrag zal worden uitbetaald na ontvangst en analyse van het finaal evaluatierapport van de activiteiten die in het tweede semester van 2021 plaatsvonden en de bijhorende verantwoordingsstukken, op basis van een schuldvordering.

De schuldvorderingen moeten, conform het artikel 5 van deze overeenkomst, worden overgemaakt aan de Boekhouding van perspective.brussels; 59 Naamsestraat, 1000 Brussel of per email: inv.bf@perspective.brussels.

De verantwoordingsstukken en de evaluatierapporten dienen daarentegen opgestuurd te worden aan de Dienst Scholen t.a.v. Mevrouw Julie Lumen, 59 Naamsestraat te 1000 Brussel.

Na onderzoek van het dossier van de eindafrekening neemt het bestuur contact op met de vereniging met het oog op de indiening van een schuldvordering voor het aanvaarde bedrag. Deze schuldvordering dient gericht te worden aan de Boekhouding van perspective.brussels.

ARTIKEL 5: DE BEZORGEN STUKKEN BIJ DE BETALINGSAANVRAAG

De betalingsaanvraag moet gebeuren in de vorm van een "schuldvordering" gericht aan de Boekhouding van perspective.brussels; 59 Naamsestraat, 1000 Brussel of per email : inv.bf@perspective.brussels.

Deze schuldvordering dient verplicht de volgende elementen bevatten:

- het kenmerk;
- de betalingsreden,
- het gevraagde te betalen bedrag,
- het nummer van de bankrekening waarop het bedrag moet worden gestort.

Bovendien moet deze schuldvordering opgesteld worden op papier met briefhoofd, gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is de begunstigde te binden.

ARTIKEL 6: VOORLEGGING VAN DE BEWIJSSTUKKEN

De in te dienen verantwoordingsstukken betreffen de personeels- en de werkingskosten per schooljaar, die ingeschreven moeten worden in de samenvattende tabellen. Die tabellen zullen naar aanleiding van de kennisgeving van het huidige besluit door perspective.brussels overgemaakt worden.

Die documenten moeten voor elke gemeente de naam van de school, het nummer en de titel van het

project vermelden en het bedrag van de subsidie dat aan het project werd toegekend.

Voor elk van de drie schooljaren (2018-2019; 2019-2020; 2020-2021) moet dus het volgende worden verstrekt:

Voorde prestaties verstrekt door de afzonderlijke hulppersoneelsleden:

De overzichtstabel (één per project) van de geleverde prestaties, die chronologisch de verschillende uitgaven vermeldt die plaatsvonden in de periode tussen 1 september en 30 juni van het schooljaar in kwestie. Die label moet voor waar en echt verklaard, getekend en gedateerd worden door de schooldirectie die duidelijk moet worden geïdentificeerd.

Die label moet de volgende elementen bevatten:

- het aantal betrokken hulppersoneelsleden;
- met hun kwalificatie (student, leerkracht, expert);
- het aantal gepresteerde uren;
- het uurloon (forfait);
- het betaalde bedrag;
- het totale verschuldigde bedrag.

Voor de prestaties verstrekt door de verenigingen:

De overzichtstabel (één per project) van de geleverde prestaties, die chronologisch de verschillende uitgaven vermeldt die plaatsvonden in de periode tussen 1 september tot 30 juni van het schooljaar in kwestie.

Die label moet voor waar en echt verklaard worden, getekend en gedateerd door de directie van de vereniging en medeondertekend door de schooldirectie en moet de volgende elementen bevatten:

- het aantal betrokken hulppersoneelsleden;
- met hun kwalificatie (student, leerkracht, expert);
- het aantal gepresteerde uren;
- het uurloon (forfait);
- het betaalde bedrag;
- het totale verschuldigde bedrag.

De prestaties die in aanmerking worden genomen betreffen enkel lesperiodes (uren) met uitsluiting van alle andere kosten.

De overzichtstabellen moeten met een totaal afgesloten worden.

Zowel de schooldirectie als de directie van de vereniging moeten duidelijk worden geïdentificeerd.

De Schooldienst van perspective.brussels bezorgt aan de gemeentelijke coördinatoren, elk voor wat hem of haar betreft, een lijst met de jaarlijkse barema's die aan het hulppersoneel wordt toegekend en die ten laatste op 30 juni van elk schooljaar in kwestie worden vastgesteld, rekening houdende met eventuele veranderingen die zich in de loop van het project hebben voorgedaan.

Na die termijn zal de Schooldienst belast met het beheer van de subsidie geen ander nieuw tarief in aanmerking nemen.

Voor de werkingskosten, per project:

De kosten met betrekking tot de actiemiddelen (maximaal 4% van het bedrag van de subsidie) moeten opgenomen worden in een overzichtstabel die chronologisch en genummerd de verschillende uitgaven moet opsommen die noodzakelijk waren voor de uitvoering van de projecten tussen 1 september en 30 juni van het schooljaar in kwestie.

Bij de label die afgesloten moet worden met een totaal moeten bewijskrachtige facturen of kastickets gevoegd worden die aantonen dat de uitgaven relevant zijn voor het nagestreefde doel.

Als werkingskosten worden enkel in aanmerking genomen:

- de kosten voor de aankoop van klein materiaal en uitrusting (geen computermateriaal);
- de verplaatsingskosten met betrekking tot de georganiseerde activiteiten (ook telefoonkosten voor sommige bemiddelingsprojecten) en toegangsbewijzen.

Voor elke uitgave in verband met actiekosten moet een betalingsbewijs overgemaakt worden, dat moet overeenkomen met de subsidieperiode, namelijk van 1 september tot 30 juni van het schooljaar in kwestie.

Elk van de bovenvermelde tabellen moet door de gemeentelijke coördinator(trice) worden ondertekend.

ARTIKE 7: UITBETALING

De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten.

Deze betalingen worden zo spoedig mogelijk uitgevoerd rekening houdend met de controlevereisten.

ARTIKEL 8: OVERHEIDSOPDRACHTEN

Indien de begunstigde van een subsidie een rechtspersoon is die op de datum van de beslissing om een

opdracht uit te schrijven, opgericht werd met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen nut die niet van industriële of commerciële aard zijn en waarvan:

- ofwel de werkzaamheden voor meer dan vijftig procent gefinancierd worden door de diensten van de Regering of een autonome bestuur instelling,
- ofwel het beheer onderworpen is aan toezicht door die diensten of instellingen,
- ofwel de leden van het bestuurs-, directie- of toezichtsorgaan voor meer dan de helft door die diensten of instellingen aangesteld zijn,

dan is deze onderworpen aan de bepalingen van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, overeenkomstig artikelen 2, 1, d) en 12 van die wet.

ARTIKEL 9: BUDGETTAIRE AANREKENING

Hel bedrag van de subsidie dient op begrotingsartikel 02 004 27 01 43 21 van de begroting 2018 van perspective.brussels te worden geboekt.

ARTIKEL 10: CONTROLE VAN DE SUBSIDIES

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing van zodra er sprake is van een subsidie.

Deze artikelen worden hieronder in extenso weergegeven:

Art 92: Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de geweste/ijske entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art 93: Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art 94: Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:

1° die de voorwaarden niet na heeft, waaronder de subsidie werd verleend,

2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend,

3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert,

4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van deze of andere verantwoordingsstukken.

Indien de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95: Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

ARTIKEL 11: GESCHILLEN

Betwistingen of geschillen met betrekking tot deze overeenkomst moeten worden voorgelegd aan de Rechtbanken van Brussel, die als enige bevoegd zijn.

ARTIKEL 12: VERZENDING VAN DE DOCUMENTEN

Alle kennisgevingen of mededelingen ingevolge onderhavige overeenkomst, met uitzondering van de door de begunstigde op te maken schuldvordering(en), worden op geldige wijze door de partijen naar de

volgende adressen verzonden.

1. Voor het Gewest
Perspective.brussels Dienst Scholen Mevrouw Julie Lumen 59 Naamsestraat
1000 Brussel
2. Voorde begunstigde
De gemeente Etterbeek Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Bruxelles

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Secrétariat - Secretariaat

21.01.2019/A/0017 **Interpellation de M. du Bus relative à l'évaluations des programmes de démocratie participative et plus particulièrement des conseils consultatifs et du projet Flucicity**

Monsieur le Président,

Le dernier numéro hors série du Mouvement communal publié en décembre 2018 était consacré à la démocratie participative. Au lendemain du scrutin d'octobre il paraissait opportun aux responsables de cette revue de fournir au nouveaux élus une série d'outils, plus précisément des fiches-outils, permettant de mieux inscrire la participation citoyenne dans l'action communale. Je précise que ce document a été réalisé avec l'aide de la Fondation Roi Baudouin qui travaille sur ce sujet depuis de nombreuses années en ayant mené plusieurs recherches à ce propos.

Je ne vais pas reprendre ici, même sous forme synthétique, le contenu fort intéressant de ce document, mais plutôt m'attacher à opérer un regard sur l'expérience d'Etterbeek en matière de démocratie participative. Parce que je reste convaincu que mieux comprendre notre passé permet de mieux construire l'avenir, et je reste convaincu que nous devons réussir demain à inclure la démocratie participative dans notre mode de gestion communale. C'est un enjeu à l'égard duquel nous restons fort attachés et nous ne sommes évidemment pas la seule formation politique à investir dans ce processus d'implication des citoyens dans l'action publique.

Si la participation reste avant tout un état d'esprit qui est un facteur déterminant de réussite, il ne faut pas négliger l'importance des procédures, des structures et de leur fonctionnement. A cet égard j'identifie deux registres d'initiatives portées par Etterbeek depuis déjà plusieurs années. Le premier fait référence aux conseils consultatifs, accessibles à certains citoyens Etterbeekoïses, le second à la plateforme Flucicity, accessible à tous les citoyens Etterbeekoïses. Il existe d'autres formes de démocratie participative portées par Etterbeek telles que les nombreuses réunions organisées en présence des citoyens, ou encore les marches exploratoires. Mais je ne m'étendrai pas sur ces dernières procédures.

Il me semble donc important de pouvoir évaluer les conseils consultatifs tels qu'ils fonctionnent depuis 6 ans. On pourrait, pour certains, imaginer remonter à 12 ou 18 ans, mais cela me semble à la fois lourd et finalement pas très pertinent. Les questions que je (me) pose à propos de ces conseils sont les suivantes :

- Quelle est la liste des différents conseils consultatifs annoncés au lendemain des élections de 2012 ?
- Quels sont les conseils consultatifs qui ont réellement fonctionné depuis 2012 (ou 2013) ?
- Quel a été le mode de recrutement des membres ?
- A quelle fréquence chacun de ces conseils se réunissait-il ?
- Qui en assumait la présidence ? Le secrétariat ?
- Pour chaque conseil, quelles sont les initiatives qui ont été portées en leur sein et traduites ensuite par des décisions opérationnelles via le Collège ?

- Quelle est la publicité qui a été organisée auprès de la population pour faire connaître les travaux de ces conseils ?

- Quel regard le Collège actuel porte-t-il sur chacun de ces conseils ?

Ensuite à propos de la plateforme Fluicity, mise en place voici plus de deux ans :

- Quelle est l'évolution de la fréquentation de cette plateforme depuis le début, et mois par mois ?

- Quelles sont les suggestions émises par les citoyens qui ont fait l'objet d'un réel suivi opérationnel ?

- Quel regard le Collège actuel porte-t-il sur cette plateforme ?

Il va de soi que ces questions ne sont pas exhaustives et que le sujet mérite sans doute un débat plus long et plus large que le cadre d'une simple interpellation. Toujours est-il que ces premiers éléments peuvent alimenter la réflexion à ce propos.

Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur du Bus expose son interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Merci Monsieur du Bus pour cette interpellation qualitative, vous aurez noté que j'ai le plaisir dans cette législation de partager la compétence de la participation avec Monsieur Sheikh Hassan. Vous devez savoir que nous travaillons d'arrache-pied au sein du Collège afin de tenter de vous satisfaire par une déclaration de politique générale la plus complète possible. Cette déclaration de politique générale sera évidemment jointe à la séance du conseil communal qui votera le budget, c'est-à-dire le 11 février. Monsieur Sheikh Hassan me demande de joindre votre interpellation à notre discussion sur la note de politique générale, parce que nous sommes, à la fois, occupés à dresser : bilan, constat et projets de manière, je pense, assez approfondie je trouve donc étrange d'avoir une discussion alors qu'on va vous présenter la déclaration de politique dans moins d'un mois. Est-ce que cela vous convient Monsieur du Bus ? »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur du Bus :

« A moitié, parce que j'avais formulé l'hypothèse de votre réponse et je voulais précisément éviter une réponse qui soit tournée vers l'avenir parce qu'en fait, votre réponse, et je la comprends d'un point de vue de gestion, d'un point de vue du Collège de dire du passé faisons table rase et voyons comment améliorer les choses pour l'avenir. Je trouve qu'il est intéressant de bénéficier d'éléments factuels sur les initiatives qui ont été portées à l'époque avec une volonté réelle de votre part. Si vous me dites que dans 3 semaines on se retrouve ici ensemble avec un document qui reprend des éléments d'évaluation quantitatifs et qualitatifs sur une question que j'ai posée, alors je suis tout à fait d'accord. Mais si c'est simplement pour me dire « oui nous avons réfléchi et maintenant nos actes fondamentaux et structurants concernant la démocratie participative ce sera cela » alors je ne suis pas d'accord.

Vous allez me dire que l'opposition n'est jamais d'accord, je ne suis pas dans cet esprit-là et vous le savez. Je formule l'hypothèse qu'un travail d'évaluation sérieux est un gage de qualité pour l'avenir. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Alors ce que je propose, c'est de traiter ça à la belge en coupant la poire en deux. Je vais vous adresser des éléments utiles de réponses que les services ont préparés par exemple pour les différents conseils qui existent et de même la réponse qui a été préparée pour Fluicity, uniquement pour le passé. Tout le reste je vous dis, on va ensemble vous éclairer à propos de cela sur le futur lors de la présentation du budget mais comme ça vous aurez des éléments d'informations. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Sheikh Hassan :

« Pour répondre par rapport à la question de l'évaluation, plus pour le côté qualitatif, notamment par rapport aux conseils consultatifs, je pense que ce sera assez présomptueux que ce ne soit que le Collège qui évalue la chose en deux semaines. Si on veut voir la question de la démocratie participative, je pense que la question doit être répondue notamment via les citoyens qui évaluent aussi comment ils voient les conseils consultatifs et comment ils ressentent leur implication.

Vous dire qu'on va vous répondre en deux semaines, de manière qualitative je pense que ni vous, ni moi, ne serions heureux de la réponse en matière de démocratie participative. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Du Bus :

« Ça serait l'idéal. Dois-je comprendre que vous allez poser la question à l'ensemble des membres qui constituent aujourd'hui les Conseils consultatifs sur un processus d'évaluation de leur travail ? C'est ça que je dois entendre ? Je signe des deux mains parce que vous avez tout à fait raison, on sait très bien que la motivation tient dans l'implication des individus dans les processus de décision qui les concernent. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Dans un délai aussi court, par rapport au 11 février ce n'est pas faisable de consulter tout le monde. Je comprends que vous preniez la balle au bond et on va faire du mieux qu'on peut. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer du Bus betreffende de evaluatie van de programma's voor participatieve democratie en in het bijzonder de adviesraden en het project Fluicity

Mijnheer de voorzitter,

Het recentste themanummer van "Mouvement communal" dat in december 2018 is verschenen was gewijd aan de participatieve democratie. Daags na de verkiezingen van oktober leek het voor de verantwoordelijken van dat tijdschrift opportuun om de nieuwe verkozenen een aantal instrumenten aan te reiken, meer bepaald werkfiches, om burgerinspraak beter te kunnen integreren in de gemeentelijke actie. Ik preciseer dat dat document werd opgesteld met de hulp van de Koning Boudewijnstichting, die al jaren rond dit onderwerp werkt met verschillende onderzoeken.

Ik ga hier de erg interessante inhoud van dat document niet herhalen, zelfs niet kort samengevat, maar ik ga eerder een blik te werpen op de ervaring in Etterbeek op het vlak van participatieve democratie. Omdat ik ervan overtuigd blijf dat we beter aan onze toekomst kunnen bouwen als we ons verleden beter begrijpen. Ik blijf er ook van overtuigd dat wij er morgen in moeten slagen om de participatieve democratie te integreren in het beheer van onze gemeente. Het is een uitdaging waar wij erg aan gehecht zijn en wij zijn uiteraard niet de enige politieke fractie die investeert in dit proces om burgers te betrekken bij de acties van de overheid.

Hoewel participatie in de eerste plaats een geestesgesteldheid blijft die een bepalende factor is voor succes, mogen we het belang van de procedures, structuren en hun werking echter niet verwaarlozen. In dat opzicht heb ik twee soorten initiatieven geïdentificeerd die sinds vele jaren gesteund worden door Etterbeek. Het eerste initiatief zijn de adviesraden, die toegankelijk zijn voor bepaalde Etterbeekse burgers, het tweede is het platform Fluicity, dat toegankelijk is voor alle Etterbeekse burgers. Er zijn nog andere vormen van participatieve democratie die gesteund worden door Etterbeek zoals de vele bijeenkomsten in aanwezigheid van de burgers of de ontdekkingswandelingen. Ik zal echter niet uitwijden over die laatste procedures.

Het lijkt mij dus belangrijk om de adviesraden zoals die al 6 jaar functioneren te evalueren. Voor sommige adviesraden zouden we zelfs 12 of 18 jaar kunnen teruggaan in de tijd, maar dat lijkt mij zwaar en uiteindelijk niet echt pertinent. De vragen die ik (mij) stel over die adviesraden zijn de volgende:

- Wat is de lijst van de verschillende adviesraden die aangekondigd werden daags na de verkiezingen van 2012?
- Welke adviesraden zijn sinds 2012 (of 2013) ook daadwerkelijk actief geweest?
- Op welke manier werden de leden geworven?
- Hoe vaak kwamen die raden samen?
- Wie nam het voorzitterschap waar? - En het secretariaat?
- Wat zijn voor elke raad de initiatieven die binnen de raad gesteund werden en zich vervolgens via het college vertaald hebben in operationele beslissingen?
- Op welke manier werd er bij de bevolking publiciteit gegeven aan de raden om hun werkzaamheden bekendheid te geven?
- Hoe staat het huidige college tegenover elk van die adviesraden?

Vervolgens met betrekking tot het platform Fluicity, dat sinds twee jaar actief is:

- Wat is de evolutie van het gebruik van dat platform sinds het begin en maand per maand?
- Welke suggesties van burgers kregen ook daadwerkelijke een operationeel gevolg?
- Hoe staat het huidige college tegenover dit platform?

Het spreekt voor zich dat deze vragen niet exhaustief zijn en dat het onderwerp een langer debat verdient dat uitgebreider is dan een gewone interpellatie. Dat neemt echter niet weg dat deze eerste elementen ons stof tot nadenken kunnen geven.

Ik dank u voor uw aandacht.

De heer du Bus licht zijn interpellatie toe.

De burgemeester neemt het woord:

“Bedankt, mijnheer du Bus, voor deze kwalitatieve interpellatie. U zult gemerkt hebben dat ik het genoeg heb om de bevoegdheid Participatie tijdens deze legislatuur te delen met de heer Sheikh Hassan. U moet weten dat wij binnen het college onafgebroken doorwerken om te proberen u tevreden te stellen met een zo volledig mogelijke algemene beleidsverklaring. Die algemene beleidsverklaring wordt uiteraard toegevoegd aan de gemeenteraadszitting waarop de begroting goedgekeurd zal worden, namelijk op 11 februari. Mijnheer Sheikh Hassan vraagt mij om uw interpellatie toe te voegen aan onze discussie over de algemene beleidsnota. We zijn op een vrij grondige manier bezig met de balans, de vaststelling en de projecten en ik vind het dus vreemd om hierover een discussie te voeren terwijl wij de beleidsverklaring over minder dan een maand zullen voorstellen. Bent u het daarmee eens, mijnheer du Bus?”

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus:

“Gedeeltelijk want ik had uw antwoord voorspeld en ik wilde juist een antwoord vermijden dat op de toekomst is gericht. Ik begrijp uw antwoord vanuit het standpunt van het beheer, vanuit het standpunt van het college om te zeggen: we beginnen met een schone lei en we kijken hoe we de dingen beter kunnen doen in de toekomst. Ik vind dat het interessant is om over feitelijke elementen te beschikken over de initiatieven die toen door u gesteund werden. Als u mij zegt dat wij hier binnen drie weken samen zullen zitten met een document dat kwantitatieve en kwalitatieve evaluatie-elementen bevat over een vraag die ik heb gesteld, dan ga ik akkoord. Als u echter gewoonweg zult zeggen: “Wij hebben nagedacht en voortaan zijn dit onze fundamentele en structurende daden met betrekking tot de participatieve democratie”, dan ga ik niet akkoord.

U zult zeggen dat de oppositie nooit akkoord gaat, maar dat is niet mijn bedoeling en dat weet u. Ik formuleer de hypothese dat een serieuze evaluatie kwaliteit garandeert voor de toekomst.”

De burgemeester neemt het woord:

“Ik stel voor dat we dit op z'n Belgisch doen door een compromis te sluiten. Ik ga u nuttige antwoordelementen geven die de diensten hebben voorbereid, bijvoorbeeld voor de verschillende adviesraden die er bestaan. Er werd ook een antwoord voorbereid voor Fluicity, enkel voor het verleden. Tijdens de voorstelling van de begroting zullen wij dan een toelichting geven over de toekomst, maar zo heeft u toch al informatie-elementen.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Sheikh Hassan:

“Om de vraag met betrekking tot de kwalitatieve evaluatie te beantwoorden, denk ik dat het in bijzonder met betrekking tot de adviesraden nogal verwaand is om enkel het college de dingen te laten evalueren en dat in twee weken tijd. Als we de kwestie van de participatieve democratie willen bekijken, dan denk ik dat de vraag in het bijzonder via de burgers beantwoord moet worden. Zij evalueren ook de manier waarop zij de adviesraden zien en de manier waarop zij hun betrokkenheid ervaren.

Als wij u binnen twee weken een kwalitatief antwoord moeten geven, dan denk ik dat noch u, noch ik tevreden zullen zijn met het antwoord inzake participatieve democratie.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus:

“Dat zou ideaal zijn. Moet ik begrijpen dat u aan alle leden die vandaag deel uitmaken van de adviesraden zult vragen om hun werk te evalueren? Moet ik dat daaronder verstaan? Dat juich ik toe omdat u volkomen gelijk hebt. We weten zeer goed dat motivatie belangrijk is voor de betrokkenheid van

individuen bij het beslissingsproces.”

De burgemeester neemt het woord:

“Binnen een redelijk korte termijn. Het zou niet haalbaar zijn om iedereen te raadplegen tegen 11 februari. Ik begrijp dat u de gelegenheid aangrijpt en wij zullen ons best doen.”

De raad hoort de interpellatie.

21.01.2019/A/0018 **URGENCE - Commissions du Conseil communal - Composition.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 de la nouvelle loi communale, stipulant, d'une part, que le Conseil communal peut créer en son sein des commissions qui ont pour mission de préparer les discussions lors des séances du Conseil communal, en réglant, d'autre part, la répartition des mandats de membres de chaque commission ;

Vu les articles 26 et suivants du règlement d'ordre intérieur du conseil communal ;

Vu les propositions communiquées par les chefs de groupe ;

DECIDE

- de fixer le nombre de commissions à 9, en fonction des attributions des membres du Collège des Bourgmestres et Echevins ;
- de fixer à 14 le nombre de sièges pour chacune des commissions ;
- d'arrêter la nouvelle composition des commissions du conseil communal comme suit :

Commissions du Conseil communal - Administration générale & Personnel (Contentieux - Tutelle sur le CPAS - Personnel de l'enseignement) - Police et Prévention (Contrat de sécurité et de prévention)- Logement (Agence Immobilière Sociale - Régie foncière - Logements sociaux - Observatoire du logement) - Coordination des grands projets (Coordination Contrat de Quartier Durable et Politique de la Ville) - Propreté - Jeunesse & Petite enfance (Maison des enfants - Crèches - Ludothèque - Académies) - Relations publiques & Communication (Image d'Etterbeek - Information) - Participation (Consultation et rencontres citoyennes) – Affaires Internationales (Jumelage).

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Florence PENDEVILLE, Virginie TAITTINGER, Laurent VLEMINCKX, Anne VANDERSANDE, Joanna KAMINSKA, Vincent BIAUCE, Barbara DE CAMPOS-PALERMO, Caroline JOWAY, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Christophe GASIA

Commissions du Conseil communal - Mobilité & Travaux publics (Eclairage public - Voirie - Garage communal) - Gestion des bâtiments publics (Bâtiments publics - Énergie - Marchés publics - Économat) - Exécution Contrat de Quartier Durable & Politique de la Ville

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Laure-Mélanie DEFECHE, Florence PENDEVILLE, Ethel SAVELKOUL, Arnaud VAN PRAET, Laurent VLEMINCKX, Caroline JOWAY, Barbara DE CAMPOS-PALERMO, Audrey PETIT, Vanessa ARAUJO MINO, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Christophe GASIA

Commissions du Conseil communal - État civil & Population (Affaires électorales - Recensement complémentaire - Étrangers - Protocole) - Animations & festivités

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Emeline HOUYOUX, Florence PENDEVILLE, Ethel SAVELKOUL, Virginie TAITTINGER, Caroline JOWAY, Françoise VAN MALLEGHEM, Audrey PETIT, Vincent BIAUCE, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Christophe GASIA

Commissions du Conseil communal - Transition écologique (Développement durable - Environnement - Alimentation durable - Sensibilisation - Plan climat - Agriculture urbaine - Biodiversité - Politique de l'eau) - Politique de la Santé (Observatoire de la santé et du social - Bien-être) - Égalité Femmes-Hommes & Lutte contre les inégalités

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Emeline HOUYOUX, Arnaud VAN PRAET, Jean LAURENT, Anne VANDERSANDE, Audrey PETIT, Barbara DE CAMPOS-PALERMO, Joanna KAMINSKA, Vanessa ARAUJO MINO, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

Commissions du Conseil communal - Finances & Budget (Fiscalité) - Aménagement du territoire & Urbanisme (Permis d'urbanisme et d'environnement - Lutte contre les nuisances - Patrimoine architectural et bâtiments classés) - Affaires néerlandophones (Culture néerlandophone - Académie néerlandophone - Centre culturel néerlandophone) - E-Gouvernement - Informatique - Emploi (Lutte contre le chômage - Mission locale pour l'Emploi) – Affaires Européennes

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Laure-Mélanie DEFECHE, Florence PENDEVILLE, Ethel SVELKOU, Laurent VLEMINCKX, Françoise VAN MALLEGHEM, Vincent BIAUCE, Joanna KAMINSKA, Barbara DE CAMPOS-PALERMO, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Christophe GASIA

Commissions du Conseil communal - PME & Classes moyennes - Formation continuée (promotion sociale) - Brocantes, Foires & Marchés (Braderies) - Cultes & Laïcité - Bien-être animal

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Laure-Mélanie DEFECHE, Emeline HOUYOUX, Jean LAURENT, Virginie TAITTINGER, Vincent BIAUCE, Joanna KAMINSKA, Françoise VAN MALLEGHEM, Audrey PETIT, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

Commissions du Conseil communal - Espace public (Conception et aménagement des espaces verts - Entretien, plantation et fleurissement - Embellissement) - Cohésion sociale & Solidarité internationale (Secteur associatif - Solidarité et coopération internationale) - Démocratie participative (Démocratie participative - Budget participatif) - Tourisme

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Laure-Mélanie DEFECHE, Jean LAURENT, Arnaud VAN PRAET, ANNE VANDERSANDE, Ethel SVELKOU, Françoise VAN MALLEGHEM, Vanessa ARAUJO MINO, Caroline JOWAY, Audrey PETIT, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Gisèle MANDAILA

Commissions du Conseil communal - Action sociale (Action sociale et aide aux personnes (personnes en situation d'handicap, seniors, pensionnés, etc.))

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Emeline HOUYOUX, Arnaud VAN PRAET, Anne VANDERSANDE, Laurent VLEMINCKX, Jean LAURENT, Vanessa ARAUJO MINO, Vincent BIAUCE, Barbara DE CAMPOS-PALERMO, Françoise VAN MALLEGHEM, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

Commissions du Conseil communal - Enseignement - Politiques socio-culturelles (Bibliothèques - Histoire d'Etterbeek et patrimoine culturel - Prix Louis Schmidt - Centre culturel Senghor) - Politique sportive

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Jean LAURENT, Virginie TAITTINGER, Anne VANDERSANDE, Emeline HOUYOUX, Laure-Mélanie DEFECHE, Caroline JOWAY, Françoise VAN MALLEGHEM, Joanna KAMINSKA, Audrey PETIT, Lucien RIGAUX, Rachid MADRANE, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

URGENTIE - Commissies van de Gemeenteraad - Samenstelling.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 120 van de Nieuwe Gemeentewet, bepalende dat enerzijds de Gemeenteraad in zijn midden commissies kan oprichten die als taak hebben de besprekingen van de gemeenteraadszittingen voor te bereiden, en anderzijds de verdeling van de mandaten van lid van elke commissie te regelen;

Gelet op artikels 26 en volgende van het reglement van inwendige orde van het Gemeenteraad, op 16 maart 1995 in openbare zitting van de Gemeenteraad gestemd;

Gelet op de gecommuniceerde voorstellen van de fractieleiders;

BESLIST

- Het aantal commissies vast te stellen op 9 in kunktie van zijn leden;
- Het aantal zetels voor elke commissie op 14 vast te stellen;
- De nieuwe samenstelling van de commissies van de gemeenteraad als volgt vast te stellen:

Commissie van de Gemeenteraad - Algemeen Bestuur & Personeel (Geschillen – Toezicht op het OCMW – Onderwijspersoneel – Politie en Preventie (Veiligheids- en Preventiecontract) – Huisvesting (Sociaal Verhuurkantoor – Regie van Grondbeleid – Sociale Woningen - Huisvestingsobservatorium) – Coördinatie van de grote projecten (Coördinatie Duurzaam Wijkcontract en Stedenbeleid) – Netheid – Jeugd en Kinderopvang (Maison des Enfants – Crèches – Speltheek – Academiën) – Public Relations & Communicatie (Imago van Etterbeek – Informatie) – Participatie (Burgerraadplegingen en -ontmoetingen) - Internationale Aangelegenheden (verzustering)

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Florence PENDEVILLE, Virginie TAITTINGER, Laurent VLEMINCKX, Anne VANDERSANDE, Joanna KAMINSKA, Vincent BIAUCE, Barbara DE CAMPOS-PALERMO, Caroline JOWAY, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Christophe GASIA

Commissie van de Gemeenteraad - Mobiliteit & Openbare Werken (Openbare Verlichting – Wegen – Gemeentelijke Garage) – Beheer van de Openbare Gebouwen (Openbare Gebouwen – Energie – Overheidsopdrachten – Economaat) – Uitvoering van het Duurzaam Wijkcontract & Stedenbeleid

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Laure-Mélanie DEFECHE, Florence PENDEVILLE, Ethel SAVELKOUL, Arnaud VAN PRAET, Laurent VLEMINCKX, Caroline JOWAY, Barbara DE CAMPOS-PALERMO, Audrey PETIT, Vanessa ARAUJO MINO, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Christophe GASIA

Commissie van de Gemeenteraad - Burgerlijke Stand & Bevolking (Kieszaken – Bijkomende Telling – Vreemdelingen – Protocol) – Animatie & Feestelijkheden

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Emeline HOUYOUX, Florence PENDEVILLE, Ethel SAVELKOUL, Virginie TAITTINGER, Caroline JOWAY, Françoise VAN MALLEGHEM, Audrey PETIT, Vincent BIAUCE, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Christophe GASIA

Commissie van de Gemeenteraad - Ecologische Transitie (Duurzame Ontwikkeling – Leefmilieu – Duurzame Voeding – Bewustmaking – Klimaatplan – Stadslandbouw – Biodiversiteit – Waterbeleid) – Gezondheidsbeleid (Observatorium voor Gezondheid en Sociale Zaken) – Gelijkheid Vrouwen-Mannen & Strijd tegen Ongelijkheid

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Emeline HOUYOUX, Arnaud VAN PRAET, Jean LAURENT, Anne VANDERSANDE, Audrey PETIT, Barbara DE CAMPOS-PALERMO, Joanna KAMINSKA, Vanessa ARAUJO MINO, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

Commissie van de Gemeenteraad - Financiën & Begroting (Fiscaliteit) – Ruimtelijke Ordening & Stedenbouw (Stedenbouwkundige Vergunningen en Milieuvergunningen – Strijd tegen Overlast – Bouwkundig Erfgoed en Geklasseerde Gebouwen) – Europese en Internationale Aangelegenheden (verzustering) - Nederlandstalige Aangelegenheden (Nederlandstalige Cultuur – Nederlandstalige Academie – Nederlandstalig cultureel centrum) - E-Gouvernement - Informatica - Werkgelegenheid

(strijd tegen werkloosheid - Mission locale pour l'Emploi) - Europese Aangelegenheden

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Laure-Mélanie DEFECHE, Florence PENDEVILLE, Ethel SAVELKOUL, Laurent VLEMINCKX, Françoise VAN MALLEGHEM, Vincent BIAUCE, Joanna KAMINSKA, Barbara DE CAMPOS-PALERMO, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Christophe GASIA

Commissie van de Gemeenteraad - Kmo's & Middenstand – Bijscholing (sociale promotie) – Rommelmarkten, Kermissen & Markten (Braderieën) – Erediensten & Laïciteit – Dierenwelzijn

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Laure-Mélanie DEFECHE, Emeline HOUYOUX, Jean LAURENT, Virginie TAITTINGER, Vincent BIAUCE, Joanna KAMINSKA, Françoise VAN MALLEGHEM, Audrey PETIT, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

Commissie van de Gemeenteraad - Openbare Ruimte (Ontwerp en Aanleg van de Groene Ruimten – Onderhoud, Aanplantingen en Bloemen – Verfraaiing) – Sociale Cohesie & Internationale Solidariteit (Verenigingssector – Internationale Solidariteit en Samenwerking) – Participatieve Democratie (Participatief Budget) – Toerisme

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Laure-Mélanie DEFECHE, Jean LAURENT, Arnaud VAN PRAET, ANNE VANDERSANDE, Ethel SAVELKOUL, Françoise VAN MALLEGHEM, Vanessa ARAUJO MINO, Caroline JOWAY, Audrey PETIT, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Gisèle MANDAILA

Commissie van de Gemeenteraad - Maatschappelijk Welzijn (Maatschappelijk Welzijn en Bijstand aan Personen (personen met een handicap, senioren, gepensioneerden, enzovoort))

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Emeline HOUYOUX, Arnaud VAN PRAET, Anne VANDERSANDE, Laurent VLEMINCKX, Jean LAURENT, Vanessa ARAUJO MINO, Vincent BIAUCE, Barbara DE CAMPOS-PALERMO, Françoise VAN MALLEGHEM, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

Commissie van de Gemeenteraad - Onderwijs – Sociocultureel Beleid (Bibliotheken – Geschiedenis van Etterbeek en Cultureel Erfgoed – Louis Schmidtprijs – Cultureel Centrum Le Senghor) – Sportbeleid

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Jean LAURENT, Virginie TAITTINGER, Anne VANDERSANDE, Emeline HOUYOUX, Laure-Mélanie DEFECHE, Caroline JOWAY, Françoise VAN MALLEGHEM, Joanna KAMINSKA, Audrey PETIT, Lucien RIGAUX, Rachid MADRANE, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

21.01.2019/A/0019 **URGENCE - Régie communale autonome etterbeekoise - Mandats pour mission spécifique – Modification.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 19 mai 2003 approuvant la création et les statuts de la Régie communale autonome etterbeekoise ;

Vu la délibération du conseil communal du 25 juin 2003 créant les mandats pour mission spécifique de la Régie communale autonome etterbeekoise ;

Considérant que la Régie communale autonome etterbeekoise est amenée à gérer des projets immobiliers tels que la piscine, le parking Forte Dei Marmi et toute autre nouvelle mission qui lui serait confiée par le conseil communal ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mai 2013 :

- confirmant les mandats de Secrétaire du Comité de Direction, Trésorier, Responsable financier et Gardien de parking,
- fixant la rémunération y attachée,
- fixant la durée des mandats à un an, renouvelable (par tacite reconduction et ce, jusqu'à la réunion du conseil d'administration qui sera issu des élections communales d'octobre 2018),
- désignant respectivement MM. Christian DEBATY, Philippe DEMOL et Olivier LOIX pour les trois premiers mandats (la désignation du 4^{ème} étant de la compétence du Secrétaire du Comité de Direction) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26.03.2018 :

- créant le mandat de responsable technique,
- fixant la rémunération y attachée,
- fixant la durée du mandat à un an, renouvelable (par tacite reconduction et ce, jusqu'à la réunion du conseil d'administration qui sera issu des élections communales d'octobre 2018),
- désignant M. Frank VAN WIJMEERSCH en tant que responsable technique ;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2018 augmentant la rémunération du mandat de gardien de parking à partir du 1^{er} juin 2018 ;

Considérant qu'il convient de renouveler les mandats arrivés à terme ;

DECIDE

1) De désigner :

- M. Christian DEBATY, en qualité de secrétaire du Comité de direction ;
- M. Philippe DEMOL, en qualité de trésorier ;
- Mme Dany MILDE, en qualité de responsable financier, à partir du 1^{er} février 2019 ;
- M. Frank VAN WIJMEERSCH, en qualité de responsable technique ;

2) De fixer la durée des mandats à un an, renouvelable par tacite reconduction et ce, jusqu'à la réunion du conseil d'administration qui sera issu des élections communales d'octobre 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Votes :

Christian DEBATY : 29 oui - 4 abstentions

Philippe DEMOL : 30 oui - 3 abstentions

Dany Milde : 29 oui - 4 abstentions

Frank Van Wijmeersch : 29 oui - 4 abstentions

URGENTIE - Autonoom gemeentelijke etterbeekse grondbedrijf - Mandaten voor specifieke opdrachten – Wijziging.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 19 mei 2003 tot goedkeuring van de oprichting en de statuten van het Autonoom Gemeentebedrijf van Etterbeek;
gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 25 juni 2003 tot vaststelling van de mandaten voor specifieke opdracht van het Autonoom Gemeentebedrijf van Etterbeek;
overwegende dat het Autonoom Gemeentebedrijf van Etterbeek vastgoedprojecten beheert zoals het zwembad, parking Forte Dei Marmi en alle andere nieuwe opdrachten opvolgt die het door de gemeenteraad toegewezen zou krijgen;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 27 mei 2013;

- tot bevestiging van de mandaten van secretaris van het directiecomité, penningmeester, financieel verantwoordelijke en parkeerwachter,

- tot vaststelling van de bijhorende bezoldiging,
- tot vaststelling van de duur van de mandaten op een jaar met mogelijkheid tot verlenging (door stilzwijgende verlenging en dat tot de bijeenkomst van de raad van bestuur na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2018),
- tot benoeming van respectievelijke de heren Christian DEBATY, Philippe DEMOL en Olivier LOIX voor de eerste drie mandaten (de benoeming van de 4e valt onder de bevoegdheid van de secretaris van het directiecomité);

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 26 maart 2018:

- waarin het mandaat van technisch verantwoordelijke werd gecreëerd,
- tot vaststelling van de bijhorende bezoldiging,
- tot vaststelling van de duur van het mandaat op een jaar met mogelijkheid tot verlenging (door stilzwijgende verlenging en dat tot de bijeenkomst van de raad van bestuur na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2018),
- tot benoeming van de heer Frank Van Wijmeersch als technisch verantwoordelijke;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 25 juni 2018 tot verhoging van de bezoldiging van het mandaat van parkeerwachter vanaf 1 juni 2018;

overwegende dat het aangewezen is om de mandaten die afgelopen zijn te vernieuwen;

BESLIST

1) te benoemen:

Dhr. Christian DEBATY tot secretaris van het directiecomité;
Dhr. Philippe DEMOL tot penningmeester;
Mevr. Dany MILDE tot financieel verantwoordelijke vanaf 1 februari 2019;
Dhr. Frank VAN WIJMEERSCH tot technisch verantwoordelijke;

2) de duur van de mandaten vast te leggen op een jaar met mogelijkheid tot stilzwijgende verlenging en dat tot de bijeenkomst van de raad van bestuur na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Stemmen :

Christian DEBATY : 29 ja - 4 onthoudingen
Philippe DEMOL : 30 ja - 3 onthoudingen
Dany Milde : 29 ja - 4 onthoudingen
Frank Van Wijmeersch : 29 ja - 4 onthoudingen

Cohésion sociale - Sociale Cohesie

21.01.2019/A/0020 **URGENCE - Budget Fixation FIPI 2019**

Le Conseil Communal,

Vu l'appel à projets du Fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés (FIPI) lancé le 12 octobre 2018 par la COCOF ;

Vu l'introduction des projets à la COCOF dans le cadre du FIPI en date du 30 novembre 2018 ;

Vu l'approbation à la majorité des membres votants présents de la proposition de répartition budgétaire lors de la concertation locale du 13 décembre 2018 ;

Vu l'inscription au budget communal de 2019, de crédits d'un montant total de 99.152,00 € dans le cadre du FIPI, dont 97.952,00 € en recettes et 99.152,00 € en dépenses dont 1.200,00 € de part communale ;

Vu la décision du Collège du 17 janvier 2019 d'arrêter la répartition Budget/Action du programme 2019, après examen de la proposition d'actions et du tableau de répartition prévisionnelle relative au Fonds d'Impulsion pour la Politique des Immigrés ;

Vu que la commune liquidera les montants inscrits au budget communal dans ce cadre, sur base d'une avance par tranches et ce jusqu'à concurrence de 100 % des subventions accordées aux asbl ;

DECIDE:

D'adopter le projet relatif au programme FIPI 2019 tel qu'il est présenté dans la présente délibération.

Projets introduits	Budgets demandés 2019	Budgets reçus 2018		Budgets proposés 2019	
		Commune	COCOF	Commune	COCOF
Animations & Loisirs pour Tous	€ 16.830,00		€ 10.060,00		€ 10.060,00
Atoll	€ 17.975,00	€ 1.200,00	€ 16.070,00		€ 16.000,00
Basenvol	€ 3.326,51			€ 1.200,00	€ 1.847,00
La Clef	€ 14.795,00		€ 14.795,00		€ 14.795,00
ETE	€ 48.000,00		€ 21.277,00		€ 21.000,00
Samarcande	€ 32.500,00		€ 32.500,00		€ 31.000,00
Welcome Babbelkot	€ 3.780,00		€ 3.250,00		€ 3.250,00
Totaux Commune & COCOF	137.206,51	1.200,00	97.952,00	€ 1.200,00	97.952,00
Totaux		99.152,00		€ 99.152,00	

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

URGENTIE - Vaststelling begroting IFMB 2019

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep van het IFMB (Impulsfonds voor het Migrantenbeleid) die door de Franse Gemeenschapscommissie gelanceerd werd op 12 oktober 2018 ;

gelet op de indiening van de vragenlijsten voor de indiening van projecten bij de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van het IFMB op 30 november 2018 ;

gelet op de unanieme goedkeuring van de aanwezige leden op het lokaal overleg van 13 december 2018 ;

gezien de inschrijving van €99.152,00 in het kader van het IFMB op de gemeentebegroting 2019, waarvan €97.952,00 als kost en € 99.152,00 als uitgaven, waarvan €1.200,00 gemeentelijk deel ;

gelet op de beslissing van het College van 21 januari 2019 om de begroting/actie-verdeling van het programma 2019 te beëindigen, na onderzoek van het actievoorstel en de tabel met de voorlopige verdeling met betrekking tot het Impulsfonds voor het Migrantenbeleid ;

gezien de gemeente de bedragen die in dit kader in de gemeentebegroting opgenomen werden, zal besteden via een voorschot in schijven en dit ten belope van 100% van de aan de vzw's toegekende toelagen;

BESLIST:

het project voorzien in het IFMB-programma 2019, zoals het voorgelegd in deze beraadslaging goed te keuren.

Projets introduits	Budgets demandés 2019	Budgets reçus 2018		Budgets proposés 2019	
		Commune COCOF	Commune COCOF	Commune COCOF	Commune COCOF
Animations & Loisirs pour Tous	€ 16.830,00		€ 10.060,00		€ 10.060,00
Atoll	€ 17.975,00	€ 1.200,00	€ 16.070,00		€ 16.000,00
Basenvol	€ 3.326,51			€ 1.200,00	€ 1.847,00
La Clef	€ 14.795,00		€ 14.795,00		€ 14.795,00
ETE	€ 48.000,00		€ 21.277,00		€ 21.000,00
Samarcande	€ 32.500,00		€ 32.500,00		€ 31.000,00
Welcome Babbelkot	€ 3.780,00		€ 3.250,00		€ 3.250,00
Totaux Commune & COCOF	137.206,51	1.200,00	97.952,00	€ 1.200,00	97.952,00
Totaux		99.152,00		€ 99.152,00	

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

*FIPI2019_Projets_1040.pdf, FIPI 2019_Proposition_Enveloppe_1040.pdf,
2019.01.08_FIPI2019_Collège.pdf*

Enseignement (sauf promotion sociale) - Onderwijs (behalve sociale promotie)

21.01.2019/A/0021 **URGENCE - Ecoles fondamentales communales - Conventions d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des écoles retenues dans la première phase des plans de pilotage avec le CECP (Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces) - Adoption**

Le conseil communal,

Vu l'article 67 du décret "Missions" du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que modifié par le décret adopté par le Parlement de la Communauté française le 13 septembre 2018, afin de déployer un nouveau cadre de pilotage, contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires ;

Considérant que, conformément à l'article 67 susmentionné, chaque établissement est tenu d'élaborer un plan de pilotage, en cohérence avec son projet d'établissement, qui constituera, au terme d'un processus de contractualisation, son contrat d'objectifs pour une période de six ans ;

Considérant que le CECP propose une offre de soutien et d'accompagnement à destination des écoles maternelles, primaires, fondamentales, ordinaires et spécialisées, ainsi que des écoles secondaires spécialisées, du réseau officiel subventionné ; que cette offre doit faire l'objet d'une contractualisation avec le pouvoir organisateur, tel que le prévoit l'article 67 précité ;

Considérant que les cinq écoles fondamentales communales ont été retenues dans la première phase des plans de pilotage ; qu'il y a dès lors lieu d'adopter une convention avec le CECP pour chacune des écoles fondamentales communales ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

D'adopter la convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des écoles retenues dans la première phase des plans de pilotage suivante, conclue avec le CECP, pour chacune des écoles fondamentales communales :

CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DE PILOTAGE DES ECOLES RETENUES DANS LA PREMIÈRE PHASE DES PLANS DE PILOTAGE

Identification des parties

La présente convention est conclue entre, d'une part :

Le pouvoir Organisateur de ETTERBEEK

représenté par Madame/Monsieur

.....
en sa qualité de Secrétaire communal

et Madame/Monsieur.....

.....
en sa qualité de Bourgmestre/Echevin-délégué

ci-après dénommé le PO

et, d'autre part :

Le Conseil de l'Enseignement des Communes et des provinces, asbl, représenté par Madame Fanny

CONSTANT, en sa qualité de Secrétaire générale

ci-après dénommé le CECP

Préambule

L'emploi dans la présente convention des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte.

Champ d'application de la convention

Article 1er

La présente convention est conclue pour :

DÉNOMINATION ET ADRESSE DE L'ÉCOLE :

NUMÉRO FASE DE L'ÉCOLE :

Objet de la convention

Article 2

Cette convention est conclue dans le cadre de l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre tel que modifié par le décret adopté par le Parlement de la Communauté française le 12 septembre 2018.

Dans le cadre du processus d'amélioration du système éducatif, les écoles sont appelées à élaborer des plans de pilotage visant à renforcer significativement l'efficacité, l'équité et l'efficience du système scolaire en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Dans ce contexte, le CECP propose une offre de soutien et d'accompagnement à destination des écoles maternelles, primaires, fondamentales, ordinaires et spécialisées, ainsi que des écoles secondaires spécialisées, du réseau officiel subventionné.

Engagements du CECP

Article 3

Outre certains outils relatifs au dispositif de pilotage réalisés et mis à disposition de l'ensemble des écoles et des pouvoirs organisateurs qu'il représente, le CECP, pour la période prévue par la présente convention, s'engage à fournir une offre spécifique de soutien et d'accompagnement dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre des plans de pilotage/contrats d'objectifs telle que prévue par l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 précité.

Cette offre implique les missions suivantes, articulées autour des cinq étapes du processus dont le diagramme constitue l'annexe 1 de la présente convention :

- Etape 1 : Mobiliser les acteurs et donner du sens à la démarche (année 0 : mars-juin)

- Organiser des dispositifs d'intervision à destination des directions ;
- Organiser un premier séminaire d'échanges entre les pouvoirs organisateurs (ou leur représentant) et les directions sur la thématique du dispositif de pilotage ;

- Etape 2 : Réaliser un état des lieux et sélectionner les objectifs spécifiques à poursuivre (année 0 : août - décembre)

- Organiser un second séminaire d'échanges entre les pouvoirs organisateurs et leurs directions ;
- Mettre à disposition des questionnaires (à destination des membres de l'équipe éducative, des parents et des élèves) afin d'établir un « miroir de l'école » ;
- Dans le cadre de l'analyse des forces et faiblesses de l'école, organiser une journée de formation volontaire à destination des directions d'école (introduction à la lecture du miroir) et une journée de formation obligatoire en école (analyse du miroir avec l'équipe éducative) ;
- Dans le cadre de l'analyse des causes-racines, organiser une journée de formation volontaire à destination des directions d'école (synthèse du miroir et préparation à l'analyse des causes-racines) et une journée en école (analyse des causes-racines avec l'équipe éducative) ;
- Accompagner les directions dans la sélection des objectifs d'amélioration prioritaires et l'identification des objectifs spécifiques.

- Etape 3 : Définir et planifier les stratégies à mettre en œuvre (année 0 : décembre -mars)

- Organiser une journée de formation volontaire à destination des directions (synthèse des causes-racines et préparations aux initiatives), une journée en école (identification des initiatives et rédaction du plan de pilotage) ainsi qu'une demi-journée d'intervision (partage des initiatives) ;
- Organiser une demi-journée de coaching en école pour accompagner, questionner et conseiller la définition de stratégies.

- Etape 4 : Négocier et communiquer le contrat d'objectifs (mars-juin)

- Organiser une demi-journée de coaching en école (préparation de la présentation du plan de pilotage au délégué aux contrats d'objectifs) et une demi-journée d'intervision (partage des présentations au délégué aux contrats d'objectifs).

- Etape 5 : Mettre en œuvre le contrat d'objectifs et organiser le suivi (années 1 à 6)

- Organiser une demi-journée de coaching (outils et dynamique de gestion de projet) ;
- Organiser une demi-journée de coaching (suivi mensuel et introduction aux pratiques collaboratives) ;
- Organiser une demi-journée d'intervision (mise en œuvre et suivi des initiatives) ;
- Accompagner et conseiller la direction et son équipe dans la préparation et dans l'analyse de l'auto-évaluation annuelle de leur contrat d'objectifs ;
- Accompagner et conseiller la direction et son équipe dans l'actualisation des stratégies ;

- Dans le cadre de l'évaluation intermédiaire au terme de 3 ans, accompagner et conseiller la direction et son équipe lors du dialogue avec le délégué aux contrats d'objectifs ;
- En outre, le CECP s'engage à informer régulièrement le PO quant au degré de mise en œuvre du dispositif d'accompagnement et de suivi réservé à son équipe et à organiser l'information du référent pilotage suivant différentes modalités.

Engagements du PO

Article 4

Pour la période prévue par la présente convention, outre les obligations qui lui incombent en vertu de l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 précité, le pouvoir organisateur s'engage à respecter l'ensemble des obligations suivantes :

- Désigner un référent pilotage qui assumera le rôle de représentant des positions du pouvoir organisateur, de coordinateur et de garant de la qualité du plan de pilotage ;
- Veiller à ce que la direction constitue, sur base volontaire, une équipe de soutien au sein de son équipe pédagogique et éducative ;
- Veiller à ce que la direction participe aux trois journées de formation volontaire préparatoires en école (analyse du miroir avec l'équipe éducative, analyse des causes-racines avec l'équipe éducative, identification des initiatives et rédaction des plans de pilotage) ;
- Veiller à ce que l'équipe pédagogique et éducative participe aux trois journées de formation obligatoire en équipe (analyse du miroir avec l'équipe éducative, analyse des causes-racines avec l'équipe éducative, identification des initiatives et rédaction des plans de pilotage). Ces trois journées de formation obligatoire s'inscrivent dans le cadre du contrat de formation qui est conclu entre la direction (pour son équipe pédagogique et éducative) et le conseiller du CECP qui assure ces formations ;
- Veiller à ce que la direction et son équipe lui présentent le diagnostic et les objectifs spécifiques contribuant aux objectifs d'amélioration y afférents afin de récolter son point de vue ;
- Prendre connaissance du diagnostic et valider les objectifs spécifiques sélectionnés. Il actualise, le cas échéant, les lignes directrices en adéquation avec les résultats du diagnostic ;
- Veiller à ce que le référent pilotage prenne connaissance du diagnostic. Actualiser, le cas échéant, les lignes directrices en adéquation avec les résultats du diagnostic ;
- Veiller à ce que le référent pilotage soutienne la planification et le phasage des stratégies ;
- Partager son point de vue avec le référent-pilotage sur le projet de plan de pilotage ;
- Veiller à ce que la direction d'école présente le plan de pilotage approuvé au CECP ;
- Veiller à ce que la direction d'école et son équipe de soutien procèdent à une auto-évaluation trimestrielle de l'avancement opérationnel des stratégies et communiquent (vis-à-vis de l'équipe pédagogique et éducative, des parents, des élèves et d'acteurs extérieurs) ;
- Veiller à ce que la direction et son équipe de soutien procèdent à l'évaluation et à la présentation du degré de réalisation des objectifs spécifiques et des stratégies et procèdent à l'évaluation des modalités de travail mises en œuvre ;
- Prendre connaissance de l'auto-évaluation annuelle et du degré de réalisation des objectifs spécifiques ;
- Veiller à ce que la direction et son équipe de soutien procèdent à l'actualisation des stratégies et des modalités de travail sur base de l'auto-évaluation et de ses recommandations ;
- Procéder à la modification de la lettre de mission de la direction afin d'y inclure les engagements qui lui incombent en vertu de la présente convention.

Mise à disposition de données

Article 5

Le pouvoir organisateur met à disposition du CECP toute information utile pour la bonne exécution de la présente convention.

L'article 8 bis des statuts du CECP stipule que les membres s'engagent notamment à autoriser le CECP à

recevoir de l'Administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles tous les renseignements utiles à remplir efficacement ses missions. Sur cette base, le pouvoir organisateur autorise les services du Gouvernement à communiquer au CECP la liste des indicateurs et des données chiffrées de l'école concernée et à donner un accès au CECP au contrat d'objectifs de l'école concernée par la présente convention. Les indicateurs et les données chiffrées communiquées visent à permettre au CECP de disposer des informations nécessaires au soutien de l'école dans le cadre de l'élaboration du plan de pilotage et à la mise en œuvre du contrat d'objectifs. Dans ce cadre, le CECP s'engage à ne pas faire état de ces données à des tiers.

Le pouvoir organisateur autorise par ailleurs la cellule de soutien et d'accompagnement à disposer d'un accès en lecture au plan de pilotage tel qu'il a été envoyé au délégué au contrat d'objectifs. Pour ce faire, il communique son accord aux services du Gouvernement par l'intermédiaire de l'application « PILOTAGE ».

Modifications de la convention

Article 6

En cours d'exécution de la convention, ne peuvent donner lieu à modification de celle-ci que les circonstances exceptionnelles suivantes :

1. la modification des missions de coordination, de soutien et d'accompagnement assignées au CECP par le pouvoir régulateur ;
2. la modification de l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et de ses arrêtés d'application, notamment en ce qui concerne les moyens financiers et humains disponibles.

Fin de la convention

Article 7

La présente convention prend fin de plein droit à l'expiration du terme prévu à l'article 8.

La méconnaissance par les parties de tout ou partie de leurs engagements visés aux articles 3, 4 et 5 de la présente convention constitue un motif de résiliation de ladite convention.

La résiliation envisagée en vertu de l'alinéa 2 doit être précédée d'un avertissement écrit et, ne peut être décidée qu'après que la partie défaillante aura pu faire valoir ses observations par écrit dans un délai de 30 jours calendrier.

Date de prise de cours et durée de la convention

Article 8

La présente convention prend cours à la date de sa signature et couvre toute la période d'élaboration du plan de pilotage et de mise en œuvre du contrat d'objectifs.

La reconduction de la présente convention n'est pas automatique.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention devra être signée par les parties.

Fait à, le, en
autant d'exemplaires originaux que de parties, dont chacune reconnaît avoir reçu le sien.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

URGENTIE - Gemeentelijke basisscholen - Overeenkomsten voor de begeleiding en de opvolging in het kader van de aansturing van de scholen die gekozen werden in de eerste fase van de aansturingsplannen met de CECP (Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces) - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op artikel 67 van het "takendecreet" van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren zoals dat gewijzigd werd door het decreet dat werd goedgekeurd door het parlement van de Franse Gemeenschap op 13 september 2018 om een nieuw sturingskader te ontwikkelen, waarbij de

betekkingen tussen de Franse Gemeenschap en de schoolinrichtingen contractueel worden vastgelegd;

overwegende dat elke inrichting er in overeenstemming met het bovengenoemde artikel 67 toe gehouden is om een sturingsplan uit te werken in samenhang met haar inrichtingsproject dat na het proces van contractuele vastlegging haar doelstellingsovereenkomst zal worden voor een periode van zes jaar;

overwegende dat de CECP ondersteuning en begeleiding biedt voor kleuterscholen, lagere scholen, basisscholen, zowel van het gewone als het buitengewoon onderwijs, en aan buitengewone secundaire scholen van het officieel gesubsidieerd net; dat dat aanbod het voorwerp moet uitmaken van een contractuele vastlegging met de inrichtende macht zoals het voornoemde artikel 67 dat voorziet;

overwegende dat vijf gemeentelijke basisscholen gekozen werden in de eerste fase van de sturingsplannen; dat er bijgevolg een overeenkomst goedgekeurd moet worden met de CECP voor elk van die gemeentelijke basisscholen;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de overeenkomst voor de begeleiding en de opvolging in het kader van de aansturing van de scholen die gekozen werden in de eerste fase van de aansturingsplannen die gesloten werd met de CECP voor elk van de gemeentelijke basisscholen goed te keuren:

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

Convention pilotage Paradis des enfants.pdf, Convention pilotage Colombe de la paix.pdf, Convention pilotage Claire joie.pdf, Convention pilotage Farandole.pdf, Convention pilotage Carrefours.pdf

Levée de la séance à 21:35
Opheffing van de zitting om 21:35

Le Secrétaire communal f.f.,
De wnd. gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De burgemeester-voorzitter,

Annick Petit

Vincent De Wolf